

*AIX MARSEILLE UNIVERSITÉ*

**INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES**

*Mémoire de Master II Géostratégie, Défense et Sécurité Internationale*

**Le rapport de force entre Erbil et Bagdad et ses évolutions dans le cadre de la lutte contre l'État islamique à partir de 2014 : un renforcement stratégique de la place du Kurdistan dans l'espace régional.**

**2019 - 2020**



Photo AHMAD AL-RUBAYE. AFP

Par Mme. Alice Guéret

*sous la direction du professeur M. François DUMASY*

« Les opinions exprimées dans ce mémoire sont celles de l'auteur et ne sauraient en aucun cas engager le directeur de mémoire ou l'institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence.



## Résumé

En juin 2014, Abou Bakr Al Baghdadi annonce lors de la prise de Mossoul l'implantation en Irak et en Syrie du Califat de l'État islamique. Avec seulement quelques centaines de combattants, l'organisation terroriste parvient à s'emparer de la deuxième ville d'Irak. Cet événement semble constituer un tournant dans les relations entre Erbil et Bagdad, attribuant à la capitale du Kurdistan un poids particulier dans les dynamiques nationales et régionales, dans le cadre de la lutte anti-djihadiste. Acteur incontournable sur la scène régionale, le Gouvernement Régional du Kurdistan s'est vu conférer une confiance accrue en cette période de troubles en Irak et plus largement au Moyen-Orient. Après de longues années de marginalisation, les élites kurdes d'Irak profitent de cette opportunité stratégique pour réaliser le dessein historique d'un projet politique en attente depuis la signature du traité de Lausanne en 1923. Avec de larges caractéristiques étatiques, le Kurdistan vit depuis deux décennies une période d'autonomisation croissante en dépit des tensions internes qui animent sa scène politique. Le 25 septembre 2017, un référendum sur l'indépendance est organisé dans la région autonome et les territoires disputés aux mains des Kurdes depuis 2014, provoquant l'ire de Bagdad et entraînant de lourdes conséquences sur la situation politique, économique et sociale du Kurdistan. Néanmoins, bien que le référendum ait été qualifié de « fiasco », il a permis de prouver démocratiquement les aspirations d'un peuple dont les revendications sont tues depuis près d'un siècle. Plus encore, il semble que Bagdad n'ait pas totalement repris la main en Irak et que le Kurdistan représente toujours un havre de stabilité majeur dans un Moyen Orient aux enjeux en constante redéfinition

## SOMMAIRE

**Résumé**

**Sommaire**

**Introduction**

***Partie 1 : La construction historique d'un pouvoir autonome au gré des relations avec Bagdad***

Chapitre I – La construction historique d'une entité autonome à la faveur de la déliquescence de l'État irakien

Chapitre 2 – Le contrôle des territoires disputés : une question au cœur de la rhétorique nationaliste kurde.

***Partie 2. L'élargissement de la zone d'influence du Gouvernement Régional du Kurdistan au gré de la guerre contre l'État islamique : un pouvoir politico-militaire renforcé.***

Chapitre 1 – La progression des peshmergas contre le groupe État islamique : une force militaire indispensable dans la lutte contre les djihadistes en Irak

Chapitre 2. Remilitarisation et restructuration des forces armées kurdes

***Partie 3. L'organisation d'un référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien, une région autonome fragilisée par les divisions internes et les velléités internationales.***

Chapitre 1 – La route vers un référendum pour la légitimation d'un État de facto malgré le poids des pressions internationales

Chapitre 2 – Le Kurdistan, un espace en crise après la tenue du référendum sur l'indépendance ?

***Partie 4. Bagdad, maître du jeu après l'acte « anticonstitutionnel » des Kurdes ?***

Chapitre 1 – L'échec relatif d'Erbil face à la remontée en puissance de Bagdad dans l'espace politique irakien

Chapitre 2 - Le GRK, un acteur indispensable à la stabilité sécuritaire régionale

**Conclusion**

**Table des matières**

**Annexes**

**Bibliographie**

**TABLE DES SIGLES**

**CJTF – OIR** : Combined Joint Task Force - Operation Inherent Resolve

**EI** : État islamique

**GRK** : Gouvernement régional du Kurdistan

**ONU** : Organisation des Nations-Unies

**OEI** : Organisation État islamique

**PDK** : Parti Démocratique du Kurdistan

**PKK** : Parti des Travailleurs du Kurdistan

**PYD** : Parti de l'Union Démocratique

**RAK** : Région autonome du Kurdistan

**UNAMI** : United Nations Assistance Mission for Iraq

**UPK** : Union Patriotique du Kurdistan

**YPG** : Unités de protection du peuple

## Introduction

« *En ce Moyen-Orient de toutes les histoires, où l'on ne parvient jamais à faire, dans la réalité, la part précise du merveilleux, tout se confond et se mêle, la légende et la banalité, l'enchantement et l'horreur, la noblesse et la cruauté, les fastes et la misère. Mais s'il advient que la liberté y tienne lieu de religion, alors, la lutte prend l'ampleur d'un sacrifice. Et l'on tire au fusil contre les avions.* »<sup>1</sup>.

Dans cet extrait de *Le Kurdistan ou la mort*, René Mauries dépeint l'ampleur de la lutte sans réserve des Kurdes pour la reconnaissance de leur identité et de leurs droits dans un Moyen-Orient qui, au fil des années, a vu leur place restreinte et leurs revendications étouffées. Pour son premier livre publié en 1967, ce grand reporter français a suivi les combattants kurdes dans les montagnes irakiennes, contribuant à faire entendre la voix d'un peuple en lutte pour la reconnaissance de ses droits auprès de l'État central irakien. En effet, les promesses d'indépendance formulées lors du démantèlement de l'Empire Ottoman sont restées lettres mortes, écartant le peuple kurde de l'échiquier géopolitique des puissances européennes. Destinés à se soumettre aux États émergents dans la région, les Kurdes ont souvent préféré la résistance et ont lutté au prix de leur vie pour la liberté. Installé au nord de l'Irak, à l'ouest de l'Iran, au sud-est de la Turquie, et au nord-est de la Syrie, le peuple kurde a longtemps été marginalisé par ces États, refusant la reconnaissance de ses droits civils et culturels. Progressivement, les Kurdes s'y sont organisés en groupes politiques et factions armées aux intérêts parfois antagonistes.

En Irak, au prix d'une lutte armée intense contre leur marginalisation, ils ont vu naître et s'institutionnaliser une entité politique, la région autonome du Kurdistan, à la faveur d'évènements particuliers. Après la guerre du Golfe en 1991 et la chute du régime baathiste en 2003, la guerre contre l'État islamique semble constituer un nouvel accident historique pouvant leur permettre d'intensifier leurs efforts dans la lutte pour l'indépendance d'un État kurde<sup>2</sup>.. Cet événement semble effectivement constituer un tournant dans les relations entre

---

<sup>1</sup> MAURIES, René. *Le Kurdistan ou la mort*, Éditions J'AI LU, 1970.

<sup>2</sup> CHALIAND, Gérard. *La Question Kurde, à l'heure de Daech*, Éditions du Seuil, 2015. Dans cet ouvrage, l'auteur emploie le terme d'« accidents historiques » pour qualifier les évènements qui ont profité aux Kurdes en dépit de leur rôle marginal.

Erbil et Bagdad, conférant à la capitale du Kurdistan un poids accru dans les dynamiques nationales et régionales. La lutte anti-djihadiste à partir de 2014 révèle ainsi des enjeux structurants dans le rapport de force entre le gouvernement régional du Kurdistan et le gouvernement fédéral, qui constitueront le fil conducteur de ce travail et qui interrogeront la place du Kurdistan dans l'espace géopolitique régional et plus particulièrement sur le territoire irakien.

\*\*\*

L'étude des enjeux territoriaux en Irak mobilise à la fois des outils d'analyse géopolitiques et géostratégiques et nécessite d'étudier les acteurs et leurs motivations. Selon le géographe et géopolitologue français Yves Lacoste, le territoire est une « étendue sur laquelle vit un groupe humain qui le considère comme sa propriété collective », et qui y impose donc sa souveraineté<sup>3</sup>. Néanmoins, d'autres acteurs aux intérêts divergents peuvent s'y affronter et lutter pour le contrôle et la domination de portions de ce territoire, ou de cet espace dans son ensemble. Parmi ces acteurs, les peuples, c'est à dire les groupes humains issus d'une ethnie, d'une nation, d'un clan ou encore d'une tribu peuvent y constituer un élément d'opposition au groupe dominant, qui s'institutionnalise souvent sous la forme d'un État, et constituer un facteur de tension dans le territoire donné<sup>4</sup>. Dans ce cadre, les rivalités entre le groupe dominant et les factions opposantes renvoient à la notion de rapport de force. Selon le diplomate Pierre Bulher, le terme de « rapport de force » désigne un « mode particulier de relations » qui « s'il indique souvent une situation de compétition, voire de conflit lorsqu'il est trop inégalitaire, peut aussi être équilibré »<sup>5</sup>. Comme le rappelle Pierre Bulher, ce rapport de force s'inscrit dans une temporalité et suit une dynamique mouvante.

Aussi bien qu'ils se meuvent sur le territoire comme cadre des relations, l'entité géographique peut aussi être un outil pour ces acteurs nécessaire à la maximisation de leur puissance dans le cadre de visées géostratégiques. Dans ce cas, le territoire devient le théâtre

---

<sup>3</sup> ABDOU MOUSSA, Rachid. ROMAN, Benjamin. « D'une géopolitique des territoires à une intelligence territoriale. Entretien d'Yves Lacoste accordé à Jean-Guy Bernard, directeur général de l'École de Management de Normandie. », mars 2019.

<sup>4</sup> ROSIERE, Stéphane. « Géographie politique, géopolitique et géostratégie : distinctions opératoires », *L'information géographique*, 2001.

<sup>5</sup> FIORINA, Jean-François. BULHER, Pierre. « Géopolitique, les nouveaux visages de la puissance. Jean-François Fiorina s'entretient avec Pierre Buhler », *Diploweb*, avril 2012.



du rapport de force, où a lieu la confrontation entre les différents acteurs luttant pour l'espace présenté comme un enjeu. La géostratégie des acteurs semble alors découler de leurs objectifs géopolitiques dans un cadre militaire<sup>6</sup>. Pour comprendre cette relation, il est nécessaire de s'intéresser aux particularités de chaque acteur qui le construisent et le confortent dans l'opposition à l'autre. Les acteurs étudiés sont ainsi le gouvernement régional du Kurdistan et le gouvernement fédéral irakien, qui s'affrontent dans le cadre d'un rapport de force relatif à de multiples points de friction, dont la gestion territoriale fait partie. Le territoire irakien est ainsi à la fois le cadre, l'enjeu, et le théâtre des rivalités : le gouvernement régional du Kurdistan y lutte, à l'encontre du pouvoir fédéral de Bagdad, pour l'établissement de la souveraineté sur des espaces territoriaux définis, objet de querelles entre les deux entités.

Les relations entre Erbil et Bagdad s'ancrent également dans les dynamiques régionales au Moyen-Orient. Cet espace géographique, qui comprend l'ensemble des pays de l'Asie de l'Ouest et du Sud-Ouest, de la Turquie à l'Iran et de la Transcaucasie à la péninsule Arabique, est particulièrement instable depuis plus d'un siècle du fait notamment de sa recomposition en territoires nationaux après le démantèlement de l'Empire Ottoman. En effet, il témoigne souvent d'insuffisances structurelles politiques et économiques<sup>7</sup>. Néanmoins, on y observe des jeux d'influences entre puissances régionales qui contribuent à modeler aussi bien la carte politique et territoriale du Moyen-Orient que les alliances militaires, diplomatiques et économiques qui s'y nouent<sup>8</sup>. Le renforcement stratégique d'un État ou d'un groupe ethnico-religieux peut ainsi être défini par sa propension à constituer un acteur incontournable au cœur de l'espace régional où s'articulent les différentes dynamiques politiques, économiques et militaires. Aussi bien que l'acteur géopolitique puisse s'ancrer au cœur des relations régionales, les différentes puissances peuvent également avoir un impact sur son statut, répondant à des impératifs stratégiques, des convoitises territoriales, ou encore des intérêts économiques<sup>9</sup>. Ces aspects seront ainsi à prendre en compte pour l'étude du statut du Kurdistan dans l'espace national et régional.

---

<sup>6</sup> ROSIERE, Stéphane. « Géographie politique, géopolitique et géostratégie : distinctions opératoires », *opcit.*

<sup>7</sup> DUMONT, Gérard-François. « LE MOYEN-ORIENT, ESPACE GÉOGRAPHIQUE ET GÉOPOLITIQUE [The Middle East, geopolitical and geographical territory] ». *Géostratégiques*, 2005

<sup>8</sup> PICAUDOU, Nadine. SIGNOLES, Aude. « PROCHE ET MOYEN-ORIENT CONTEMPORAIN », *Encyclopædia Universalis*.

<sup>9</sup> GOURDIN, Patrice. *Manuel de géopolitique*, préface de Pierre Verluise, éd. Diploweb.com, 2015.

### *Histoire du peuple kurde*

Nation sans pays ni État, le peuple kurde jouit d'une culture, d'une religion majoritaire et de minorités, d'une langue aux multiples dialectes, et surtout d'une histoire. Installé au cœur de l'Asie occidentale autour du XVe siècle avant notre ère, ce groupe ethnolinguistique s'est rapidement implanté dans le Caucase, sur les monts Zagros et Taurus et dans la région du lac de Van. La dénomination « Kurdes » est révélée par les Assyriens, dont certains textes font mention du peuple « Kourti » installé autour du lac de Van, situé dans l'actuelle Turquie. Si deux thèses sont avancées au sujet de leur origine, tantôt indo-européens, tantôt asiatiques autochtones, il semble que la région kurde ait été peuplée de groupes iranisés dès le VIIe siècle avant notre ère. L'actuelle zone de peuplement kurde est, dès lors, successivement envahie par les Mèdes, les Achéménides, les Grecs, les Séleucides, les Parthes, les Arméniens, les Romains, les Sassanides, les Arabes, les Bouyides, les Seldjoukides, les Mongols et enfin les Turcomans<sup>10</sup>.

Sous domination étrangère, les Kurdes s'organisent en principautés semi- indépendantes et forts de leurs traditions claniques, ils y développent largement leurs activités agricoles et pastorales. Sous la dynastie seldjoukide, le sultan Sandjar crée au XIe siècle une province pour les Kurdes du nom de « Kurdistan », anciennement « Médie » pour les grecs ou « Jebel » pour les Arabes. Après la chute des seldjoukides, le kurde Salaheddine fonde la dynastie des ayyoubides et prend la tête du monde musulman pendant près d'un siècle, avant de voir son empire renversé par les invasions turco-mongoles au XIIIe siècle. Néanmoins, au cours du siècle suivant, le Kurdistan se constitue progressivement en entité autonome rayonnant par sa langue et sa culture en dépit du morcellement de ses principautés<sup>11</sup>. En 1639, les rivalités entre les Ottomans et les Perses conduisent à la signature du Traité de Qasr-i- Chirin. En définissant la frontière entre l'Empire Ottoman et l'Empire Séfévide, il scinde la zone de peuplement kurde en deux. Géographiquement séparées, les différentes principautés kurdes continuent de bénéficier d'une grande autonomie, en échange de la protection des frontières impériales respectives<sup>12</sup>. Toutefois, l'aube des Temps Modernes est propice à l'épanouissement de l'identité kurde, qui se renforce avec l'écriture de chef d'œuvres épiques

<sup>10</sup> BOIS, Thomas. BOZARSLAN, Hamit. MORE, Christiane. ROULEAU, Éric. « KURDES », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 22 septembre 2020.

<sup>11</sup> NEZAL, Kendal. « Un aperçu de l'histoire des Kurdes », *site web de l'Institut kurde de Paris*, consulté le 18 septembre 2020.

<sup>12</sup> CHALIAND, Gérard. *La Question Kurde, à l'heure de Daech*, opcit.

tels que *Mê m û Zin* d'Ahmed Khani (1692) ou *Mamé Alan*, œuvre la plus populaire de la littérature orale kurde.

Au début du XIXe siècle, les principautés kurdes souffrent vivement des politiques centralisatrices de l'Empire Ottoman et lancent régulièrement, à partir de 1804, des révoltes durement réprimées par le pouvoir central. Cependant, Abdülhamid II (1876-1902) développe une politique panislamique qui intègre pleinement les Kurdes à la communauté musulmane aux côtés des Turcs, en dépit de leurs voisins chrétiens. En effet, en 1891, la Sublime Porte met en place une brigade de cavalerie kurde, les Hamidiye, destinée à mater les minorités chrétiennes<sup>13</sup>. Cette stratégie permet au Sultan de garder un contrôle sur les Kurdes dont les revendications se font entendre de manière croissante depuis le début du siècle<sup>14</sup>. Deux décennies plus tard, les Jeunes Turcs recrutent également de nombreux membres des tribus kurdes pour l'exécution des génocides arménien et assyro-chaldéen. Néanmoins, à l'issue de ces massacres, ils sont à leur tour persécutés par les Turcs qui procèdent aux déportations de plusieurs centaines de milliers de Kurdes vers le sud et l'ouest de l'Asie mineure. À la fin de la Première Guerre Mondiale, les Britanniques sont accueillis en libérateurs à Mossoul et la constitution d'un Comité pour le relèvement du Kurdistan met en exergue les espoirs d'érection d'un État kurde indépendant<sup>15</sup>. Si ses différents membres peinent à s'accorder sur la nature de l'entité politique et sur les territoires revendiqués, un compromis est finalement trouvé et présenté par le diplomate Chérif Pacha à la Conférence de la Paix tenue à Paris en 1919. Si le traité de Sèvres concède aux Kurdes un territoire, sa taille restreinte pousse une partie des Kurdes à prendre les armes aux côtés des kémalistes afin d'obtenir la renégociation des conditions du traité.

Cependant, le traité de Lausanne signé en 1923 fixe les frontières de la Turquie et prive les Kurdes de l'entité politique promise. Bien qu'installés à cheval sur la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie, ils jouissent d'un sentiment d'appartenance profond lié à une histoire ancienne qui a forgé, au fil du temps, la conscience de la kurdité et de l'idée d'un Kurdistan. Dès l'avènement de l'État irakien, les Kurdes subissent une exclusion relative à leur statut, réprimant les velléités indépendantistes, pourtant nourries par les espoirs induits par la SDN.

---

<sup>13</sup> LOUIS, Florian. *Atlas historique du Moyen-Orient*, Éditions Autrement, 2020.

<sup>14</sup> Ibid.

<sup>15</sup> BOIS, Thomas. BOZARSLAN, Hamit. MORE, Christiane. ROULEAU, Éric. « KURDES », opcit.

*Gestion des communautés dans l'Irak contemporain*

Au lendemain de la chute de l'Empire Ottoman, l'Irak est placé sous mandat de la Société des Nations. On y observe trois grandes composantes qui se répartissent géographiquement le territoire national : au nord et au nord-est les Kurdes, au sud et autour des villes saintes de Najaf et Kerbala les Arabes chiites et dans le centre de l'Irak autour des provinces d'Anbar, Ninive, Salaheddine, et Diyala les Arabes sunnites<sup>16</sup>.

En dépit d'une violente insurrection, les Britanniques mandataires s'appuient sur les anciennes élites sunnites de l'Empire Ottoman pour former l'État irakien, qui prend la forme d'une monarchie. Avec une dynastie de souverains hachémites à sa tête, Bagdad établit une certaine domination sur les populations chiites démographiquement majoritaires, qui avaient néanmoins activement lutté contre la mainmise britannique sur le territoire irakien. Minoritaires au sein des postes gouvernementaux et largement sous représentés dans les milieux universitaires, les chiites sont progressivement marginalisés, exclus de l'identité irakienne, et perçus comme des citoyens de « seconde catégorie », rhétorique qui servira à l'assise des sunnites au pouvoir tout au long du XXe siècle<sup>17</sup>. Les Kurdes également sont largement exclus du système politique irakien, en dépit de l'autonomie administrative demandée par la SDN. De la marginalisation à la répression, les Kurdes s'organisent progressivement en factions armées et mènent une résistance active contre les forces irakiennes durant de longues décennies. La guerre Iran-Irak constitue un événement majeur dans la lutte du pouvoir sunnite contre les chiites et les Kurdes, ces derniers étant accusés de collaboration avec l'ennemi voisin. Largement réprimés à l'issue de la guerre, les Kurdes profitent de l'intervention occidentale faisant suite à la guerre du Golfe pour jouir d'une autonomie de facto grâce à la fermeture de la 36<sup>e</sup> parallèle. Néanmoins, devant le refus de la coalition à fournir des armes aux chiites, ces derniers sont violemment réprimés autour de Najaf et Kerbala, où le mausolée de l'Imam Hussein est partiellement détruit<sup>18</sup>. Le gouvernement sunnite considère désormais les chiites comme des alliés potentiels de l'Iran

---

<sup>16</sup> RONDOT, Pierre, « L'Irak, mosaïque de peuple, demeure dans son ensemble arabe et musulman », *Le Monde Diplomatique*, 1973.

<sup>17</sup> LUIZARD, Pierre-Jean. « Iraniens d'Irak, direction religieuse chiite et Etat arabe sunnite. », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, 1996.

<sup>18</sup> LUIZARD, Pierre-Jean. « Iraniens d'Irak, direction religieuse chiite et Etat arabe sunnite. », *opcit.*

Ainsi, sous le gouvernement de Saddam Hussein, les failles entre les communautés se sont exacerbées entraînant une grande politisation des identités confessionnelles. Néanmoins, le 16 octobre 2002, Saddam Hussein est réélu avec 100% des voix pour 7 ans, confortant l'assise de la bureaucratie irakienne<sup>19</sup>. Pourtant, la chute du chef d'État, accusé d'une part d'entretenir des liens avec l'organisation terroriste Al Qaïda et d'autre part d'avoir acquis la capacité de mobiliser rapidement des armes de destruction massive, se profile depuis plusieurs années. Le 19 mars 2003, les États-Unis envahissent l'Irak et voient leurs actions légalisées par la résolution 1483 du Conseil de Sécurité des Nations Unies<sup>20</sup>. L'intervention en Irak a pour but d'opérer un changement de régime, c'est à dire la déposition armée d'un régime hostile et son remplacement par un autre, idéalement démocratique et libéral, plus favorable aux intérêts occidentaux<sup>21</sup>. Les Américains cherchent donc à remplacer les élites irakiennes sans pour autant affecter la société, en restructurant les infrastructures irakiennes selon un modèle néolibéral confié à des sociétés privées américaines. Néanmoins, en s'appuyant sur les élites chiites, l'administrateur mène une large politique de débaathification, entraînant la marginalisation des sunnites dans l'espace irakien dont l'identité peine à se reconstruire. Parallèlement, le peuple kurde tire profit de l'intervention américaine et acquiert une place croissante sur l'échiquier national irakien, qui permet à Erbil de peser davantage dans les relations avec le pouvoir central.

Dès lors, la chute des institutions de l'État est aggravée par l'accroissement de l'insurrection et l'Irak devient rapidement un borbier pour l'armée américaine qui se révèle très mal préparée à la stabilisation du pays. On voit alors se dessiner dans le chaos sécuritaire irakien une véritable guerre civile confessionnelle, entraînant de nombreux déplacements de populations et recompositions territoriales.

### *La territorialisation de l'État islamique en Irak*

Au lendemain de l'intervention américaine, l'Irak semble plongé dans un chaos sanglant et constitue le théâtre d'attentats quasi quotidiens notamment dans les grandes villes

---

<sup>19</sup> « D'un mandat à l'autre. Clefs irakiennes pour une guerre annoncée », *Le Monde Diplomatique*, janvier 2003.

<sup>20</sup> Résolution 1483 du Conseil de Sécurité des Nations Unies. S/RES/1483. 23 mai 2003. Accessible à [https://undocs.org/fr/S/RES/1483%20\(2003\)](https://undocs.org/fr/S/RES/1483%20(2003)).

<sup>21</sup> TENENBAUM, Élie. « L'Amérique en guerre : grandeur et décadence de la contre- insurrection », *Politique étrangère*, 2011, pp. 617-629.

du pays. L'Irak est ainsi, lors de l'avènement du djihadisme, un territoire extrêmement fragmenté à cause de failles sociales, ethniques et religieuses, lui permettant de s'infiltrer durablement dans le tissu social. L'islamisme a pourtant en Irak une empreinte assez récente. À la fin des années 1950, une branche des Frères Musulmans est fondée en Irak. Calquée sur le modèle de l'association égyptienne, elle s'y développe plus sous forme d'un mouvement littéraire et intellectuel que dans son aspect politique. Le salafisme ne se développe que peu à cette époque auprès du corps social sunnite, que les élites tiennent à ne pas scinder entre le religieux et le laïc, afin de conserver l'emprise sur l'appareil d'État mis en place en 1920. Il est important de noter tout de même un certain attrait pour l'islam chez les sunnites dans les années 1980. L'islam comme référentiel incontournable est apparu en Irak dans un contexte de réislamisation des sociétés arabes et a pu mener à des formes extrêmes de radicalisation. En effet, on observe un certain glissement des idéologies laïcisantes vers un islam de plus en plus revendiqué, ce qui peut être expliqué par la volonté des élites arabes sunnites de se conformer à l'idéologie dominante dans le monde arabe pour pallier leur statut minoritaire en Irak et conserver leur place dans les hautes sphères de l'État<sup>22</sup>.

En conséquence de l'invasion américaine et du démantèlement de l'appareil d'État irakien, la résistance sunnite se met en place réunissant aussi bien les anciens baasistes que les islamistes, alors même que le pays sombre dans une lutte interconfessionnelle. Néanmoins, les groupes djihadistes constituent un pouvoir attractif fort, tirant profit de la politique d'exclusion des sunnites trahis par le pouvoir central. Parmi ces factions, Al Qaïda en Irak se démarque et lance une campagne d'actions violentes, appliquant la stratégie du chaos à l'Irak pour attirer les chiites vers une guerre confessionnelle. Bien qu'Al Qaïda en Irak se mue en État islamique d'Irak en 2006, ses membres vivent dans l'illégalité jusqu'au retrait des forces américaines à l'issue de l'élection de Barack Obama. Stratège de qualité, le leader Abu Bakr al Baghdadi choisit d'étendre son groupe terroriste à la faveur de la rébellion syrienne contre le régime de Bachar al Assad. Ainsi, il envoie en janvier 2012 en Syrie le *Jabhat al Nosra li Ahl ash Sham*, « Front pour la victoire du peuple du Levant » dans le but d'implanter l'État islamique en Syrie. L'État islamique en Irak et au Levant, en querelle avec Jabhat al Nosra, se réinsère dans le tissu social irakien à la faveur du soulèvement de nombreuses tribus de la province d'Anbar contre la politique sectaire et exclusive du Premier ministre chiite Nouri al Maliki. Une large partie des membres de ces tribus accueillent favorablement les djihadistes

---

<sup>22</sup> LUIZARD, Pierre-Jean. « L'islam comme référence des groupes politiques et sociaux en Irak », *Revue internationale de la Croix-Rouge*, No 868, décembre 2007.

de l'EIIL dans le cadre de la lutte contre l'armée irakienne d'al Maliki. Peu à peu, l'EIIL agrandit le territoire contrôlé au centre autour de Ramadi et avance au nord vers Mossoul. En juin 2014, Abou Bakr Al Baghdadi annonce la restauration du Califat de l'État islamique lors de la prise de Mossoul. Avec seulement quelques centaines de combattants, l'organisation terroriste parvient à s'emparer de la deuxième ville d'Irak. La vulnérabilité des provinces d'Anbar, de Ninive, de Diyala, de Salaheddine et de Kirkouk constitue un avantage pour l'organisation État islamique qui y étend son territoire, aux portes du Kurdistan.

Son ascension fulgurante semble être le fruit de dynamiques politiques, matérielles et militaires qui dépassent largement le cadre religieux de l'islam radical. Sur fond de fractures ethniques et religieuses, le groupe a su tirer profit de l'héritage violent et révolutionnaire d'Al Qaïda pour s'implanter dans une région aux enjeux sécuritaires en constante redéfinition. De l'invasion puis l'occupation américaine en Irak à la crise syrienne, le djihadisme a pris un nouveau souffle permettant à l'organisation d'accroître et d'asseoir sa puissance dans une matrice de violence certaine.

De nombreux acteurs vont dès lors se mobiliser dans le cadre de la lutte contre l'implantation de l'organisation terroriste dans le tissu social irakien. La territorialisation de l'État islamique bouleverse à nouveau l'espace régional. En effet, la guerre contre l'État islamique est susceptible d'avoir une incidence sur la place des Kurdes dans le système irakien. Bagdad et Erbil, dont les rapports sont rythmés par des dynamiques conflictuelles, se sont retrouvées confrontées à une entité tierce, ennemie, qui s'est implantée entre les deux gouvernements.

\*\*\*

Depuis plusieurs années, l'histoire du Kurdistan suscite l'intérêt croissant des chercheurs dont les travaux enrichissent le champ d'étude consacré à la question Kurde.

Dès les années 1980, le spécialiste de l'étude des conflits armés et des relations internationales et stratégiques Gérard Chaliand s'est intéressé au peuple kurde au prisme de leur implication dans des conflits irréguliers au Moyen-Orient. Après des études à l'Institut national des langues et civilisations orientales et un doctorat de sociologie politique sous la direction Maxime Rodinson, Gérard Chaliand s'est rendu au Moyen-Orient afin d'y mener ses

recherches sur les dynamiques conflictuelles. À cette issue, il a dirigé et consacré plusieurs ouvrages à la question Kurde, parmi lesquels *Les Kurdes et le Kurdistan : la question nationale kurde au Proche-Orient*, *Le malheur kurde* ou *La Question Kurde, à l'heure de Daech*<sup>23,24,25</sup>. Il s'attache à interroger la place du peuple Kurde dans les configurations spatiales et politiques et les entraves à son indépendance depuis l'époque ottomane. Plus encore, il s'intéresse aux évolutions récentes de la question kurde liées à l'implantation de mouvements armés transnationaux dans l'espace régional. Docteur en histoire et en géopolitique, Hamit Bozarslan s'intéresse également à l'histoire du peuple kurde dans l'espace moyen-oriental, et dans la période post-ottomane. Dans son ouvrage *La question kurde : États et minorités au Moyen-Orient*<sup>26</sup>, il propose une étude du mouvement minoritaire kurde dans les relations régionales et internationales au prisme d'une relecture sociologique. Véritable spécialiste de la question kurde, Hamit Bozarslan contribue régulièrement à élargir le champ d'étude qui lui est consacré. Aussi, l'historien Jordi Tejel a retracé l'émergence de la question de la minorité kurde dans le contexte de l'apparition des États-nations modernes sur les décombres de l'Empire Ottoman. Dans son ouvrage *La question kurde : passé et présent*<sup>27</sup>, Jordi Tejel présente le conflit kurde dans sa globalité en soulignant le caractère complexe des relations intra kurdes transfrontalières. Ses publications et prises de paroles proposent régulièrement des outils de réflexion, de compréhension et d'analyse pour mieux lire la question kurde dans ses évolutions les plus récentes. Les travaux respectifs des politologues et spécialistes du Moyen-Orient Elizabeth Picard et David MacDowall s'ajoutent également au corpus d'étude sur l'histoire du peuple Kurde. Ces apports permettent un éclairage historique pour mieux lire les dynamiques conflictuelles intra étatiques actuelles dans lesquelles s'impliquent les Kurdes.

Dans le cadre de notre étude du mouvement kurde en Irak, les travaux de Saywan Barzani se révèlent incontournables. En effet, dans son ouvrage *Le Kurdistan d'Irak 1918-2008*, le politologue et diplomate kurde irakien s'intéresse aux origines des relations conflictuelles entre les Kurdes et le pouvoir central de Bagdad ainsi qu'à l'évolution des liens

---

<sup>23</sup> CHALIAND, Gérard. *Les Kurdes et le Kurdistan : la question nationale kurde au Proche-Orient*, Paris, F. Maspero, coll. « Petite collection Maspero », 1978.

<sup>24</sup> CHALIAND, Gérard. *Le malheur kurde*, Paris, Éditions Seuil, 1992.

<sup>25</sup> CHALIAND, Gérard. *La Question Kurde, à l'heure de Daech*, Éditions du Seuil, 2015.

<sup>26</sup> BOZARSLAN, Hamit. *La question kurde : États et minorités au Moyen-Orient*, Paris, Presses de Sciences po, 1997

<sup>27</sup> TEJEL, Jordi. *La question kurde : passé et présent*, Éditions l'Harmattan, 2014.



diplomatiques entre les élites kurdes et les puissances étrangères au prisme d'une expertise locale<sup>28</sup>. Aussi, le docteur en histoire contemporaine Ali Babakhan a contribué à l'élaboration d'un corpus sur les Kurdes d'Irak avec son ouvrage principal *Les Kurdes d'Irak*, qui illustre les mécanismes d'oppression mis en place durant plusieurs décennies par le gouvernement de Saddam Hussein à leur rencontre<sup>29</sup>. Sa thèse au sujet des déportations chiites des années 1970-1990 est également intéressante pour saisir la complexité des dynamiques internes à l'Irak qui ont conduit à une totale restructuration de la société à la chute du régime baathiste en 2003. De même, les travaux respectifs du sociologue franco-irakien Adel Bakawan et de l'historien français Pierre-Jean Luizard sont indispensables à la bonne compréhension du contexte socio-politique dans un Irak fragmenté. Largement menées par le biais d'une approche empirique, ces recherches et publications nous permettent de saisir la complexité du cadre dans lequel s'expriment les dynamiques géopolitiques et géostratégiques actuelles.

Si Gérard Chaliand a consacré un ouvrage aux évolutions de la question kurde depuis l'émergence et la territorialisation de l'État islamique en Irak et en Syrie, l'actualité du sujet révèle une littérature encore succincte à ce sujet. Néanmoins, plusieurs chercheurs ont documenté ces évolutions récentes. Géographe et chercheur au CNRS, Cyril Roussel s'intéresse depuis deux décennies aux rapports entre identité et territoire notamment auprès des Kurdes en Irak. Il propose dans de nombreuses publications une analyse spatiale de l'Irak dans un contexte de territorialisation d'une entité terroriste, ennemie de Bagdad et d'Erbil, et s'intéresse ainsi aux recompositions sociales et démographiques engendrées par ce bouleversement. Dans le cadre du programme Atlas du Kurdistan d'Irak dirigé à l'Institut Français du Proche Orient d'Erbil, Cyril Roussel a également produit depuis 2013 de nombreuses cartes basées sur des études géographiques socio-spatiales, constituant ainsi de denses bases d'informations pour l'analyse des dynamiques régionales. De même, les travaux de l'analyste géopolitique et cartographe Émile Bouvier offrent autant d'éclairages sur les reconfigurations spatiales en Irak et au Moyen-Orient de manière générale que d'informations précises sur la question kurde et les enjeux soulevés par le statut autonome du Kurdistan d'Irak. Les bouleversements récents en Irak et au Kurdistan sont également analysés par le docteur en sciences politiques Arthur Quesnay. Depuis 2009, ce chercheur produit des travaux portant sur les conflits communautaires au nord de l'Irak. Il semble cependant plus critique que ses contemporains à l'égard des élites kurdes dont le pouvoir est largement ancré dans la

---

<sup>28</sup> BARZANI, Saywan. *Le Kurdistan d'Irak 1918-2008*. Éditions l'Harmattan, 2009.

<sup>29</sup> BABAKHAN, Ali. *Les Kurdes d'Irak*, Éd. Ali Babakhan, 1994.

société. Enfin, pour étudier des dynamiques politiques, militaires, sociétales ou économiques actuelles, l'apport de la presse semble incontournable. En effet, les publications de nombreux journalistes locaux et internationaux tels qu'Halgurd Sherwani et Sangar Ali permettent de rendre compte des informations brutes les plus récentes. L'ensemble de ce corpus et la mobilisation des travaux académiques ont permis d'obtenir des clefs d'analyse essentielles à la réalisation de ce travail.

\*\*\*

Ce travail aura donc pour objectif de s'interroger sur la force politique, militaire et économique du Kurdistan en Irak et dans la région, construite au fil des décennies parallèlement au pouvoir central de Bagdad. Le déploiement et l'autonomisation de l'autorité kurde ne peuvent s'expliquer sans s'intéresser aux dynamiques géopolitiques régionales et nationales. Nous questionnerons ainsi l'impact que la guerre contre l'EI va avoir sur cette entité et sur ses relations avec le pouvoir central de Bagdad. Il convient donc de s'interroger sur l'importance de la lutte contre l'État islamique dans le renforcement des institutions politico-militaires kurdes irakiennes : cette force politique semble entremêlée à sa force militaire sur le terrain. Ainsi, il sera intéressant de poser la question de la viabilité de ces victoires militaires et, plus encore, de la pérennisation des forces armées kurdes. De plus, la confiance politique acquise suite aux succès militaires et aux avancées territoriales du Gouvernement régional du Kurdistan s'établit sur certaines bases dont la solidité peut être remise en question. Nous nous interrogerons ainsi sur la durabilité de la capacité du GRK à se hisser à la tête du jeu politique irakien, au gré des alliances et tensions internes, profitant du caractère incontournable de son statut politique et économique régional.

Ainsi, dans quelle mesure la guerre contre l'État islamique a-t-elle constitué une occasion stratégique pour Erbil de renverser le rapport de force avec Bagdad, entraînant une redéfinition de la place du Kurdistan en Irak et dans l'espace régional ?

Afin de répondre à ces interrogations, nous nous intéresserons dans un premier temps à la constitution d'un pouvoir autonome kurde à la faveur de la déliquescence de l'État central irakien, posant les jalons d'une relation entre Erbil et Bagdad animée par de vives tensions relatives à la gestion du pétrole et des territoires disputés. Dans un second temps, nous interrogerons le renforcement du pouvoir politico-militaire kurde à la faveur de

l'élargissement de la zone d'influence du Gouvernement Régional du Kurdistan, au gré de la guerre contre l'État islamique. Ensuite, nous observerons comment les élites kurdes ont envisagé l'après Daesh, profitant de l'avantage militaire et territorial acquis pour poursuivre un dessein historique et réaliser un projet politique en attente depuis de nombreuses décennies. Enfin, nous nous intéresserons aux évolutions récentes du rapport de force entre Erbil et Bagdad après les lourdes conséquences de la tenue du référendum dans les territoires disputés en nous interrogeant sur la pérennité du statut incontournable du Kurdistan dans la région.

# Partie 1. La construction historique d'un pouvoir autonome au gré des relations avec Bagdad

---

Le Kurdistan irakien, entité politique autonome, s'étend sur le nord de l'Irak, bordé à l'est par l'Iran, au nord par la Turquie et à l'ouest par la Syrie. Après de nombreuses années d'exclusion du système politique baathiste, cette entité autonome kurde a vu le jour au gré des événements géopolitiques qui ont secoué la région à la fin des années 80. La déliquescence de l'État irakien et la chute de Saddam Hussein après l'intervention américaine de 2003 ont permis de constitutionnaliser cette autonomie de facto. Ainsi, la Constitution d'octobre 2005 reconnaît officiellement le Kurdistan comme région fédérée disposant de compétences législatives, exécutives et judiciaires propres.

Cependant, au fil des années, les tensions ont persisté entre le gouvernement de Bagdad et le GRK qui ne sont pas parvenus à s'entendre sur la mise en application de certains termes prévus par la Constitution. Parmi les revendications du gouvernement d'Erbil, plusieurs zones historiques de peuplement kurde également revendiquées par Bagdad : ces territoires disputés, souvent riches en hydrocarbures constituent un réel point de désaccord entre les deux entités politiques, les Kurdes voulant y élargir le territoire qu'ils contrôlent et ainsi les intégrer à la région autonome.

Des tensions persistent également entre les deux grands partis politiques, l'UPK et le PDK, dont les idées s'opposent depuis des décennies sur la scène politique kurde. Avec une séparation spatiale et linguistique, les deux partis monopolisent l'espace politique au Kurdistan et peinent à s'accorder sur l'unification d'un gouvernement pour la région autonome.

## Chapitre I – La construction historique d’une entité autonome à la faveur de la déliquescence de l’État irakien

---

L’hypothèse d’un État Kurde indépendant est posée depuis plus d’un siècle. Si la formation d’une entité autonome kurde a été envisagée dans le traité de Sèvres de 1920, la renégociation du traité avec Mustapha Kemal a définitivement évincé cette idée lors de la signature du traité de Lausanne en 1923. Inclus dans sa partie sud est dans l’Irak sous mandat britannique, le Kurdistan reste un projet politique en attente, dont les revendications sont encore tuées après plusieurs décennies de lutte au Moyen Orient<sup>30</sup>. En effet, les Kurdes sont la cible de grandes campagnes de massacres sous Saddam Hussein notamment, contraignant les populations à l’exil à de multiples reprises ainsi qu’aux volontés de modification ethnique commanditées par les membres du Baath. Protégés au nord par la fermeture de la 36ème parallèle par la coalition occidentale, les Kurdes acquièrent en 1991 une autonomie de facto au terme de la guerre du Golfe. De manière croissante, les dirigeants kurdes vont capter une place essentielle sur l’échiquier politique irakien, malgré des dissensions internes mêlant compétition politique et épisodes de violence.

### Section I De l’émergence du nationalisme kurde à la structuration de l’entité kurde autonome

---

Le sentiment national kurde a émergé depuis une cinquantaine d’années et s’est développé dans le cadre des différentes identités régionales. Le 10 août 1920, le Traité de Sèvres mis en place par les alliés de la Première Guerre Mondiale prévoit la création d’une entité autonome Kurde dans l’Est de l’Anatolie autour de Diyarbakir<sup>31</sup>. Il offre ainsi aux Kurdes l’espoir d’une indépendance administrative et territoriale, conformément au principe de droit des peuples à disposer d’eux-mêmes édicté quelques années plus tôt par le président Wilson. Cependant, la révolte de Mustafa Kemal en juillet 1923 essouffle ces espoirs et la signature du traité de Lausanne entérine la fin des droits kurdes. Très vite, ces derniers sont mis à l’écart en Turquie, leurs insurrections étant sévèrement réprimées. Le parti kurde de Turquie ne parvient pas à décoller et les déportations sont massives. C’est ainsi que naît la

---

<sup>30</sup> ROUSSEL, Cyril. « L’introuvable frontière du Kurdistan d’Irak », *Politique étrangère*, vol. été, no. 2, 2014, pp. 63-77.

<sup>31</sup> Annexe 1. REKACEWICZ, Philippe. Cartographie des revendications kurdes en 1919 et en 1945, *Institut Kurde de Paris*.

question kurde, qui parvient à s'étendre en Iran, en Syrie et en Irak à mesure que les droits du peuple sont réduits.

#### *A – Les Kurdes, de la marginalisation à la répression en Irak*

Le 23 août 1921, l'Angleterre place le roi hachémite Fayçal à la tête de la monarchie constitutionnelle irakienne. Les Kurdes d'Irak, dont les revendications sur Mossoul et Kirkouk ont été lésées par le traité de Sèvres réagissent en proclamant Cheikh Mahmoud Barzandji roi du Kurdistan en 1922<sup>32</sup>. Le leader kurde souhaite effectivement libérer l'ensemble du Kurdistan des dominations étrangères. Cependant, ses ambitions sont rapidement contrecarrées par les Britanniques qui répriment le soulèvement. Aussi bien en Irak que dans les pays voisins, les Kurdes lancent des insurrections afin de faire entendre leurs revendications, notamment après que le traité de Lausanne de 1923 ait définitivement entériné les espoirs kurdes de pouvoir jouir d'une région autonome.

Face à l'accroissement de la contestation, les gouvernements centraux de pays qui abritent une minorité kurde décident en juillet 1937 de signer le traité de Saadabad, pacte de non-agression prévoyant notamment une coordination de la lutte contre les soulèvements et la « subversion » kurdes. La résistance kurde s'organise clandestinement. En Irak, Mustafa Barzani en devient le leader. Capturé par les forces anglaises dans les années 1930, il est forcé à l'exil dans le sud du pays avant d'être assigné à résidence à Souleimanyeh<sup>33</sup>. En 1943, il s'enfuit et reprend la lutte clandestinement, puis rejoint en 1946 la République de Mahabad qui proclame unilatéralement son autonomie vis à vis de l'Iran sous l'égide de Qasi Muhamad, avec le soutien de l'Union Soviétique. Mustafa Barzani y est général de la République, et y fonde d'ailleurs le Parti Démocratique du Kurdistan. Première force institutionnelle moderne kurde et embryon d'entité étatique, la République de Mahabad est très rapidement mise à mal par le retrait de l'armée rouge après Yalta et les divisions entre les tribus kurdes. Si Qasi Muhamad est écroué puis pendu, Mustafa Barzani parvient à s'enfuir jusqu'en Transcaucasie soviétique où il continue de tenir les rênes du PDK afin de perpétuer la lutte en exil. Bien que défait, il devient le symbole d'un nationalisme kurde contemporain et le père de la lutte des combattants kurdes *qui se battront jusqu'à la mort*, les peshmergas. A

---

<sup>32</sup> ADLIG, Berévan. «Le Kurdistan irakien», *Hérodote*, vol. no 124, no. 1, 2007

<sup>33</sup> Ibid.

une lutte qui pouvait être caractérisée de clanique se superpose ainsi une lutte politique et nationaliste.

Sous la République d'Irak de Qassem, le nationalisme kurde prend un essor considérable et le PDK retrouve un statut légal, permettant notamment le retour de son leader en 1958. Cependant, les relations s'essoufflent entre le gouvernement central et le parti après que l'Irak de Qassem ait décidé de se joindre à la République Arabe Unie auprès de l'Égypte et de la Syrie. Mustafa Barzani mène alors un soulèvement dans le nord de l'Irak, la « révolte du 11 septembre 1961 ». Les hostilités éclatent et affaiblissent durablement le pouvoir central, tandis que Barzani et ses hommes entérinent leur présence dans les montagnes du nord irakien. Amoindri, le pouvoir de Qassem est définitivement évincé au gré du coup d'état Baathiste de 1963. Face à ce nouveau gouvernement, les kurdes poursuivent leur lutte et, dans le but d'acquérir une autonomie régionale, demandent la mise en place d'institutions étatiques kurdes afin de s'accorder avec Bagdad, notamment sur le partage du pétrole. Très vite, les tensions reprennent malgré la signature d'un cessez le feu en 1964 et le gouvernement central accuse les Kurdes de vouloir créer un nouvel Israël, trahissant ainsi l'unité nationale irakienne. Les combats armés se multiplient, mais les lignes de défense kurde restent imperméables aux attaques du gouvernement central, renforçant davantage l'identité régionale kurde.

Avec Ahmad Hassan al Bakr qui prend le pouvoir en 1968, les relations s'apaisent. En effet, derrière le président, siège son proche conseiller, Saddam Hussein. Ce dernier souhaite préserver le calme dans la région et lance des négociations avec les dirigeants kurdes. En 1970, un accord est signé entre le Baath et les Kurdes : Saddam Hussein décide de mettre fin aux tensions avec les Kurdes en dissolvant les milices anti-kurdes et en prévoyant la formation d'une entité kurde autonome<sup>34</sup>. Toutefois, les relations se tendent une nouvelle fois après que Bagdad ait promulgué une loi d'autonomie de manière unilatérale. En effet, le Baath revient sur l'accord de 1970 et souhaite exclure Mossoul, Kirkouk, Khanaqin et Sinjar de la zone autonome définie avec les Kurdes. La lutte armée reprend ainsi en 1974. Néanmoins, soutenus par l'Iran, les Kurdes voient leur allié les abandonner à la faveur de la signature des accords d'Alger de 1975, mettant fin au contentieux frontalier entre l'Iran et l'Irak. En effet, les deux parties s'engagent à « *exercer sur elles (les frontières) un contrôle*

---

<sup>34</sup> ADLIG, Berévan. « Le Kurdistan irakien », *opcit.*

*strict et efficace, en vue de la cessation définitive de toute infiltration à caractère subversif, de part et d'autre.* »<sup>35</sup>. L'accord implique ainsi l'arrêt du soutien du régime iranien aux Kurdes d'Irak qui luttent contre le gouvernement central. Le PDK part dès lors en exil en Iran.

Afin de contenir une effusion de sang, Saddam Hussein rencontre Mustafa Barzani au Kurdistan dans le but de négocier une autonomie politique autour de frontières définies. Cependant, la guerre Iran-Irak éclate en septembre 1980 et les tensions sont exacerbées : chaque dirigeant fait un pas vers les Kurdes du pays ennemi. En effet, le PDK voit en la Révolution islamique une aubaine pour s'allier avec le nouveau régime iranien. À l'issue d'un accord, ce dernier décide d'aider le PDK à la fois militairement, en lui fournissant des armes, mais également financièrement. La République islamique garantit également l'amélioration des conditions de vie des Kurdes irakiens en Iran. En retour, les dirigeants du PDK s'allient à l'Iran pour lutter contre le Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran. L'UPK également se rapproche de l'Iran et ouvre la voie terrestre aux pasdarans, les soldats de la Révolution islamique, qui attaquent les forces armées irakiennes près de Halabja<sup>36</sup>.

Ainsi, la fin de la guerre annonce une période de grande répression pour les Kurdes d'Irak. En effet, Saddam Hussein lance en 1988 la campagne d'Anfal, une répression inédite contre le peuple du nord, dirigée par le cousin du chef d'état, Ali Hassan al-Majid. Ainsi, au cours de huit opérations destinées à enrayer le « problème kurde », les soldats de Bagdad bombardent, déportent et détruisent massivement la zone de peuplement kurde. L'utilisation de gaz chimiques contre Halabja, en représailles à l'alliance de l'UPK avec les soldats iraniens, fait 5 000 morts. En tout, plus de 100 000 Kurdes sont contraints à l'exil et s'enfuient vers la Turquie voisine.

Au nord de l'Irak, l'insurrection se poursuit, et, après la première guerre du Golfe, la coalition occidentale composée des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France, de l'Australie, des Pays-Bas, de la Belgique et de la Turquie lance deux opérations de soutien aux Kurdes, Provide Comfort I et II. Ces opérations tendent à protéger les populations kurdes des exactions de l'armée irakienne, notamment des bombardements, par la fermeture de l'espace aérien au nord de la 36ème parallèle. Le 5 avril 1991, le Conseil de Sécurité des Nations Unies rédige ainsi la résolution 688 destinant à protéger la zone et accorder de facto une quasi

---

<sup>35</sup> « L'accord d'Alger », *Le Monde*, 8 mars 1975

<sup>36</sup> ADLIG, Berévan. « Le Kurdistan irakien », opcit.



indépendance à l'entité kurde dont la population est estimée à l'époque à 4 millions de personnes<sup>37</sup>. Les troupes irakiennes se retirent du nord de l'Irak en juillet 1991 et marquent ainsi la Green Line, une ligne de démarcation qui permet de définir la zone kurde<sup>38</sup>.

### *B – L'émergence des deux grands partis kurdes : tensions et conflictualités.*

Si les Kurdes se sont longuement battus pour la reconnaissance de leurs droits auprès de Bagdad, il est important de noter que le Kurdistan est depuis plusieurs décennies au cœur d'un dualisme à la fois politique et militaire qui a conduit les deux grands partis largement implantés dans la région autonome à s'affronter à plusieurs reprises.

Les premières grandes fractures entre l'UPK et le PDK sont apparues à l'aube des années 1960. Néanmoins, il semble qu'un conflit idéologique ait émergé quelques années plus tôt. En effet, le secrétaire général du PDK élu en 1950, Ibrahim Ahmed, insuffle une nouvelle dynamique au sein du parti : si le PDK a été créé pour lutter contre la répression du peuple kurde et faire valoir ses revendications, ce dernier souhaite y imposer une ligne marxiste-léniniste, rapprochant ainsi son idéologie de celle du Parti Communiste irakien<sup>39</sup>. Cependant, le retour de Mustafa Barzani à la faveur de l'ascension du général Qassem renforce les tensions entre les deux courants. Bien que les Kurdes renforcent leur assise dans le nord de l'Irak à l'aube des années 1960, le PDK est en proie à des dynamiques conflictuelles en son sein.

En effet, Jalal Talabani, beau-fils d'Ibrahim Ahmed, s'oppose à Mustafa Barzani et se désolidarise du PDK, accusant son leader de concentrer et monopoliser le pouvoir au moyen d'un système tribal. La famille Barzani, forte de ses cinq tribus Dolamari, Mizurî, Sherwanî, Barojî et Nizarî, légitime notamment sa position dirigeante par son appartenance à des confréries soufies. Davantage, Mustafa Barzani est perçu comme un véritable héros, symbole du nationalisme kurde, ce qui permet au clan Barzani d'asseoir son autorité. Il est d'ailleurs caractérisé par Ibrahim Ahmed de « De Gaulle kurde féru de pouvoir personnel, un conservateur imbu de tribalisme »<sup>40</sup>. Jalal Talabani prône à l'inverse un système décentralisé

<sup>37</sup> Résolution 688 du Conseil de Sécurité des Nations Unies. S/RES/688. 1991. Accessible à [https://undocs.org/fr/S/RES/688\(1991\)](https://undocs.org/fr/S/RES/688(1991))

<sup>38</sup> Annexe 2. MOULIN, B. ROUSSEL, C. programme Atlas du Kurdistan d'Irak, 2014

<sup>39</sup> ADLIG, Berévan. « Le Kurdistan irakien », opcit.

<sup>40</sup> Ibid.

et hétéroclite. En 1964, le chef du PDK signe un cessez-le-feu avec Bagdad, sans l'aval du bureau politique dont fait partie Ibrahim Ahmed. Ce dernier, ainsi que quatre autres membres du bureau, accusent Barzani de pactiser avec Bagdad et de trahir la cause kurde. Ils sont alors démis de leurs fonctions et rejoints par Jalal Talabani. Avec un appel radio le 10 juillet 1964 sur la radio « Voice of Kurdistan », ils souhaitent inciter les peshmergas de l'Armée révolutionnaire du Kurdistan à rejoindre la lutte contre Mustafa Barzani<sup>41</sup>. Quelques 4 000 hommes rejoignent le mouvement. Néanmoins, le groupe est rapidement mis en échec, et fuit en Iran avant de revenir dans le nord de l'Irak, où l'idée de la formation d'une entité autonome se renforce progressivement. À cet effet, beaucoup de peshmergas quittent d'ailleurs les rangs de Talabani et d'Ahmed pour revenir vers le PDK. Bien qu'assignés à résidence par le PDK, Jalal Talabani et Ibrahim Ahmed parviennent à s'enfuir et dialoguer avec le Baath pour lutter contre l'influence de la famille Barzani. En effet, ils constituent avec Bagdad une milice baathiste avec laquelle ils combattent le PDK jusqu'en 1970, date à laquelle est signé un accord entre le PDK et le gouvernement central. Bagdad s'engage alors à dissoudre l'ensemble des milices anti-kurde, dont la milice formée par les dissidents kurdes qui sont contraints à l'exil jusqu'en 1974.

Après les accords d'Alger de 1975 qui actent la fin du soutien iranien à la guérilla kurde, de nombreux peshmergas du PDK s'enfuient en Iran. Jalal Talabani en profite pour faire sa place au milieu de la guerre entre le PDK et le gouvernement central et fonde l'Union Patriotique du Kurdistan, faction armée et politique, en ralliant des partis kurdes de gauche tels que le Comité des efforts du Kurdistan et le Parti socialiste du Kurdistan<sup>42</sup>. Avec leur leader en exil, beaucoup de peshmergas du PDK rallient l'UPK de Talabani.

C'est d'ailleurs à cette période qu'on aperçoit une fracture croissante entre le PDK et l'UPK. En effet, le nord de l'Irak se scinde davantage entre villes partisans. La partie nord-ouest, frontalière avec la Turquie est majoritairement pro PDK, et la partie sud est frontalière avec l'Iran pro UPK. On assiste également à un renforcement des deux dialectes, le Kurmandji étant davantage parlé à l'ouest autour d'Erbil et de Duhok, et le Sorani à l'est

---

<sup>41</sup> ADLIG, Berévan. « Le Kurdistan irakien », opcit

<sup>42</sup> Ibid

autour de Souleimanyeh<sup>43</sup>. À la mort de Mustafa Barzani en exil en 1979, son fils Massoud reprend la tête du PDK, avec son frère Idriss. Ces derniers insufflent une nouvelle dynamique à la lutte nationaliste. À partir des années 1980, les deux partis n'ont de cesse de s'affronter. Avec la formation d'une région autonome de facto après la guerre du Golfe, des élections sont planifiées mais les deux factions peinent à se hisser à la tête de la région en raison des dynamiques conflictuelles qui les animent : l'UPK, derrière le PDK, refuse de jouer un rôle de second plan. De manière concomitante, le corps des peshmergas se scinde et répond désormais à deux commandements militaires différents. Ils s'affrontent intensément au cours d'une guerre civile, de 1994 à 1998. En effet, en 1994, deux hommes meurent dans des affrontements entre des sympathisants UPK et PDK dans la ville de Qaladizah, au nord de Souleimanyeh près de la frontière iranienne. Cet événement provoque une guerre civile qui dure quatre ans et qui entraîne la mort de 4 000 Kurdes. Au cours des affrontements, en 1995, l'UPK avance sur Erbil et réclame une juste répartition des revenus tirés des droits de douane pris à Ibrahim Khalil. En effet, le poste frontière qui relie le Kurdistan à la Turquie est nettement plus lucratif que ceux qui relient la zone tenue par l'UPK à l'Iran. Face au refus du PDK, l'UPK engage ses hommes pour encercler Erbil. Le PDK, conscient du danger, s'allie avec le pouvoir baathiste et se maintient autour de sa capitale.

Avec l'aide des médiations régionales et internationales, notamment la Grande Bretagne et les États unis, un accord est signé à Washington en 1998 afin de mettre un terme à ces années de conflit malgré l'ancrage profond de cette dualité : deux administrations sont toujours de mise les territoires d'influence des deux partis.

Ainsi, malgré des tensions internes, les Kurdes mènent la résistance sous le régime de Saddam Hussein avant de profiter d'une autonomie de facto à la faveur de la fermeture de la 36ème parallèle après la guerre du Golfe. Cette autonomie permet aux Kurdes d'organiser une réelle structure administrative en dépit de la guerre civile qui déchire le nord de l'Irak entre 1994 et 1998. Elle est finalement inscrite dans la Constitution au gré de l'intervention américaine de 2003.

---

<sup>43</sup> WÉRY, Gauthier. « Les Kurdes d'Irak, grands gagnants de la guerre contre l'Etat islamique ? Une analyse à moyen terme », *Institut Royal Supérieur de Défense / Centre d'Etudes de Sécurité et Défense*, juillet 2015.

## Section II L'autonomisation croissante du Kurdistan à la faveur de la déliquescence de l'État irakien

---

La décennie post-Saddam est pour les Kurdes d'Irak une période d'autonomie croissante. Profitant d'une stabilité attractive contrairement au reste de l'Irak qui subit une période de débaathification violente et intense, la région kurde voit son autonomie politique et économique se renforcer.

### *A – Le renversement de l'État baathiste*

Le 19 mars 2003, les États-Unis envahissent l'Irak afin de destituer Saddam Hussein accusé d'une part d'entretenir des relations avec le groupe Al Qaeda, et d'autre part d'avoir acquis la capacité de mobiliser rapidement des armes de destruction massive, voire des armes nucléaires. Dès lors, 20 millions de dollars sont débloqués par le Président américain pour la promotion de la démocratie au Moyen-Orient, dans un contexte de détérioration des relations avec l'Arabie Saoudite, principal fournisseur en pétrole, qui aurait servi de base arrière aux groupes islamistes anti-occidentaux<sup>44</sup>. Le 22 mai 2003, la résolution 1483 du Conseil de Sécurité des Nations Unies entérine l'occupation de l'Irak et légalise ainsi les agissements des États-Unis, principalement en matière d'économie et de finance<sup>45</sup>.

L'intervention en Irak a pour but d'opérer un changement de régime, c'est à dire la déposition armée d'un régime hostile et son remplacement par un autre, idéalement démocratique et libéral, plus favorable aux intérêts occidentaux<sup>46</sup>. Les Américains cherchent donc à remplacer les élites irakiennes sans pour autant affecter la société, en restructurant les infrastructures irakiennes selon un modèle néolibéral confié à des sociétés privées américaines. Une guerre conventionnelle est alors mise en place : les forces terrestres de la coalition menée par les américains avancent peu à peu depuis le sud à Oum Qasr, l'ouest autour d'Al Walid et Ar Rutba et le nord dans la région de Mossoul et Erbil en coopération avec le corps des peshmergas.

---

<sup>44</sup> FELIU, Laura. « Les États-Unis et la démocratisation du Moyen-Orient », *Politiques Méditerranéennes*, 2003.

<sup>45</sup> Résolution 1483 du Conseil de Sécurité des Nations Unies. S/RES/1483. 23 mai 2003. Accessible à [https://undocs.org/fr/S/RES/1483%20\(2003\)](https://undocs.org/fr/S/RES/1483%20(2003)).

<sup>46</sup> TENENBAUM, Élie. « L'Amérique en guerre : grandeur et décadence de la contre- insurrection », *Politique étrangère*, vol. automne, no. 3, 2011, pp. 617-629.

Les avancées terrestres américaines suscitent tout d'abord une résistance accrue dans les villages du sud de l'Irak, autour du port d'Oum Kasr et dans la région de Bosra. Pourtant, le 15 avril 2003, l'armée américaine contrôle la totalité du territoire irakien. Ces avancées terrestres sont couplées à des bombardements sur des zones stratégiques de l'armée tels que les sièges du parti Baath, les bâtiments de l'armée ainsi que les outils de transport et de logistique. Contrairement à la première guerre du Golfe, l'intervention est unilatérale bien que l'effort des troupes américaines soit soutenu par 21 000 hommes des troupes alliées, britanniques et australiennes<sup>47</sup>.

Dès lors, on observe un effort particulier de débaathification du régime. En effet, au mois de mai 2003, Paul Bremer nommé administrateur prend la décision de dissoudre totalement l'armée régulière et les nombreux appareils de sécurité, rendant ainsi inespéré la reconstruction d'une armée et d'une police baathiste suite aux purges orchestrées par l'administration américaine dans un contexte de chasse aux anciens dignitaires du régime.

Les responsables américains sur place traitent avec les représentants religieux ainsi qu'avec les chefs des tribus importantes, jouant notamment beaucoup du communautarisme à l'oeuvre depuis plusieurs décennies. L'Irak est alors dépecé en trois grands ensembles : une zone sunnite au centre, une zone chiite au sud et une zone kurde au nord. En juillet 2003 est constitué le Conseil de Gouvernement Provisoire de l'Irak par les États-Unis sur une base purement communautaire tandis que l'Irak moderne nationaliste n'a jamais été régi selon ces logiques. De cette façon, les 25 sièges du gouvernement sont distribués avec 13 sièges pour les Chiites, 5 sièges pour les Sunnites, 5 sièges pour les Kurdes, 1 siège pour les Assyriens chrétiens et 1 siège pour les Turcomans. Parallèlement, les fils du président déchu sont exécutés le 22 juillet 2003, tandis que Saddam Hussein est arrêté dans la nuit du 13 au 14 décembre 2003. Cette débaathification va largement profiter aux élites kurdes, dont les droits vont être inscrits dans la Constitution.

### *B – La constitutionnalisation de l'autonomie du Kurdistan*

Quelques jours avant le lancement de l'opération Iraqi Freedom, les opposants à

---

<sup>47</sup> MONFLEUR, Laura. « Les États-Unis au Moyen-Orient : la guerre en Irak, du régime change à la contre insurrection (2003-2008) », *Les Clés du Moyen-Orient*, avril 2008.

Saddam Hussein se sont réunis à Salaheddine afin de prévoir une direction collégiale de six membres pour assurer la transition si ce dernier venait à tomber. Parmi eux, on retrouve Massoud Barzani et Jalal Talabani, respectivement leaders des grands partis kurdes PDK et UPK. La période qui s'ouvre avec l'intervention américaine et la chute du dictateur est une période propice à l'épanouissement des Kurdes sur les gouvernorats de Duhok, Erbil et Souleymanieh, malgré les dissonances avec le gouvernement fédéral sur la question des territoires disputés. Les Kurdes et les Arabes semblent sur un pied d'égalité. De même, leur force politique se matérialise dès 2003 à la faveur de la participation du GRK à l'élaboration de la Coalition Provisionnel Authority (CPA), qui met en place le Iraqi Governing Concil (IGC) entre juillet 2003 et juin 2004 pour assurer la gouvernance du pays avant les gouvernements de transitions de juin 2004 et avril 2005. Dans l'IGC, 3 sièges sont destinés à des personnalités politiques kurdes sans affiliation partisane, un siège est destiné au chef du PDK, Massoud Barzani, et également un siège est destiné au chef de l'UPK, Jalal Talabani. Sur 25 sièges, cinq d'entre eux sont ainsi occupés par des politiques kurdes, ce qui représente une avancée considérable<sup>48</sup>. En juin 2004, Hoshiyar Zebari, un Kurde affilié au PDK est désigné ministre des affaires étrangères. En avril 2005, Jalal Talabani, à la tête de la coalition entre l'UPK et PDK est élu par le Parlement Président de la République irakienne. C'est une avancée pionnière qui témoigne de l'importance des hommes politiques kurdes dans le système politique irakien.

En 2004, la signature de la Transitive Administrative Law (TAL) acte davantage la force politico-militaire accrue des Kurdes de la région autonome. Par sa valeur constitutionnelle, la TAL reconnaît le corps des peshmergas en tant que force armée de la région autonome, et, le Gouvernement Régional du Kurdistan comme autorité légitime des Kurdes. En octobre 2005, la Constitution reprend ces acquis, et réaffirme le statut de la RAK composée des régions de Duhok, Erbil et Souleimanyeh<sup>49</sup>. Le kurde est reconnu officiellement comme une langue de la République d'Irak au même titre que l'arabe<sup>50</sup>. De plus, la Constitution permet de définir des compétences propres au GRK dans le cadre du fédéralisme. En effet, la RAK jouit de compétences législatives, exécutives et judiciaires sur

---

<sup>48</sup> WÉRY, Gauthier. « Les Kurdes d'Irak, grands gagnants de la guerre contre l'Etat islamique ? Une analyse à moyen terme », opcit.

<sup>49</sup> Article 113 de la Constitution irakienne, octobre 2005. Disponible en ligne en français à l'adresse suivante : <https://mjp.univ-perp.fr/constit/iq2005.htm>

<sup>50</sup> Article 4 de la Constitution irakienne, octobre 2005. Disponible en ligne en français à l'adresse suivante : <https://mjp.univ-perp.fr/constit/iq2005.htm>

elle même à l'exception des compétences exclusives du gouvernement fédéral, définies par le texte constitutionnel. À l'exception de la gestion de sa monnaie, le GRK jouit d'une grande quantité de pouvoirs régaliens. Davantage, la présence de délégations du Kurdistan d'Irak à l'étranger s'apparentant à des ambassades lui confère un certain rayonnement diplomatique à l'international.

La période post-Saddam Hussein est également bénéfique au rapprochement entre les deux entités kurdes présentes dans la région autonome. En effet, la signature des Accords d'Unification du GRK en 2006 permet la réunion des deux administrations, et prévoit la réunification des deux Ministères des peshmergas, qui est finalement effective en 2009. En dépit de ces efforts de réconciliation, le souvenir de la guerre civile pèse dans les mémoires et le Kurdistan reste divisé entre les deux factions. Si d'autres partis tentent d'émerger, il semble que le bipartisme soit fortement ancré aussi bien sur la scène politique que dans les structures institutionnelles de la région.

Enfin, la région autonome profite d'une attractivité certaine par rapport au reste de l'Irak, ce qui lui permet de captiver des investissements et renforcer son économie malgré sa dépendance budgétaire à Bagdad. En effet, entre 2003 et 2008, la croissance de la région autonome a été de 69,8% à prix constants<sup>51</sup>. Pour attirer les entreprises, le GRK a adopté en 2006 une loi d'investissement permettant aux firmes qui viendraient s'installer dans la RAK d'être exonérées des droits de douane sur les exportations et les importations liées aux projets d'investissements notamment. Ces entreprises se voient ainsi conférer de nombreux privilèges attractifs tels qu'une réduction de fiscalité sur 10 ans ou la possibilité de ne pas s'associer avec un partenaire local pour s'implanter. Grâce à cette législation souple, la RAK a su attirer plus de 3 000 compagnies locales jusqu'en 2014. Les grandes villes d'Erbil, Duhok et Souleimanyeh ont également vu fleurir de nombreux hôtels, restaurants et centres d'affaires<sup>52</sup>.

L'inscription de l'autonomie du Kurdistan dans la Constitution, 15 ans après l'autonomie de facto, a ainsi constitué un moment fort dans le projet politique kurde en attente depuis 1920. En effet, longtemps marginalisés, les Kurdes ont du faire face à la répression gouvernementale du régime Baathiste ainsi qu'aux tensions internes qui ont déchiré leurs

---

<sup>51</sup> DESCHAMPS, Dimitri. , « Économie politique kurdo-irakienne et entrepreneuriat libanais : mise en contexte d'une collaboration opportuniste », *Anatoli*, 2017, 297-325.

<sup>52</sup> Ibid.

dirigeants au fil des décennies. Avec la chute du parti Baath, la période 2003-2014 a été pour la Région Autonome du Kurdistan une décennie propice à l'autonomisation croissante de ses structures économiques et politiques indépendamment de Bagdad. Néanmoins, certains litiges territoriaux restent en suspens et cristallisent les tensions entre le gouvernement fédéral et le GRK.



## Chapitre 2 – Le contrôle des territoires disputés : une question au cœur de la rhétorique nationaliste kurde.

---

En 1991, après le retrait des troupes de Saddam Hussein et la guerre du Golfe, la mise en place de la Green Line permet de délimiter la limite sud du Kurdistan d'Irak. Cependant, le tracé de cette frontière ne prend pas en compte l'aspect démographique régional : en effet, un tiers des zones de peuplement kurde n'est pas intégré à la région autonome de facto. Ces territoires, riches en hydrocarbures, sont revendiqués à la fois par les Kurdes et par les Arabes. De plus, le tracé de cette frontière est repris dans la Constitution d'octobre 2005 : les territoires contestés doivent faire l'objet d'un référendum, qui, en 2014, n'a toujours pas été mis en place. Le statut de ces territoires, convoités pour les enjeux énergétiques qu'ils convoquent et remués par les problématiques communautaires, semble incertain.

### Section I – Des territoires disputés depuis plusieurs années : un processus de construction inachevé.

---

Depuis 1991, le Gouvernement Régional du Kurdistan contrôle un large pan de territoire qui relie Fishrabour, à la frontière turque, à Khanaqin à la frontière iranienne. La ligne sud n'ayant jamais été délimitée officiellement, certains territoires, représentant une bande de 45 000 km<sup>2</sup>, font l'objet de vives tensions entre Erbil et Bagdad. Jusqu'à la mi-juin 2014, les dirigeants de la Région Autonome du Kurdistan n'ont cessé d'émettre des revendications sur ces zones historiquement à majorité kurde.

#### *A – Une zone de peuplement kurde morcelée*

À la fin de la Seconde Guerre Mondiale, l'Empire Ottoman est disloqué et le Moyen Orient est morcelé pour voir naître des États placés, dans un premier temps, sous mandat de la SDN. Les Kurdes en profitent pour faire entendre leur voix et clamer leurs revendications territoriales. En 1919, une délégation kurde se rend à la Conférence de paix à Paris afin de proposer la formation d'une entité autonome à cheval entre l'est de la Turquie, le sud-ouest de l'Iran et le nord de l'Irak, incluant notamment Kirkouk et Mossoul. Le traité de Sèvres, signé

en 1920, ouvre la voie à cette formation d'une entité kurde autonome, seulement dans l'Est de la Turquie autour de Diyarbakir<sup>53</sup>. Les désirs kurdes sont rapidement tus, et, en 1923, la signature du traité de Lausanne acte l'intégration du sud est du Kurdistan revendiqué dans l'Irak. Deux ans plus tard, la wilaya de Mossoul (à l'origine destiné aux Français selon les accords Sykes-Picot), est récupéré par les Anglais qui font primer leurs intérêts sur les revendications kurdes. Ainsi, les Kurdes d'Irak vont se voir marginalisés et abusés par les pouvoirs centraux de Bagdad durant plusieurs décennies.

Sous la dictature baathiste, aucune des tentatives d'autonomisation de la région n'aboutit, notamment en raison du contentieux territorial. En effet, Bagdad ne souhaite pas céder Mossoul et Kirkouk aux Kurdes malgré leur supériorité numérique incontestable. À la fin des années 1960, Bagdad favorise la rédaction d'un manifeste en faveur d'une autonomie du Kurdistan mise en place sous 4 ans autour des gouvernorats d'Erbil, de Souleymanieh et de Duhok. Cependant, le manifeste ne prend pas en compte Kirkouk, Mossoul, Khanaqin et Aïn Salah, revendiqués par Bagdad pour leur richesse en hydrocarbures. Une insurrection est donc lancée en 1974 contre le pouvoir central qui la réprime violemment. Davantage, pour lutter contre les velléités kurdes, Saddam Hussein mène une politique d'arabisation forte au cours des années 1970. Il impose ainsi dans ces territoires revendiqués une modification ethnique en organisant de larges déplacements de population, contraignant les Kurdes à fuir plus au nord<sup>54</sup>. L'augmentation de la population arabe autour de ces territoires permet à Bagdad d'y justifier sa présence et de s'y ancrer durablement.

En 1991, la formation de la Green Line permet de dessiner un territoire autonome de facto mais les zones de Kirkouk, Makhmour, Mossoul et Khanaqin notamment n'y sont toujours pas intégrées. Il faut attendre la constitutionnalisation de l'autonomie Kurde pour voir émerger des clés pour résoudre ce contentieux.

### *B – La question des territoires disputés dans la Constitution d'octobre 2005*

En 2003, l'Irak devient un État fédéral et la Transitional Administrative Law de 2004 reconnaît via son article 58 l'autonomie du Kurdistan sur les trois provinces d'Erbil, Duhok et

---

<sup>53</sup> Annexe 1. REKACEWICZ, Philippe. Cartographie des revendications kurdes en 1919 et en 1945, *Institut Kurde de Paris*.

<sup>54</sup> ROUSSEL, Cyril. « L'introuvable frontière du Kurdistan d'Irak », *opcit*.

Souleimanyeh mais les territoires disputés n'y sont toujours pas intégrés. En octobre 2005, la Constitution présente les mêmes caractéristiques : la Green Line de 1991 est utilisée pour délimiter la frontière méridionale du Kurdistan. Dans son article 140 qui reprend l'article 58 de la TAL, la Constitution s'attarde tout de même sur le statut de ces portions de territoire du nord de l'Irak et prévoit la tenue d'un référendum pour leur potentiel rattachement à la région autonome. Pour ce faire, l'article préconise plusieurs étapes avant de pouvoir définir le statut des territoires contestés. Une phase de normalisation est nécessaire afin de rétablir l'équilibre démographique d'avant Saddam Hussein et les phases d'arabisation : il faut encourager les peuples kurdes au retour sur ces terres : il faut revenir ainsi au découpage administratif de 1957, avant que plusieurs territoires ne soient morcelés pour y éviter une trop forte concentration de Kurdes<sup>55</sup>. Il est ensuite nécessaire de procéder à un recensement afin de procéder à un référendum dans les territoires contestés.

Si l'article 140 participe à conférer une place importante aux Kurdes dans le système irakien, il reste relativement flou sur la question des territoires contestés et ne cite ouvertement que Kirkouk. Cette imprécision constitutionnelle empiète à long terme sur les revendications des Kurdes, pour qui l'ensemble du peuple kurde doit être rattaché à la région autonome afin que ses droits puissent être garantis par le Gouvernement Régional du Kurdistan. Si le référendum mentionné à l'article 140 est initialement prévu pour le 15 décembre 2007, ce dernier est toujours reporté. Dès août de la même année, le Conseil de Sécurité de l'ONU avait tenté de régler le contentieux territorial avec la résolution 1770<sup>56</sup>. Cette dernière donne à l'UNAMI le pouvoir de conseiller le gouvernement irakien. À ce sujet, l'UNAMI rédige des rapports et propositions mais celles-ci sont toutes rejetées en 2008.

Les tensions sont d'ailleurs vives entre le GRK et le gouvernement fédéral qui tente de pérenniser davantage sa présence dans les territoires contestés par peur des volontés indépendantistes des kurdes. La réalité sur le terrain est effectivement loin d'être manichéenne : les délimitations sont assez floues et les Kurdes ont déjà un contrôle militaire et administratif sur plusieurs de ces zones. Bien que ces zones appartiennent officiellement à Bagdad, on retrouve une influence particulièrement forte du GRK dans les gouvernorats de

---

<sup>55</sup> Article 140 de la Constitution irakienne, octobre 2005. Disponible en ligne en français à l'adresse suivante : <https://mjp.univ-perp.fr/constit/iq2005.htm>.

<sup>56</sup> Résolution 1770 du Conseil de Sécurité des Nations Unies. S/RES/1770. 2007. Accessible à <http://unscr.com/en/resolutions/doc/1770>.

Ninive, Khanaqin et Kirkouk où vivent de nombreuses populations kurdes. Une force politico-militaire kurde y est ainsi déployée, avec l'emploi d'une partie du budget du GRK. À Makhmour notamment le processus d'arabisation mis en place par Saddam Hussein n'a pas réellement résulté en une fuite des populations kurdes. Une gestion mixte y a été mise en place à partir de 2003 : Bagdad y finance les fonctionnaires présents avant 2003 et Erbil ceux qui sont recrutés après cette date. Le GRK considère alors Makhmour comme une ville de la région autonome <sup>57</sup>. Les tensions sont plus vives autour de Kirkouk et Mossoul où l'arabisation engagée par l'homme de Tikrit dans les années 1970 a eu impact fort sur la démographie. Des checks points, patrouilles et budget mixtes y sont cependant mis en place<sup>58</sup>.

Le différend territorial qui prime depuis des décennies dans les relations entre Erbil et Bagdad peine à être résolu. En effet, les deux entités ne parviennent pas à faire un compromis autour de ces territoires riches en hydrocarbures, la question du pétrole étant effectivement au cœur des tensions nationales.

## Section II - La question du pétrole : l'impossible compromis

---

Les enjeux pétroliers sont au centre des tensions entre Erbil et Bagdad. En effet, la question du pétrole est directement liée à la question des territoires disputés. Pour cause, l'ensemble des territoires contestés comprend 20% des réserves pétrolières du pays selon l'Agence Internationale de l'Énergie<sup>59</sup>, ce qui représente des revenus essentiels pour le bon fonctionnement de l'État fédéral. Davantage, les deux entités ne parviennent pas à s'entendre sur le partage des revenus du pétrole, qui semble relever d'un contentieux judiciaire dans la Constitution. Si Erbil souhaite gérer son pétrole et ses exportations, Bagdad considère que le pétrole présent en zone kurde appartient à l'Irak.

### *A – Un contentieux judiciaire à l'origine des tensions entre Erbil et Bagdad*

5<sup>e</sup> plus grande réserve de pétrole au monde, l'Irak est un des foyers d'exploitation les

---

<sup>57</sup> ROUSSEL, Cyril. « L'introuvable frontière du Kurdistan d'Irak », opcit.

<sup>58</sup> Annexe 3. MOULIN, B. ROUSSEL, C. programme Atlas du Kurdistan d'Irak, 2014.

<sup>59</sup> ROUSSEL, Cyril. « L'introuvable frontière du Kurdistan d'Irak », opcit.

plus actifs. Concentrées dans le sud et dans le nord du pays, les hydrocarbures et leurs revenus sont cruciaux pour le bon fonctionnement de l'économie irakienne. Dans le nord du pays, Erbil exploite ses ressources en gaz et en pétrole<sup>60</sup>. En effet, dès 2008, les Kurdes ont commencé à exploiter les champs de gaz de Khor Mor et de Chemchemal afin d'approvisionner Erbil en électricité<sup>61</sup>. Les Kurdes exploitent également le pétrole, mais les profits constituent le principal point de friction avec Bagdad : en effet, les dirigeants du Gouvernement Régional du Kurdistan revendiquent le droit de signer des contrats avec des compagnies étrangères pour l'exploration et l'exploitation des ressources pétrolières présentes sur son territoire. Cela constitue un désaccord de longue date avec Bagdad.

Pour cause, la Constitution de 2005 est assez floue au sujet de la gestion des hydrocarbures. En effet, l'article 111 énonce que « *le pétrole et le gaz sont la propriété du peuple irakien dans toutes les régions et les gouvernorats* ». L'article 112 appuie sur le fait le gouvernement fédéral ainsi que les régions et gouvernorat producteurs qui sont en charge de la gestion des hydrocarbures et de leur extraction et de la redistribution juste et équitable des revenus dans l'ensemble des régions, y compris celles qui en ont été privées par l'ancien régime. Néanmoins, l'article 115 est le suivant : « *Tous les pouvoirs non indiqués parmi les compétences exclusives des autorités fédérales appartiennent aux autorités régionales et aux gouvernorats qui ne sont pas rattachés à une région. En ce qui concerne les autres compétences partagées entre le gouvernement fédéral et le gouvernement régional, la primauté est donnée à la loi des régions et des gouvernorats qui ne sont pas rattachés à une région en cas de litige* »<sup>62</sup>. Il implique ainsi que la loi provinciale prime sur la loi fédérale en cas de différend. La Constitution irakienne présente ici des zones à éclaircir face à ce contentieux judiciaire.

Les tensions liées aux partages des revenus des hydrocarbures sont difficiles à apaiser tant les textes constitutionnels sont imprécis à ce sujet. Une loi à valeur constitutionnelle doit être promulguée afin d'éclaircir les timides avancées de ces articles. Il est néanmoins convenu que le Gouvernement Régional du Kurdistan doit reverser les revenus de

---

<sup>60</sup> Annexe 4. BOUVIER, Émile. Ressources stratégiques et atouts économiques naturels des Kurdes en Irak, *Les Clés du Moyen-Orient*, septembre 2019

<sup>61</sup> SIMONET, Loïc. « Les hydrocarbures du Kurdistan irakien, au cœur de l'imbroglie régionale », *Géoéconomie*, vol. 74, no. 2, 2015

<sup>62</sup> Articles 111, 112 et 115 de la Constitution irakienne, octobre 2005. Disponible en ligne en français à l'adresse suivante : <https://mjp.univ-perp.fr/constit/iq2005.htm>.

l'exploitation des champs pétroliers, Bagdad devant ensuite retourner 17% du budget fédéral à la région autonome et permettant ainsi de payer les fonctionnaires. Toutefois, les dirigeants du GRK souhaitent pouvoir gérer directement l'administration des contrats passés avec des compagnies étrangères liés à l'exploitation du pétrole sans avoir Bagdad pour intermédiaire. Le gouvernement fédéral s'oppose fermement à cette revendication qui fait l'objet d'un contentieux pendant toute une décennie, malgré des tentatives d'accord.

#### *B – De vaines tentatives d'accords : 2006 - 2014*

Dès 2006, les dirigeants kurdes tentent de porter une loi sur le pétrole que Nouri al Maliki rejette. En 2007, ce dernier tente en retour de promulguer une loi à ce sujet avant que les Kurdes n'accusent le gouvernement fédéral de souhaiter centraliser le contrôle de l'exploitation pétrolière via une imprécision législative sur le partage des revenus. En 2007 également, le Gouvernement Régional du Kurdistan promulgue unilatéralement la Loi sur le Pétrole et le Gaz de la Région Autonome du Kurdistan. En effet, se basant sur le contentieux judiciaire présent dans la Constitution irakienne, leur loi régionale pourrait avoir une valeur plus importante que la loi fédérale. Cependant, les dirigeants kurdes ont tenu à rappeler leur attachement à l'unité irakienne<sup>63</sup>.

En 2009, le pétrole de Tawke est exporté via l'oléoduc qui relie Kirkouk à Ceyhan renforçant à la fois les liens avec la Turquie et les tensions avec le gouvernement fédéral. Un an plus tard, lors des élections législatives, les Kurdes acceptent de participer à la formation d'un gouvernement avec Nouri al Maliki en posant 19 conditions. Parmi celles-ci, le règlement de la question pétrolière. Début 2011, le changement de Ministre du Pétrole irakien bénéficie au GRK. En effet, ce dernier est plus conciliant et permet la conclusion de l'accord suivant : le gouvernement de la région autonome du Kurdistan doit livrer à Bagdad 170 000 barils de pétrole par jour. En retour, Bagdad s'engage à reconnaître les contrats signés par le GRK avec des compagnies pétrolières et gazières étrangères et à reverser la moitié des bénéfices aux Kurdes. Très vite, cette entente s'essouffle, ces derniers s'estimant lésés par ce contrat et n'ayant pas reçu l'argent du gouvernement fédéral.

Dans le même temps, le GRK signe des contrats avec de

---

<sup>63</sup> SIMONET, Loïc. « Les hydrocarbures du Kurdistan irakien, au cœur de l'imbroglio régional », *opcit.*

grandes firmes gazières et pétrolières telles qu'Exxon Mobil, Chevron Texaco ou Total entre 2011 et 2012<sup>64</sup>. Pour cause, la signature des contrats rapporte davantage au GRK que les accords de redistribution prévus. Face à la multiplication des contrats du GRK, le gouvernement fédéral a mis en place une liste noire pour toute compagnie qui tenterait de négocier avec les Kurdes et qui violerait ainsi la Constitution irakienne<sup>65</sup>. En 2013 également, le GRK élargit son horizon en signant un partenariat stratégique avec son voisin turc pour la mise en service d'un oléoduc de 281 km de long reliant Tak Tak au sud d'Erbil à Ceyhan. Il s'agit d'une opportunité unique pour le GRK d'exporter environ 300 000 barils par jour à l'international grâce à une ouverture en méditerranée orientale. En réponse au rapprochement accru entre Erbil et Ankara, Bagdad décide en février 2014 de geler les salaires des fonctionnaires de la région autonome. En effet, il semble paradoxal qu'Erbil puisse profiter d'une part des revenus de ces exportations et d'autre part de l'argent reversé par le gouvernement fédéral. Si en mars une nouvelle tentative d'accord temporaire consent à l'exportation de 100 000 barils de pétrole par jour via cet oléoduc (uniquement sous la supervision de la compagnie étatique de pétrole, la State Oil Marketing Organization – SOMO), elle se solde à nouveau par un échec en raison de la proximité turco-kurde. 9 mois plus tard, un accord est signé entre Adel Abdul Mahdi, le ministre irakien du pétrole, et Nerchirvan Barzani : le gouvernement fédéral doit verser 500 millions de dollars d'avance afin d'aider les dirigeants du GRK à verser les salaires des fonctionnaires de la RAK et ainsi alléger son budget ; en échange de la mise à disposition de 150 000 barils par jour à Bagdad<sup>66</sup>. Une nouvelle fois, l'accord est rompu après que les deux parties se soient accusées mutuellement de violer l'accord<sup>67</sup>.

Depuis 1991, les Kurdes d'Irak ont vu leur autonomie s'accroître malgré les fractures politiques et spatiales qui animent la région du Kurdistan. En effet, inscrite dans la

---

<sup>64</sup> OSGOOD, Patrick. « Total farms in two Marathon blocks in Kurdistan », *Oil&Gas Middle East*, 31 juillet 2012.

<sup>65</sup> Ibid.

<sup>66</sup> « Irak : le Kurdistan et Bagdad trouvent un accord sur le pétrole », *AFP*, 14 novembre 2014.

<sup>67</sup> SIMONET, Loïc. « Les hydrocarbures du Kurdistan irakien, au cœur de l'imbroglio régional », *opcit.*

Constitution de 2005, elle a permis au Kurdistan de se doter d'institutions propres et de jouir de nombreuses compétences régionales. Dès lors, la région a su développer ses relations économiques et diplomatiques et s'affirmer dans les relations avec Bagdad pour faire valoir ses revendications. En 2011, les forces armées américaines, présentes dans le pays depuis 2003 afin d'endiguer toute forme de baathisme, amorcent leur retrait et laissent derrière elles un vide sécuritaire dans un Irak qui ne tarde pas à voir s'accroître davantage les attaques des groupes extrémistes et notamment de l'Etat islamique en Irak et au Levant.

A la faveur de la seconde guerre civile, les avancées territoriales du groupe terroriste mettent en grande difficulté l'armée gouvernementale irakienne qui peine à se maintenir dans de nombreuses villes. Les forces armées kurdes, les peshmergas, s'impliquent dans la lutte contre l'organisation djihadiste et lui reprennent plusieurs villes dans lesquelles les institutions gouvernementales se sont effondrées autour des provinces de Kirkouk, Ninive, Salahedin et Diyala. Les peshmergas s'installent d'ailleurs dans la ville de Kirkouk, territoire riche en hydrocarbures disputé entre les gouvernements de Bagdad et d'Erbil. Ces avancées semblent conférer aux kurdes du GRK un poids politique et diplomatique accru. Les avancées militaires permettent également notamment de reprendre Sinjar à l'automne 2015, ville sous occupation de l'Etat islamique depuis l'été 2014.



## Partie 2. L'élargissement de la zone d'influence du Gouvernement Régional du Kurdistan au gré de la guerre contre l'État islamique : un pouvoir politico-militaire renforcé.

---

En 2014, la montée en puissance de l'organisation État islamique et son expansion territoriale fulgurante en Irak et en Syrie inquiètent les autorités irakiennes et kurdes ainsi que la communauté internationale. Au mois de juin, l'organisation terroriste s'implante en Irak et s'empare de beaucoup de territoires arabes sunnites : la province d'Anbar dans un premier temps, puis, une grande partie des provinces de Ninive et Diyala, la province de Salaheddine et le sud de la province de Kirkouk passent sous le joug du groupe État islamique. Cet événement déstabilise durablement le pays et engendre une redéfinition du champ politico-militaire dans la lutte contre cet ennemi nouveau. En effet, la territorialisation de l'organisation État islamique en Irak amène à une modification des rapports de force entre le Gouvernement Fédéral Irakien et le Gouvernement Régional du Kurdistan. Avec la guerre contre l'organisation djihadiste État islamique, le Gouvernement Régional du Kurdistan tend à accroître son autonomie politico-militaire tout en entretenant des relations avec Bagdad dans le cadre d'une lutte commune. Si ces derniers font face à un ennemi commun, il semble que la remilitarisation et la restructuration des forces armées du Kurdistan dans le cadre de cette guerre ait donné un avantage considérable aux Peshmergas sur le terrain irakien, notamment sur des bandes de territoires disputés depuis de longues années entre Bagdad et Erbil. L'élargissement de la zone contrôlée par les Kurdes leur confère ainsi un avantage militaire et économique et traduit d'une supériorité militaire des soldats du GRK, consolidée par la remilitarisation et la restructuration du corps des peshmergas ainsi que par l'apport de nombreux appuis logistiques. Les Kurdes d'Irak, et leur force armée se sont révélés indispensables dans la lutte contre le groupe djihadiste.

# Chapitre 1 – La progression des peshmergas contre le groupe État islamique : une force militaire indispensable dans la lutte contre les djihadistes en Irak

---

En mai 2014, le groupe État islamique reprend pied à la frontière irakienne, aux alentours de Deir Ez Zor, puis consolide peu à peu son assise dans la province d'Anbar en Irak, réputée pour connaître depuis plusieurs années sur son sol une recrudescence des actions armées terroristes fondamentalistes<sup>68</sup>. En juin, le groupe lance l'assaut sur Mossoul dans le nord du gouvernorat de Ninive. Fort de son influence croissante, l'EI cherche à s'élargir davantage afin de territorialiser sa présence en Irak. Face à cette montée en puissance, un premier front est ouvert au nord, où luttent les peshmergas, secondés par les soldats du PKK et du PYD. Au sud, l'armée fédérale est secondée par les milices chiites dans la lutte contre l'EI. Cependant, le dialogue souvent rompu entre les autorités fédérales et les dirigeants du GRK, suite aux tensions liées à la question du pétrole et son exportation vers la Turquie, a avantagé le groupe EI qui en a profité pour étendre davantage son influence en Irak. Néanmoins, forts d'une supériorité militaire notamment acquise en partenariat avec les puissances régionales et internationales, les peshmergas ont su avancer et imposer une ligne de front au sud de leurs frontières attitrées par la Constitution et, plus encore, se projeter et mettre en place des opérations extérieures.

## Section I – La formation d'une ligne de front au sud de la Green Line au gré des avancées militaires.

---

Malgré un équilibre politique national instable, les peshmergas du Gouvernement Régional du Kurdistan ont su reprendre du terrain aux djihadistes dont l'avancée à l'été 2014 était pourtant fulgurante. En effet, à la mi-juin 2014, l'État islamique s'étend sur une grande portion de territoire sur les provinces de Ninive, de Salaheddine et de Diyala. Au début du

---

<sup>68</sup> ROUSSEL Cyril, « Les territoires kurdes d'Irak à l'heure du Daesh : nouvel enjeu frontalier », *Actuelles de l'IFRI*, 10 décembre 2014.

mois d'août 2014, le groupe lance l'assaut sur le Mont Sinjar où il réprime violemment la communauté yézidie avant s'attaquer à Makhmur et de se diriger vers Jaaloula dans le district de Khanaqin. Les djihadistes se rapprochant dangereusement du nord de l'Irak, les peshmergas s'organisent afin de mettre en place la défense de la région autonome ainsi que des villes avoisinantes. Ainsi, ils sont déployés aux portes du Kurdistan, et, plus encore, dans les territoires disputés.

#### *A – Le déploiement des peshmergas à Kirkouk*

Après la chute de Mossoul le 10 juin 2014, les combattants du nouveau Califat ont immédiatement cherché à s'étendre et à s'établir dans les villages voisins, afin de garder un contrôle sur les routes en direction de la récemment proclamée capitale du groupe EI. Les djihadistes s'attaquent ensuite à Salaheddine puis aux villes avoisinant Kirkouk et Tikrit, et notamment la raffinerie de Baiji. Si les dirigeants du Gouvernement Régional du Kurdistan avaient averti de la menace grandissante au cours des dernières semaines, il semble que ni les forces de sécurité irakiennes, ni les puissances internationales n'avaient considéré la dangerosité de la menace.

Le groupe État islamique s'approchant hâtivement de Kirkouk, les forces de sécurité irakiennes organisent rapidement l'évacuation de la ville. Il est important de noter qu'à Kirkouk, le secteur nord est tenu par une brigade de peshmergas, commandée par le général Sherko Fatih Shwani dont le quartier général se tient à Qara Hanjir. Le secteur sud est tenu par la 12<sup>ème</sup> division irakienne, sous le contrôle du Commandement des opérations de Diyala dépendant directement du Premier Ministre Nouri al-Maliki.<sup>69 70</sup> La guérilla urbaine de l'EI met rapidement en difficulté cette 12<sup>ème</sup> division dont les soldats irakiens quittent la zone, en y abandonnant armes lourdes et équipements militaires après une résistance timide. Lorsque que les positions de la 12<sup>ème</sup> division tombent en juin, les peshmergas déployés dans le secteur nord de Kirkouk investissent sans attendre les sous-districts de Mala Abdullah, Tal al-Ward, Mura et Taza pour contrecarrer toute avancée qui pourrait mener à la prise de Kirkouk par l'EI. S'installent ensuite alors dans Kirkouk les 70<sup>e</sup> et 80<sup>e</sup> divisions kurdes, les Asayish (services de renseignement), les unités de réaction rapide ainsi que les Zerevani (unités de

---

<sup>69</sup> AVEEN, Karim. "Kirkuk – Peshmerga Resilience and Triumph Against ISIS", *Washington Kurdish Institute*, mars 2016

<sup>70</sup> « Les peshmergas dans les régions de Kirkouk et Jalawla entre 2014 et février 2016 », *DIDR de l'OPFRA*, 28 septembre 2017.

gendarmerie) <sup>71</sup>. Les combattants djihadistes se rapprochant davantage de la région autonome (Mossoul est à moins de 80 km d'Erbil), les peshmergas se sont également constitués en cordon de sécurité afin de protéger la région autonome mais également une partie de la province de Ninive, et surtout les champs pétroliers de Kirkouk, dont les richesses pétrolières pourraient constituer une aubaine pour la territorialisation de l'État islamique<sup>72</sup>.

Afin de garder l'avantage autour de Kirkouk, les autorités kurdes font appel à l'appui aérien des Etats-Unis, que l'administration Obama accepte de mettre en place face aux multiples tentatives d'incursions djihadistes. En effet, une première offensive est repoussée le 17 juin, ainsi qu'une seconde le lendemain grâce à l'appui aérien. À partir de juin 2014, le groupe terroriste n'a de cesse de lancer des attaques sur la ville contestée et procède de manière récurrente à des tirs de mortiers secondés d'incursions. Afin de retarder ces dernières et briser l'élan des combattants de l'EI, les peshmergas de Kirkouk construisent une tranchée autour de la ville : un fossé de 2 mètres de profondeur et de 3 mètres de largeur rempli d'eau voit le jour dès 2016<sup>73</sup>. Le 29 janvier 2015, les forces armées du Califat auto-proclamé profitent du mauvais temps pour attaquer la ville. Avec cette incursion, elles impactent largement les peshmergas qui perdent de nombreux combattants, dont Sherko Fatih Shwan, le général peshmerga en charge de la section nord de Kirkouk avant la guerre. Malgré ces pertes, l'EI est mis en échec par les troupes kurdes et les combattants du Califat auto-proclamé ne parviennent finalement pas à s'emparer des puits de pétrole<sup>74</sup>. En octobre 2016 également, plusieurs attaques suicides sont perpétrées au cœur de Kirkouk. Les troupes de l'État islamique profitent de ces déstabilisations pour entrer dans la ville et s'installer dans une dizaine de bâtiments. À l'issue de plusieurs jours de combats auxquels les civils participent, armes à la main, les combattants sont repoussés mais une chasse aux djihadistes est engagée dans la ville afin de repérer les infiltrés<sup>75</sup>. Les tensions s'apaisent enfin légèrement à la fin de l'année lorsque les troupes irako-kurdes se lancent à l'assaut de Mossoul : l'EI concentre alors ses forces pour maintenir la ville sous son joug et peine davantage à se maintenir autour de Kirkouk.

---

<sup>71</sup> AVEEN, Karim. "Kirkuk – Peshmerga Resilience and Triumph Against ISIS", opcit.

<sup>72</sup> WÉRY, Gauthier. « Les Kurdes d'Irak, grands gagnants de la guerre contre l'Etat islamique ? Une analyse à moyen terme », opcit.

<sup>73</sup> VERDIER, Oriane. « A Kirkouk, une tranchée à double tranchant », *Libération*, 1<sup>er</sup> mars 2016.

<sup>74</sup> DAWOOD, Shahinez. « Kirkouk la disputée », *Le Monde Diplomatique*, février-mars 2020.

<sup>75</sup> Ibid.

## *B – Des frontières élargies au gré des avancées militaires*

Si les forces kurdes ont su se déployer afin de protéger Kirkouk d'un rattachement au Califat auto-proclamé, elles ont également pu reprendre certains territoires au sud de la frontière de la région autonome, pris lors de l'offensive de l'été 2014. En peu de temps, les peshmergas ont repris la moitié nord de la province de Kirkouk, la région de Zumar jusqu'à Rabia (frontière syrienne), les districts de Tell Kef et d'Al Hamdaniya dans la province de Ninive, ainsi que les districts de Tuz et Khanaqin dans les provinces de Salahedin et Diyala<sup>76</sup>. Dès août 2014, les Kurdes tiennent Makhmour et Gwer, à moins de 50 km de la capitale de la RAK. Grâce à des forces de sécurité intérieures et extérieures fortes, les Kurdes maîtrisent leur espace et étendent leur zone d'influence à 40% de leur territoire en plus. En effet, si les peshmergas étaient présents avant 2014 dans le cadre d'administration mixte avec Bagdad autour de Telkaef à l'ouest, de Makhmour, Dibis et Kirkouk au sud d'Erbil et de Tuz Kharmatu et Khanaqin à l'est, les avancées militaires contre l'État islamique leur ont permis d'y consolider leur assise et de s'étendre sur des portions de territoire dans la partie méridionale de la province de Kirkouk<sup>77</sup>.

Fin 2014, la ligne de front, longue de 1050 km est tenue dans sa partie nord par les peshmergas du PDK, installés dans les provinces de Ninive et d'Erbil autour de Sinjar, du barrage de Mossoul et de Gwer ; et dans sa partie sud par les peshmergas de l'UPK. En effet, ces derniers tiennent la ligne de front autour de la région, à l'ouest de Kirkouk (districts de Daqouq, Kirkouk, Dibis et Tal al-Ward, dans la province de Kirkouk) et celle de Germian (Khanaqin, Saadia, Jalawla, Qara Tapa, Kifri, Suleiman Beg et Touz Khormatou, dans les provinces de Salaheddin et Diyala)<sup>78</sup>.

Le 12 novembre 2015, les peshmergas manoeuvrent sur le Mont Sinjar. La ville de Sinjar est particulièrement stratégique pour l'EI : située entre Raqqa et Mossoul au bord de la route 47, elle est un carrefour important pour les communications et les approvisionnements du Califat auto-proclamé, au cœur d'un long couloir reliant Raqqa, Deir Ez Zor, Sinjar et Mossoul<sup>79</sup>. En effet, la route M4 qui relie Alep, Raqqa et Mossoul est tenue à l'ouest par les

<sup>76</sup> ROUSSEL Cyril, « Les territoires kurdes d'Irak à l'heure du Daesh : nouvel enjeu frontalier », opcit.

<sup>77</sup> Annexe 5. MOULIN, B. ROUSSEL, C. programme Atlas du Kurdistan d'Irak, 2014.

<sup>78</sup> "Arming Iraq's Kurds: Fighting IS, Inviting Conflict", *International Crisis Group (ICG)*, mai 2015

<sup>79</sup> Annexe 6. « L'offensive décisive des Kurdes irakiens contre Daesh », *Le Point*, octobre 2015.

forces kurdes en Syrie. Avec l'appui aérien de la coalition, les combattants peshmergas secondés par les soldats du PKK et des membres des YPG avancent le long de la route 47 et reprennent plusieurs villages au nord de la ville. Le 13 novembre, Massoud Barzani annonce la libération de Sinjar grâce au 7 500 hommes engagés contre 300 à 400 djihadistes<sup>80</sup>. Beaucoup de mines ayant été posées durant l'offensive kurde, la reprise de Sinjar constitue pour les peshmergas une réelle expérience de désamorçage<sup>81</sup>. Cette bataille démontre bien l'augmentation des capacités des forces peshmergas. De même, leur coopération avec les combattants du PKK révèle de grandes avancées dans les relations entre les deux entités qui cherchent à maximiser leur influence en Syrie.

En 2015, peu de victimes sont à déplorer dans la région autonome malgré la proximité immédiate de la ligne de front située à moins de 50 km de l'aéroport international d'Erbil, à moins de 100 km de Souleimanyeh et à 20 km de Kirkouk. Si la guerre contre l'EI a eu un impact fort sur l'économie de la région autonome du Kurdistan en raison des diverses destructions et des vols suspendus, elle a néanmoins permis au Gouvernement Régional du Kurdistan de contrôler l'ensemble des territoires définis en 1920 par le traité de Sèvres<sup>82</sup>.

### *C – Des peshmergas dans les zones disputées*

À l'aune de la guerre contre l'EI, les peshmergas prennent le contrôle des zones disputées, reprenant au gouvernement irakien ces territoires au cœur des vellétés pétrolières. En effet, le 17 juin 2014, les autorités kurdes annoncent avoir pris le contrôle de la totalité des territoires de population kurde en Irak, y compris dans les provinces de Kirkouk et Diyala. L'évolution de la ligne de front pourrait, à terme, permettre de retracer la frontière du Kurdistan.

L'année 2014 et les gains territoriaux du GRK changent effectivement la donne. Les peshmergas se déploient dans les territoires contestés et y imposent leur influence. Davantage, leur administration y est installée et une part du budget y est consacrée. Dès lors, les Kurdes n'ont plus l'intention de céder ces territoires à l'armée irakienne. La prise de Kirkouk en juin 2014 notamment inquiète particulièrement le gouvernement fédéral qui voit de nombreux

---

<sup>80</sup> « En Irak, les forces kurdes annoncent la libération de Sinjar », *RFI*, 13 novembre 2015.

<sup>81</sup> *Ibid.*

<sup>82</sup> Compte rendu du Briefing informel avec les commandants de front peshmergas kurdes irakiens réalisé dans le cadre du Programme « Turquie contemporaine » de l'IFRI, 31 mars 2015.

gisements pétroliers contrôlés par les peshmergas, accusant ainsi le GRK de transgresser les lois constitutionnelles irakiennes. Pour cause, Kirkouk concentre à elle seule entre 10 et 13 % des réserves pétrolières d'Irak : la ville est un havre de stabilité économique avec ses 9 milliards de barils de réserves pétrolières. Davantage, les Kurdes y procèdent à de nouveaux déplacements de population afin d'y renforcer l'influence du GRK, que l'organisation Human Rights Watch a d'ailleurs dénoncé en novembre 2016 dans un rapport, pointant notamment du doigt les exactions commises autour de Kirkouk visant à « kurdifier » la zone<sup>83</sup>. En effet, Kirkouk, perçue comme la Jérusalem kurde, abrite parmi ses 2 millions d'habitants plusieurs communautés et est un centre pétrolier majeur en Irak. Beaucoup de Kurdes la considèrent comme la capitale légitime du Kurdistan<sup>84</sup>. L'installation des peshmergas dans Kirkouk en juin 2014 à la suite du retrait des soldats irakiens a été pour une majorité de Kurdes la matérialisation d'un rêve nationaliste et l'amorce d'un projet indépendantiste.

À Mossoul également, les tensions sont fortes entre Erbil et Bagdad en raison de l'influence forte du PDK dans la zone depuis 2003<sup>85</sup>. La bataille de Mossoul est d'ailleurs perçue comme un danger par les Irakiens qui voient naître à travers l'opération conjointe une compétition accrue entre les différents acteurs pour le contrôle des territoires une fois l'EI tombé. Dans ces deux régions, la frontière du Kurdistan serait complexe à délimiter : en effet, plusieurs districts à majorité turkmène ou arabe sont pro-Bagdad et cherchent à éviter un contrôle accru du GRK. C'est d'ailleurs le cas des sous districts de Rabiya, Ayadiya et Tell Afar dans la région de Mossoul et de Al Zab et Al Hawija dans la région de Kirkouk<sup>86</sup>.

En reprenant le contrôle, à l'été 2014, de Ninive, Kirkouk puis Sinjar, le GRK avec le PDK à sa tête a su étendre sa zone d'influence. La mise en échec de l'EI dans ces territoires a cependant ouvert de nouvelles conflictualités, notamment du côté du gouvernement fédéral irakien qui souhaite y reprendre pied afin que les Kurdes ne s'établissent pas durablement dans la ville de Kirkouk principalement et autour des champs pétrolifères de la région. En dépit d'une Green Line perçue comme une simple étape d'un processus territorial incomplet et insuffisant, la guerre contre l'EI permet de déplacer la ligne de front au sud des territoires contestés. Ce regain d'influence kurde y interroge la pérennisation de sa présence : si les

---

<sup>83</sup> « KRG: Kurdish Forces Ejecting Arabs In Kirkuk », *Human Rights Watch*, novembre 2016.

<sup>84</sup> DAWOOD, Shahinez. « Kirkouk la disputée », opcit.

<sup>85</sup> QUESNAY Arthur, « Les enjeux politiques de la bataille de Mossoul », *Network of Researchers in International Affairs*, décembre 2016.

<sup>86</sup> ROUSSEL, Cyril. « L'introuvable frontière du Kurdistan d'Irak », opcit.

logiques communautaires priment sur les frontières établies, il semble que la question des hydrocarbures soit au cœur des tensions. Ainsi, il est clair que Bagdad ne souhaite pas laisser les champs pétroliers des territoires contestés aux mains des Kurdes, alors même qu'un contentieux autour du pétrole les oppose. Néanmoins, l'élargissement de la zone contrôlée par les Kurdes manifeste une certaine supériorité militaire des soldats du GRK qui se traduit également par le développement d'une capacité de projection et de mobilisation de ses forces.

## Section II - Plus que la protection de son territoire, la participation à des opérations extérieures et le développement d'une capacité de projection et de mobilisation.

---

Si les soldats kurdes d'Irak ont su se déployer afin de protéger la région autonome et étendre leur zone d'influence sur un ensemble de territoires contestés, ils ont également témoigné au cours de cette guerre d'une certaine capacité de projection et de collaboration avec des forces externes. Ils ont ainsi prouvé qu'ils pouvaient constituer une force décisive dans des opérations armées conjointes.

### *A – La bataille de Kobane : une première opération extérieure pour les peshmergas ?*

Cette capacité de projection est mobilisée dans le cadre de ce qui pourrait être caractérisé de première opération extérieure des peshmergas. En effet, fin 2014, les troupes du Kurdistan d'Irak s'engagent en Syrie afin de soutenir les YPG autour de la ville de Kobane. Malgré des tensions historiques entre le Gouvernement Régional du Kurdistan tenu par le PDK et le Parti de l'Union Démocratique (PYD) en raison de la proximité de ce dernier avec le PKK ; le PKK étant considéré comme ennemi du PDK et de la Turquie et le GRK étant accusé de trahir la cause kurde en se rangeant du côté de la Turquie ; les deux entités se sont finalement rapprochées au gré de la guerre contre l'EI. Les Kurdes d'Irak ont, dans un premier temps envoyé des armes, afin de soutenir leurs voisins syriens et se sont ensuite engagés auprès des YPG sur le terrain.

Après un mois d'agression par les forces de l'EI, la ville est en état de siège : on y



compte 361 pertes chez les YPG ainsi que 21 pertes civiles<sup>87</sup>. En dépit de la régularité des raids, l'appui aérien ne suffit pas à modifier le rapport de force qui oppose les Kurdes de Syrie et le groupe djihadiste depuis le 13 septembre 2014. Le 22 octobre, le Parlement de la Région Autonome du Kurdistan se réunit afin de discuter de l'envoi de troupes en soutien aux forces kurdes syriennes<sup>88</sup>. En effet, les peshmergas ont acquis une certaine légitimité dans la lutte contre l'EI après avoir protégé une grande partie du nord de l'Irak, même au-delà de la Green Line. Quelques jours plus tard, un premier groupe d'environ 100 peshmergas est envoyé sur le terrain syrien par un corridor turc, mis en place sous pression de la communauté internationale et des Etats-Unis, en dépit des réticences turques vis à vis de la proximité des YPG avec le PKK. Arrivés à l'aéroport de Sanliurfa puis stationnés à Suruç, les peshmergas sont transférés en autobus jusqu'au poste frontière de Mursitpinar à la frontière syrienne, escortés par les forces armées turques, avant de rejoindre Kobane<sup>89</sup>. Un second groupe, posté à la frontière turque, est chargé de l'acheminement des armes lourdes telles que l'artillerie, qui manque particulièrement aux YPG, les armes anti-blindés et les armes anti-char<sup>90</sup>. Grâce aux tirs d'artillerie des peshmergas apposés aux frappes aériennes américaines, les YPG avancent davantage au sud de Kobane, reprenant progressivement des rues et des bâtiments<sup>91</sup>. Durant cinq mois, les 150 à 200 hommes des forces kurdes d'Irak se sont mobilisés afin d'apporter un soutien logistique et stratégique aux YPG. En effet, le 29 avril, les peshmergas sont rappelés en Irak après que les forces conjointes ont repris à l'EI plus de 330 villages en plus de Kobane, malgré les destructions rendant une grande partie de ses quartiers inhabitables<sup>92</sup>.

Si la participation à la bataille de Kobane peut être justifiée par une certaine solidarité ethnique, il semble néanmoins que les peshmergas aient développé une réelle capacité de projection en dehors de ses frontières, cette intervention s'apparentant largement à une

---

<sup>87</sup> « Des peshmergas irakiens dans Kobané, nouvelle attaque de l'EI », *Le Monde avec AFP*, 01 novembre 2014.

<sup>88</sup> « Kobané: le Kurdistan irakien va voter sur l'envoi de combattants en Syrie », *AFP*, 22 octobre 2014

<sup>89</sup> « Les renforts kurdes irakiens entrent dans Kobané », *Le Monde avec AFP*, 31 octobre 2014.

<sup>90</sup> AFANASIEVA, Dasha. DZIADOSZ, Alexander. « Les peshmergas irakiens attendus à Kobani », *Capital*, 29 octobre 2014.

<sup>91</sup> « Syrie : les Kurdes reprennent des positions aux jihadistes à Kobané », *AFP*, 11 novembre 2014.

<sup>92</sup> « Syrie : les renforts kurdes dépêchés à Kobané rentrent en Irak », *AFP*, 29 avril 2015.

opération extérieure<sup>93</sup>.

*B – Les peshmergas dans la bataille de Mossoul : une force essentielle.*

À Mossoul également, les peshmergas prouvent leur importance dans le système de défense irakien et leur capacité de mobilisation pour participer à une opération de grande envergure.

En effet, après les importantes avancées militaires des Kurdes sur les territoires pris par l’EI à l’été 2014, les dirigeants de Bagdad intègrent rapidement la nécessité de mener une opération conjointe avec les peshmergas dont la supériorité militaire et l’expérience permettent de constituer un rempart contre ce groupe armé transnational djihadiste. Dès 2015, les différentes forces armées tentent de s’accorder sur la tenue d’une opération conjointe pour reprendre Mossoul. Le 17 octobre 2016, Haider al Abadi, Premier Ministre irakien annonce le lancement d’une opération après planification et coordination avec les différentes parties, groupes politiques et miliciens : selon lui, « *le temps de la victoire est venu et les opérations pour libérer Mossoul ont commencé* »<sup>94</sup>. La manœuvre est supervisée par un Conseil Politique composé d’une délégation irakienne, une délégation du GRK et une délégation de la coalition internationale. Ce dernier chapeaute environ 100 000 soldats dans différentes troupes composées d’unités militaires irakiennes, de peshmergas, de milices chiites du Hashd el Chaabi, d’unités militaires turques, de milices arabes sunnites et de milices chrétiennes<sup>95</sup>. Si cette coalition est largement en supériorité numérique, avec 10 fois plus de soldats que ceux de l’EI présents à Mossoul, les combattants djihadistes sont particulièrement agiles en terrain urbain et usent de techniques de guerre telles que les pièges, les mines ou les tunnels. Aussi, les 250 000 civils présents dans la ville sont utilisés comme des boucliers humains afin d’essuyer les tirs. L’EI utilise également de nombreux drones d’observation qui lui permettent de pallier, de manière limitée, leur manque d’exploitation de l’espace aérien<sup>96</sup>. Enfin, beaucoup de snipers de l’EI sont postés dans l’espace urbain.

---

<sup>93</sup> EYNAUDI, Matthieu. « Les peshmergas du Gouvernement Régional du Kurdistan irakien sont-ils une nouvelle force conventionnelle au Proche-Orient ? », *Les Clés du Moyen Orient*, 27 avril 2016.

<sup>94</sup> « Irak : L’opération pour reprendre Mossoul des mains de l’EI est lancée », *Le Monde*, Le 17 octobre 2016.

<sup>95</sup> QUESNAY, Arthur. « Les enjeux politiques de la bataille de Mossoul », *opcit.*

<sup>96</sup> « Annonce par le gouvernement irakien de la libération de Mossoul », *Perspective Monde*, 10 juillet 2017.

Une planification considérable est ainsi nécessaire dans cette guerre asymétrique et urbaine. Malgré une difficulté à coordonner l'ensemble des forces armées, les Etats-Unis et la coalition internationale soutiennent la coalition avec 7 000 hommes. La veille de l'opération, des consignes de sécurité sont envoyées aux habitants de la ville via des tracts largués depuis l'espace aérien<sup>97</sup>.

L'offensive sur la ville est organisée en deux fronts majeurs. Avec 45 000 hommes, les forces de sécurité irakiennes ouvrent un premier front au sud de Mossoul en attaquant depuis Gwer. Un second front est ouvert à l'Est où les Kurdes sont appuyés par 2 000 hommes de la division d'or irakienne, l'unité d'élite irakienne du contre-terrorisme<sup>98</sup>. Toutefois, dès le début de l'offensive, il est prévu et négocié avec l'ensemble des parties que seules les unités irakiennes pourraient attaquer l'intérieur de Mossoul. En effet, selon cet accord de principe, les peshmergas doivent sécuriser les villages de la plaine de Ninive et rester en dehors de la ville au même titre que les différentes milices afin d'éviter une volonté de partition de la ville, qui correspondrait aux velléités de chacun. Dès novembre, les forces de sécurité irakiennes investissent la ville tandis que les Kurdes et les différentes unités miliciennes encerclent la ville afin de couper les communications des djihadistes de Mossoul avec les combattants de l'EI, présents en Syrie voisine, qui tentent d'affluer pour grossir les rangs dans cette bataille et renverser le rapport de force<sup>99</sup>. Si les unités spéciales irakiennes ont repris la partie Est de la ville en janvier 2017, elles progressent lentement et peinent à avancer dans la partie ouest séparée par les eaux du Tigre et tenue par les djihadistes qui opposent une résistance féroce. La partie occidentale de la ville est finalement attaquée à la mi-février et, à la mi-mai, 90% de la ville est reconquise<sup>100</sup>. Le 10 juillet 2017, le Premier Ministre al Abadi annonce la reprise totale de la ville.

L'engagement durant plus de huit mois de 40 000 soldats kurdes aux côtés des différentes unités militaires et l'importance de ses positions stratégiques dans la bataille de

---

<sup>97</sup> « L'armée irakienne largue des tracts sur Mossoul en prévision d'une offensive », *France 24*, 16 octobre 2016.

<sup>98</sup> SALLON, Hélène, « A Mossoul, les forces spéciales s'attendent à une forte résistance de l'EI », *Le Monde*, 18 octobre 2016.

<sup>99</sup> GIL, Ines. « La de Mossoul : une reconquête difficile pour déloger l'Etat islamique et retrouver une stabilité fragile », *Les Clés du Moyen-Orient*, 6 juin 2017.

<sup>100</sup> Ibid.

Mossoul confirment le statut de quasi armée étatique du corps des peshmergas<sup>101</sup>. En effet, la capacité de mobilisation des forces armées kurdes notamment a permis aux forces irakiennes de reprendre la ville en étant assurées d'un encerclement par les forces conjointes. Le soutien à l'armement et à la formation apporté aux Kurdes depuis 2014 a notamment permis à cette armée en voie de professionnalisation accrue de participer à cette opération de grande envergure.

A la faveur de la seconde guerre civile, les avancées territoriales du groupe terroriste ont mis en grande difficulté l'armée gouvernementale irakienne qui a peiné à se maintenir dans de nombreuses villes. Les peshmergas se sont impliqués dans la lutte contre l'organisation djihadiste et se sont ainsi déployés dans plusieurs villes dans lesquelles les institutions gouvernementales se sont effondrées autour des provinces de Kirkouk, Ninive, Salahedin et Diyala. Ces avancées semblent conférer aux kurdes du GRK une poids politique et diplomatique accru. Néanmoins, ces avancées territoriales ont été rendues possible par un regain des partenariats militaires régionaux et internationaux : en effet, si un effort de restructuration du corps des peshmergas est entamé depuis 2003, il semble que la guerre contre l'EI ait accéléré le processus de remilitarisation de la région autonome.

---

<sup>101</sup> « François Hollande constate la difficulté de la reconquête de Mossoul », *La Croix*, 3 janvier 2017.

## Chapitre 2. Remilitarisation et restructuration des forces armées kurdes

---

En Irak, les peshmergas ont très longtemps été sous équipés par le poids de l'embargo qui a pesé sur le pays à partir de l'invasion du Koweït par les troupes de Saddam Hussein au début du mois d'août 1990. Cependant, la guerre contre l'État islamique a pointé la nécessité et l'urgence d'un réarmement, aussi bien que d'une restructuration des troupes kurdes en Irak, dont le processus de réunification semble inabouti. En effet, les combattants de l'État islamique opèrent au sein d'un groupe armé très organisé et discipliné composé de forces locales et internationales dotées également de combattants spécialisés. Ainsi, il est devenu nécessaire de former et armer davantage ces combattants du GRK dont les défaillances ont pu être constatées à l'aube de l'attaque éclair de l'EI. À partir de 2014, les accords d'armement et de formation militaire se multiplient entre de nombreuses puissances occidentales et les représentants des peshmergas au sein du Gouvernement Régional du Kurdistan<sup>102</sup>.

### Section I - Des contrats d'armements et de partenariats militaires croissants

---

Pour lutter contre la territorialisation de quelques 30 000 hommes de l'organisation État islamique en Irak, les 150 000 peshmergas du Kurdistan irakien apparaissent rapidement comme une force de référence au cœur du brasier irakien<sup>103</sup>. À la fin de l'été 2014, la situation est très complexe pour la région autonome du Kurdistan. En effet, les combattants djihadistes de l'EI ne sont plus qu'à 20 kilomètres d'Erbil et se rapprochent de manière alarmante de Duhok. Il devient de plus en plus difficile de tenir certaines positions et les peshmergas sont rappelés pour protéger le territoire autonome, laissant certains territoires à la merci des combattants djihadistes. Parmi ceux-ci, le Mont-Sinjar, terre des Yézidis est assiégé dès le début du mois d'août 2014. Le massacre de la population Yézidi qui s'y est déroulé a engendré en occident un émoi et une empathie particulière. Cet événement décisif a poussé

---

<sup>102</sup> Compte rendu du Briefing informel avec les commandants de front peshmergas kurdes irakiens réalisé dans le cadre du Programme « Turquie contemporaine » de l'IFRI, opcit.

<sup>103</sup> « Lutte contre Daech et bilan des opérations extérieures » - Audition du général Didier Castres, *Comptes rendus de la Commission des Affaires Étrangères, de la Défense et des Forces Armées*, 16 décembre 2015.

les puissances occidentales à mettre en place un appui militaire et logistique aux peshmergas, ainsi qu'une aide humanitaire soutenue, sans passer par Bagdad. Ainsi, avec les gains territoriaux croissants de l'EI en Irak et son avancée dangereuse vers le Kurdistan, le Gouvernement Régional Kurde a reçu une quantité d'armes inédites tout au long de la guerre contre le groupe terroriste.

#### *A – Une remilitarisation nécessaire dans la lutte contre l'EI : un engagement international*

Contrairement aux peshmergas qui semblent plus à l'aise en terrain plat ou montagneux, les combattants de l'État islamique sont spécialistes des batailles urbaines et usent de méthodes qui leur sont propres : attaques suicides, voitures piégées ou encore des IED (engins explosifs improvisés). Ces techniques de guerre multiples et perfectionnées sont difficiles à contrer pour les peshmergas dont le taux de pertes causées par des mines s'élève à 60%. De même, les combattants djihadistes de l'EI disposent d'un arsenal de guerre très moderne récupéré aux forces armées irakiennes lors des prises de Mossoul, de Tikrit et de Ramadi notamment. Il semble indispensable d'augmenter la force de frappe des peshmergas pour préserver le nord du pays et éviter de nouveaux gains territoriaux, notamment autour des zones pétrolifères. Le 15 septembre 2014 s'est ainsi tenue la Conférence pour la Paix et la Sécurité en Irak afin de mettre en place une coalition, coordonner les différents pays qui se sont engagés et définir une stratégie de lutte contre l'État islamique. Avec l'appui aérien des États-Unis et de la coalition internationale, les peshmergas du GRK entrent dans une vive guerre avec du matériel moderne. Les commandements kurdes sont appuyés par les différents pays de la coalition qui fournissent également un appui armé. Albanie, Canada, Danemark, Croatie, Italie, France, GB, Allemagne, USA s'engagent dans l'armement les Kurdes<sup>104</sup>. Pour la première fois, ces derniers reçoivent des munitions sans l'accord de Bagdad. En effet, il était auparavant indispensable pour un fabricant de passer par le gouvernement fédéral pour effectuer des livraisons d'armes au Gouvernement Régional du Kurdistan, ce qui a souvent généré des tensions entre Erbil et Bagdad, notamment sous Al Maliki, et plus largement des dissensions dans le système d'armement national.

Dès 2014 et l'offensive éclair du groupe État islamique en Irak, la communauté internationale s'est mobilisée afin de répondre aux besoins militaires des peshmergas. Dès lors, les peshmergas ont commencé à formuler leurs besoins auprès des occidentaux comme

---

<sup>104</sup> « Will arming peshmerga tip balance of power in Iraq? », *Al Monitor*, 2014.

en témoigne la déclaration de Sihad Barzani, frère de Massoud Barzani et commandant peshmerga après la reprise de Sinjar en novembre 2015 : « Nous avons besoin d'armes lourdes et de haute technologie pour venir à bout de l'EI en Irak »<sup>105</sup>. En 2015 également, des combattants kurdes ont confirmé ces besoins en demandant à la France et à la coalition des munitions ainsi que des voitures blindées afin de pouvoir avancer vers les villes tenues par le groupe État islamique et ainsi pallier les déficiences des troupes kurdes en terrain urbain, milieu sur lequel le groupe terroriste détient une supériorité technologique acquise à Mossoul notamment<sup>106</sup>.

Le 10 août 2014, le ministre des Affaires Étrangères français, Laurent Fabius, s'est rendu à Erbil afin de soutenir les Kurdes et affirmer leur rôle vital en tant que force décisive dans cette lutte. Il y annonce ainsi la grande probabilité d'une livraison prochaine en armement aux troupes du Gouvernement Régional du Kurdistan. Toutefois, il affiche une retenue quant à une éventuelle intervention militaire de la France : celle-ci ne se fera pas sans un feu vert du Conseil de Sécurité de l'ONU et sans menace directe contre les ressortissants français en Irak<sup>107</sup>. Le chef de la diplomatie française, soutenu par un pan très large de l'échiquier politique français a cependant appelé l'Union Européenne à se mobiliser pour soutenir les peshmergas et les armer<sup>108</sup>. À la mi-août 2014, les services spéciaux français ont effectivement envoyé sur le terrain nord-irakien des armes légères ainsi que des munitions aux peshmergas. Ces derniers disposant d'un arsenal de guerre majoritairement russe nécessitant des munitions de calibre 7,62, il est cependant difficile pour les forces françaises de livrer des munitions correspondantes. De même, à ce stade de la guerre contre l'EI qui relève pour le moment davantage de combats d'infanterie légère, la France reste prudente sur les livraisons de missiles dernière génération tant leur maniement est complexe et leurs stocks sont restreints. De nombreuses mitrailleuses sont livrées et des instructeurs sont envoyés dans la région autonome du Kurdistan afin d'une part de former les combattants kurdes, notamment à l'utilisation du canon de campagne, un obusier d'origine soviétique ; et d'autre part de diriger les avions engagés dans la lutte contre l'EI dans le cadre d'une opération de

---

<sup>105</sup> « En Irak, les forces kurdes annoncent la libération de Sinjar », *opcit.*

<sup>106</sup> Compte rendu du Briefing informel avec les commandants de front peshmergas kurdes irakiens réalisé dans le cadre du Programme « Turquie contemporaine » de l'IFRI, *opcit.*

<sup>107</sup> MOSTAFAVI, Hamdam. et SALIBY, Hoda. « Irak. L'aide s'internationalise, les Kurdes regagnent du terrain », *Courrier International*, 11 août 2014.

<sup>108</sup> « Aide militaire aux Kurdes d'Irak : Goasguen, Morano, Bayrou et EELV derrière Fabius », *Le Parisien*, 11 août 2014.

guidage au sol. De nombreuses livraisons humanitaires sont également engagées<sup>109</sup>. Le 19 septembre 2014, la France s'engage officiellement en Irak dans le cadre de l'opération Chammal, participant ainsi à la coalition menée contre l'EI. Forte de ses 3700 soldats déployés entre l'Irak et la Syrie et de l'engagement de son groupe aéronaval, la France a continué de fournir en matériels militaires et proposer des formations et un appui tant aux forces de sécurité irakiennes qu'aux peshmergas. Ces liens se sont renforcés tout au long de l'année 2015, et, fin décembre, le général Didier Castres a annoncé lors du bilan des opérations extérieures que 330 frappes aériennes avaient été menées depuis l'engagement de la France, ciblant ainsi six objectifs majeurs. En effet, un an et demi après la prise de Mossoul par le groupe EI, ce dernier a toujours un pouvoir de nuisance particulièrement important, fort de ses centaines de recrutements hebdomadaires, malgré certains signes d'affaiblissement<sup>110</sup>. En avril 2016, Jean Yves Le Drian a ainsi affirmé le renforcement de l'appui militaire aux peshmergas avec l'annonce d'une livraison d'armement, avec l'accord de Bagdad. Cette livraison concerne des roquettes de 89mm, des munitions de calibres multiples, des grenades offensives et défensives ainsi que du matériel de précision, tel que des jumelles de vision nocturne. Aussi, des tenues et des rations de combat sont livrées aux peshmergas afin de répondre aux besoins d'une dizaine de bataillons<sup>111</sup>.

Les forces armées canadiennes également se sont déployées en Irak dès le mois d'août 2014 via l'opération Impact afin de participer à la coalition. Une part importante de cette opération a relevé d'une mission d'aide, d'appui et de conseil consacrée aux peshmergas du Gouvernement Régional du Kurdistan. Bien que cette aide ait été suspendue temporairement en octobre 2017 à la suite des tensions liées aux référendum mis en place par le Gouvernement Régional du Kurdistan, le Canada a soutenu militairement les peshmergas tout au long de cette lutte contre l'EI.

Maintenant un appui aérien indispensable, les Etats-Unis et la coalition internationale ont permis aux peshmergas de reprendre la main après les échecs de l'été 2014, et plus

---

<sup>109</sup> HOFMANN, Pauline. FRANÇOIS, Didier. « Irak : des livraisons d'armes aux Kurdes ont bien eu lieu », *Europe1*, 2 septembre 2014.

<sup>110</sup> « Lutte contre Daech et bilan des opérations extérieures » - Audition du général Didier Castres, *opcit.*

<sup>111</sup> LAGNEAU, Laurent. « La France a livré armes et munitions aux combattants du Kurdistan irakien », *Zone militaire opex360.com*, 17 juin 2016.



particulièrement la défaite à Sinja. En 2015, les États-Unis, engagés militairement sur le terrain ont également livré au corps des peshmergas l'équivalent de 180 millions de dollars en équipement et en munition, permettant aux forces armées du Kurdistan autonome de faire pencher la balance au maximum dans le rapport de force qui les oppose à l'État islamique<sup>112</sup>. Le 22 octobre 2016, le Combined Joint Forces Land Component Command à la tête de l'opération Inherent Resolve a publié un communiqué informant de la distribution de 24 000 masques distribués tant aux soldats de l'armée irakienne qu'aux peshmergas. Cette livraison répond aux besoins des militaires sur le terrain afin de résister à une attaque chimique de l'EI qui incendie fréquemment des usines de soufre, comme cela a été le cas autour de Mishrak en octobre 2016, ou des puits de pétrole afin de vicier l'air<sup>113</sup>.

Aussi, l'Allemagne s'est engagée auprès des combattants kurdes. Pour la première fois depuis la Seconde Guerre Mondiale, les Allemands envoient des armes et des militaires sur un théâtre d'opération extérieure. Forts de leurs intérêts communs dans la région, l'Allemagne et le Gouvernement Régional du Kurdistan entretiennent de bonnes relations. Selon Angela Merkel, « armer les peshmergas est un risque à long terme, mais il est nécessaire »<sup>114</sup>. En effet, bien que la chancelière allemande ne soit pas particulièrement en faveur d'une indépendance croissante qui pourrait renverser l'ordre régional, elle semble consciente de l'inévitabilité de la croissance militaire des peshmergas dont la supériorité militaire se dessine en Irak au gré de la guerre contre l'EI. Ainsi, dès 2014, plusieurs instructeurs allemands sont envoyés dans les camps militaires de la région autonome, notamment au camp de Benislawa où ils forment les peshmergas à l'utilisation du fusil HK63. Cousin du kalashnikov, ce fusil d'assaut est extrêmement fiable, précis et puissant, bien que plus lourd et encombrant que l'arme russe. Les peshmergas sont également formés à l'utilisation de la mitrailleuse, du missile anti-char, et du lance-roquette<sup>115</sup>. Ainsi, en 2014, environ 300 tonnes d'armes ont été envoyées de l'Allemagne au Gouvernement Régional du Kurdistan. Beaucoup de soldats kurdes ont également été formés à Berlin par les instructeurs de la Bundeswehr afin qu'ils puissent

---

<sup>112</sup> SALIH, Mohamed. « New units step toward reforming Kurdish peshmerga », *Al Monitor*, 2 juillet 2015.

<sup>113</sup> CHAPLEAU, Philippe. « 24 000 masques à gaz donnés aux soldats irakiens et aux peshmergas par les Américains », *Lignes de Défense - Ouest France*, 23 octobre 2016.

<sup>114</sup> « Will arming peshmerga tip balance of power in Iraq? », *Al Monitor*, opcit.

<sup>115</sup> LE JEUNE, Véronique. « L'armée allemande auprès des combattants kurdes: une première historique », *Franceinfo*, 7 octobre 2014.

former leurs unités une fois de retour dans la région autonome<sup>116</sup>. En 2016 également, 16 000 fusils d'assauts G36 et G3 ont été envoyés aux peshmergas ainsi que des milliers de pistolets, d'armes anti-char et de grenade, afin de soutenir leurs avancées militaires et la mise en échec de l'EI dans de nombreux secteurs<sup>117</sup>.

### *B – L'implication des puissances régionales*

Les puissances régionales ont également soutenu militairement les peshmergas dans la guerre. L'Iran notamment a joué un rôle fort dans cette remilitarisation. Massoud Barzani a d'ailleurs déclaré à la mi-février 2015 que l'Iran avait été le premier pays à fournir un soutien militaire aux Kurdes d'Irak en fournissant des armes et du matériel<sup>118</sup>. Si le Ministre des affaires étrangères de l'Iran, Mohamed Javad Zarif déclarait en 2015 que « *le peuple irakien a besoin d'aide, y compris d'aide à la défense, mais pas de soldats... Nous n'avons pas de soldats en Irak, nous n'avons pas l'intention d'envoyer des soldats en Irak* », il semble cependant qu'une présence au sol des Iraniens soit effective dès 2014<sup>119</sup>, comme en témoigne une photographie de Qassem Soleimani posant aux côtés des peshmergas d'Irak, début octobre 2014<sup>120</sup>. En effet, l'Iran a intérêt à renforcer les soldats kurdes qui maintiennent une zone tampon entre les gains territoriaux de l'EI et la frontière iranienne.

L'Arabie Saoudite a également témoigné d'un soutien aux peshmergas par la signature en juillet 2016 d'un contrat entre le Gouvernement Régional du Kurdistan et la Saudi Azib Intergraph pour l'achat de 16 hélicoptères américains équivalent à 35,45 millions de dollars, subventionné par le royaume<sup>121</sup>.

La Turquie, étroitement liée aux dirigeants du Gouvernement Régional du Kurdistan dans le cadre d'une alliance économique a tenu à réaffirmer dès 2014 son soutien et sa collaboration avec les peshmergas dans la lutte contre l'EI, à l'occasion d'une rencontre entre

---

<sup>116</sup> « Will arming peshmerga tip balance of power in Iraq? », *Al Monitor*, opcit.

<sup>117</sup> MUTZEL Daniel, « Les ventes d'armes allemandes vers l'Orient explosent », *Euractiv*, 27 octobre 2016.

<sup>118</sup> « Iran provided weapons to Iraq's Kurds: Barzani », *Middle East Eye*, 12 février 2015.

<sup>119</sup> « Présence militaire iranienne en Irak depuis 2014 », *DIDR de l'OPFRA*, 17 septembre 2018. <sup>120</sup> Annexe 7. Photographie du Général Qassem Soleimany aux côtés de soldats peshmergas, 2014.

<sup>121</sup> « Contract to Buy 16 Helicopters Signed Kurdistan Nwe issued daily by Patriotic Union of Kurdistan. », *IWPR*, 18 juillet 2016.

le chef de la diplomatie Ahmet Davutoglu et le leader du PDK Massoud Barzani<sup>122</sup>. Plus encore, la Turquie a réaffirmé son soutien en laissant les peshmergas irakiens transiter par son territoire pour aller défendre Kobane fin 2014, bien que sous le poids des pressions internationales.

Ainsi, dès 2014, la communauté internationale s'est largement mobilisée pour venir en aide aux populations d'Irak et de Syrie. Acteur militaire régional incontournable, le corps des peshmergas a été au centre d'un programme de soutien en armes et de formation. De plus en plus, la force armée de la région autonome s'apparente à une armée quasi régulière. Pour cause, l'évolution de la situation de la RAK depuis 2003 a permis de restructurer le corps des peshmergas.

## Section II – De milices partisans à armée quasi régulière : un long processus de restructuration et d'unification du corps des peshmergas

---

Face à l'offensive de l'État islamique en Irak, il semble de plus en plus nécessaire de poursuivre le remodelage et la restructuration des forces armées du Gouvernement Régional du Kurdistan. En effet, représentés par le Ministère des Peshmergas, ils semblent renforcer leur place d'acteurs militaires émergents dans la région. Fort des accords et partenariats militaires croissants à l'aune de la guerre contre l'EI, le corps des peshmergas tend à se rapprocher de plus en plus du modèle de l'armée régulière étatique. En effet, le nombre de livraisons d'armement des puissances internationales témoigne de la confiance accordée à ces soldats, dont le corps armé se rapproche davantage d'une « proto armée étatique » que d'une milice au service d'une région aux velléités indépendantistes. Si les peshmergas ont réussi à protéger plus de 1 000 km de frontières dès 2015, c'est notamment grâce à de meilleurs armements et entraînements. De nombreux appels à volontaires ont également été lancés afin de renforcer l'effort de guerre et on observe une forme de standardisation des structures militaires aussi bien au niveau de l'équipement que de l'entraînement aux batailles urbaines.

---

<sup>122</sup> « La Turquie soutient le Kurdistan irakien face à l'EI », *Euronews*, 22 novembre 2014.

## *A – Un long processus de réunification*

L'avènement de l'EI a permis de mettre en lumière les défaillances du corps des peshmergas et d'accélérer un processus de restructuration entamé progressivement depuis une vingtaine d'années.

Les peshmergas sont, au commencement, des groupes de défense formés sur des bases claniques et tribales. Au milieu du XXe siècle, le développement de la force politique dans le cadre de l'avènement de la lutte nationaliste s'appuie sur ces forces armées et mène une guérilla contre le parti Baath au pouvoir, qui mène une politique d'exclusion vis à vis de la communauté kurde. Si les forces des peshmergas répondent dans un premier temps à des dynamiques tribales, on assiste petit à petit à une politisation de ces milices insurrectionnelles. En effet, lorsqu'une scission apparaît au milieu des années 1970 entre les grands leaders Mustafa Barzani et Jalal Talabani, le corps des peshmergas se scinde en deux milices partisans suivant d'une part le Parti Démocratique du Kurdistan de la famille Barzani et d'autre part l'Union Patriotique du Kurdistan de la famille Talabani. Les deux factions armées, aussi bien que les deux partis politiques, entretiennent une relation conflictuelle. Les tensions entre les deux partis se sont révélées à leur paroxysme entre 1994 et 1998 où une guerre civile a miné la région autonome de facto.

En réponse à ces tensions, de nombreuses initiatives sont lancées dès 1992 afin de redynamiser une bonne entente entre les peshmergas de l'UPK et les peshmergas du PDK mais également pour restructurer et rendre davantage professionnel le corps de l'armée du Gouvernement Régional du Kurdistan<sup>123</sup>.

Afin de rendre le corps des peshmergas plus efficace, il semble important de poursuivre les efforts de réunifications initiés dès l'autonomie de facto. Au sein de l'armée kurde, il existe 16 brigades communes ainsi que des brigades répondant à une logique partisane et étant donc affiliées soit à l'UPK soit au PDK. En 2006, le processus d'unification est amorcé avec la création du Ministère des Peshmergas mis en place afin de chapeauter les différentes brigades. Il s'agit cependant d'un processus lent dans la mesure où cet organe n'a vu le jour qu'en 2009. L'offensive de l'EI permet de se rendre compte de la nécessité de

---

<sup>123</sup> « Les Peshmergas, Gardes régionaux de la région du Kurdistan d'Irak », *DIDR de l'OPFRA*, opcit.

relancer ce processus. De nombreuses voix s'élèvent d'ailleurs dans la société kurde afin d'encourager les dirigeants politico-militaires à se réunifier pour lutter de manière efficiente. En effet, il apparaît complexe d'augmenter la puissance de frappe des peshmergas si la scission entre l'UPK et le PDK n'est pas éradiquée.

Plus encore, en fonction des affiliations, des inégalités de formation se profilent. En effet, les entraînements sont séparés relativement à la situation duale entre l'UPK et le PDK. Les armes utilisées également sont différentes : l'UPK, plus proche de l'Iran, s'entraîne avec des armes fournies par ce pays. Les dissensions entre les deux factions du corps des peshmergas peuvent entraîner une baisse d'efficacité opérationnelle et tactique. C'est d'ailleurs une faille qui transparait lors de l'offensive du groupe État islamique. En effet, en août 2014, des problèmes de coordinations autour du Mont Sinjar, dans l'ouest de Ninive, affectent l'efficacité des peshmergas qui ne parviennent pas à assurer la défense des populations, notamment des Yézidis et des chrétiens qui pour beaucoup se réfugient dans la région autonome du Kurdistan. Après cette débâcle, Massoud Barzani appelle le 25 août à accélérer l'unification. Ainsi, le Parlement kurde adopte une résolution pour que les divisions restantes qui répondent à des logiques partisans soient sous le contrôle du ministère des Peshmergas dans un délai de six mois<sup>124</sup>. Cependant, en juillet 2015, la situation n'a pas évolué au niveau des divisions, mais le travail pour centraliser le commandement est intéressant car il permet de discuter d'une part avec la coalition d'une seule voix, et d'autre part avec le gouvernement fédéral de Bagdad, avec qui les contacts se sont largement multipliés depuis le départ de Nouri al Maliki<sup>125</sup>.

La lutte contre l'État islamique a ainsi pointé la nécessité d'accélérer le rapprochement des deux branches du corps des peshmergas. Si les deux factions ont été mêlées à l'issue d'un long processus de réunification, certaines failles partisans apparaissent et montrent que l'équilibre au sein même du corps des peshmergas est encore fragile.

### *B – Standardisation et professionnalisation du corps des peshmergas*

Depuis une vingtaine d'années, on assiste à une professionnalisation accrue des forces

---

<sup>124</sup> SALIH, Mohamed. « New units step toward reforming Kurdish peshmerga », *opcit.*

<sup>125</sup> Compte rendu du Briefing informel avec les commandants de front peshmergas kurdes irakiens réalisé dans le cadre du Programme « Turquie contemporaine » de l'IFRI, *opcit.*

armées du Kurdistan. À l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, on peut effectivement observer l'opération d'une diversification accrue des forces armées avec une spécialisation des peshmergas.

En effet, avec l'intervention américaine dans le cadre de l'opération Iraqi Freedom, l'autonomie des Kurdes du nord de l'Irak est inscrite dans les textes constitutionnels et ces derniers peuvent jouir d'une certaine stabilité sur leur territoire. Dès 2003, les peshmergas sont des partenaires militaires fiables pour les États-Unis : on observe notamment la mise en place de « combats couplés », lors desquels les forces spéciales américaines encadrent les combattants kurdes sans envoyer trop de soldats au sol. Ce modèle, hérité de la guerre d'Afghanistan lancée en 2001, a permis de neutraliser, en 2003, 13 divisions de Saddam Hussein stationnées dans le nord de l'Irak et de rendre compte de l'efficacité de ce partenariat<sup>126</sup>. Plus encore, une relation de confiance s'est établie entre les Américains et les Kurdes : ce partenariat a permis notamment la professionnalisation croissante des peshmergas. En 2003 déjà, de nouvelles forces spéciales kurdes sont formées : environ 7 000 hommes sont entraînés par les États-Unis aux missions commandos<sup>127</sup>. Néanmoins, il est important de noter que la période 2003-2013 est relativement calme et les peshmergas sont très peu mobilisés pour des opérations de grande ampleur. En 2013, le corps des peshmergas a de nouveaux soldats dans ses rangs qui n'ont que très peu l'expérience du combat, et qui ont joui d'une certaine prospérité dans la RAK. La jeunesse urbaine qui a effectivement grossi ses rangs durant la dernière décennie est donc moins expérimentée. En effet, si l'établissement d'un service militaire avait été envisagé, il n'a jamais été mis en place.

Si une professionnalisation du corps de l'armée kurde irakienne a été entamée depuis les années 2000, elle se révèle d'autant plus indispensable à l'aube d'une guerre contre l'EI. Elle est rendue possible notamment grâce aux nombreux partenariats militaires dont nous avons parlé plus tôt. En effet, dès 2014, les instructeurs occidentaux ont afflué au Kurdistan afin de superviser les entraînements et former les peshmergas à l'utilisation des nouvelles armes acquises. En novembre 2014, les États-Unis, secondés par les forces armées européennes de la coalition, forment à Duhok une nouvelle unité d'élite ainsi qu'une nouvelle

---

<sup>126</sup> HEMEZ, Rémy. « Les Kurdes face à Daech : quelle efficacité militaire ? », *Politique étrangère*, vol. printemps, no. 1, 2016.

<sup>127</sup> EYNAUDI Matthieu, « Les peshmergas du Gouvernement Régional du Kurdistan irakien sont-ils une nouvelle force conventionnelle au Proche-Orient ? », *opcit.*

unité de lutte contre l'EI, la section anti-terroriste<sup>128</sup>. Sous l'égide des Etats-Unis, 12 brigades sont mises en place en Irak afin de lutter efficacement dont 3 brigades kurdes. Les 6 500 peshmergas repartis dans ces trois brigades sont équipés avec de nouveaux fusils et se déplacent grâce à de nouveaux véhicules. Dans le cadre de la formation dispensée par les instructeurs nord-américains, les peshmergas sont familiarisés avec l'usage de l'appui aérien<sup>129</sup>. Plus encore, les troupes explorent davantage leur propre capacité aérienne, notamment avec l'achat de 14 hélicoptères neufs MD530E et MD902. La maîtrise des hélicoptères est indispensable dans le déplacement rapide de l'armement et les patrouilles<sup>130</sup>.

De manière croissante, les peshmergas développent leurs capacités d'action et de mobilisation grâce aux accords d'armements et de partenariat avec les puissances étrangères. L'évolution doctrinale du corps des peshmergas témoigne du passage de son état de guérilla insurrectionnelle, qui opère dans le cadre d'une lutte asymétrique contre un pouvoir central fort, à une quasi-armée régulière remilitarisée avec des armes nouvelles. En 2014, avec entre 200 000 et 250 000 hommes, elle est considérée comme l'armée la plus puissante d'Irak et témoigne de caractéristiques quasi-étatiques qui interrogent un potentiel statut d'armée régulière<sup>131</sup>. Bien que la guerre contre l'EI soit perçue comme une occasion de réunifier le corps des peshmergas, il semble toutefois que ce processus soit long à mettre en place et que des dissensions surviennent toujours sur le terrain.

L'indépendance du Kurdistan apparaît comme une épée de Damoclès au-dessus de Bagdad, pour qui le rétablissement de l'autorité kurde dans les territoires contestés est un danger pour l'unité du pays. En effet, lorsque Kirkouk passe sous administration kurde en 2014, on assiste à une réelle modification des rapports de force entre Erbil et Bagdad malgré la mise en place de patrouilles mixtes bien avant l'arrivée de l'EI. Cet événement permet à la région autonome d'intégrer à son territoire une zone de peuplement kurde et d'y étendre son influence. C'est un moment politique sans précédent pour les Kurdes d'Irak, dont l'économie va largement croître à la faveur de l'exploitation des gisements pétroliers. En effet, le GRK s'appuie grandement sur la présence d'hydrocarbures dans la RAK pour renforcer son

---

<sup>128</sup> EYNAUDI Matthieu, « Les peshmergas du Gouvernement Régional du Kurdistan irakien sont-ils une nouvelle force conventionnelle au Proche-Orient ? », opcit.

<sup>129</sup> SALIH, Mohamed. « New units step toward reforming Kurdish peshmerga », opcit

<sup>130</sup> EYNAUDI Matthieu, « Les peshmergas du Gouvernement Régional du Kurdistan irakien sont-ils une nouvelle force conventionnelle au Proche-Orient ? », opcit.

<sup>131</sup> « Les peshmergas kurdes, "première armée d'Irak" », *France 24*, juin 2014.

autonomie et sa route vers l'indépendance grâce à une économie florissante. Cela redistribue ainsi les cartes dans un Irak où Bagdad apparaît en position de faiblesse. Face au gouvernement fédéral, la RAK semble être un espace de stabilité grâce à ses avantages militaires, économiques et politiques. Il semble ainsi que la guerre contre l'EI puisse constituer une occasion particulière pour Erbil de tirer son épingle du jeu et de préserver habilement ses intérêts.



## Partie 3. L'organisation d'un référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien, une région autonome fragilisée par les divisions internes et les velléités internationales.

---

La prise de contrôle de l'autorité kurde sur les territoires disputés avec Bagdad semble lui conférer une confiance politique accrue dans la région. Les dirigeants du GRK semblent souhaiter profiter de cet avantage militaire pour poursuivre un dessein politique historique, nourrissant ainsi les espoirs d'indépendance d'un peuple kurde oublié lors de la signature du Traité de Lausanne en 1923. En effet, il est important pour le GRK de penser l'après Daesh et de garantir et pérenniser leur assise dans les territoires disputés. Cet événement pourrait être l'occasion pour les Kurdes de se mettre en route pour l'indépendance. Le 25 septembre 2017, avec un taux de participation de 72,2%, le peuple kurde d'Irak vote à quasiment 93% en faveur de l'indépendance de la région administrée par le Gouvernement Régional du Kurdistan, malgré les écrasantes pressions régionales et internationales. C'est une victoire politique forte pour le GRK. Pourtant, trois ans plus tard, le processus d'indépendance n'a toujours pas été lancé. En effet, dès l'annonce de la tenue du référendum, la région autonome a provoqué l'ire de Bagdad et perdu la majorité de ses soutiens internationaux, qui n'ont pas reconnu les résultats du vote ensuite. La tenue de cette consultation électorale a entraîné de lourdes conséquences sur les relations diplomatiques et économiques régionales et internationales du GRK mais également sur sa territorialisation dans les territoires disputés. En effet, la perte de vitesse du gouvernement kurde atteint son paroxysme lors de la reprise de Kirkouk à la mi-octobre 2017 par le gouvernement fédéral irakien secondé par les milices chiites dont le rôle s'avère croissant dans le champ politico-militaire irakien. Cet événement semble mettre fin à l'élan politico-militaire kurde pris depuis 2014. Le référendum et ses conséquences, qualifiés de « fiasco » conduisent, le 28 octobre 2017, à la démission de Massoud Barzani de son poste de Président du Kurdistan, qu'il occupait depuis 2005.

## Chapitre 1 – La route vers un référendum pour la légitimation d'un État de facto malgré le poids des pressions internationales

---

L'avantage stratégique acquis lors de guerre contre le groupe État islamique permet aux Kurdes d'avancer vers le règlement du conflit territorial qui les oppose à Bagdad. En effet, ce processus relancé à de multiples reprises est constamment mis en échec par les questions liées au pétrole qu'il soulève. L'article 140 de la Constitution de 2005, censé ouvrir la voie à un référendum dans les régions contestées n'a jamais été mis en application. Ainsi, si les peshmergas ont pu s'étendre sur ces territoires contrôlés par l'EI à l'été 2014 et au cœur d'un contentieux avec le gouvernement irakien depuis la formation de la Green Line, il semble que ce dernier soit inapte à y reconnaître l'assise kurde. Pourtant, l'élargissement de la RAK à ces territoires pourrait constituer l'achèvement d'un processus de construction du projet nationaliste kurde. En effet, dès juin 2014, Massoud Barzani déclarait sur CNN puis sur la BBC que Kirkouk et les autres régions kurdes ne feraient plus l'objet d'aucune discussion et l'article 140 était caduc<sup>132</sup>. Plus encore, maintenant que les territoires contestés sont administrés par le GRK, ses dirigeants pourraient ouvrir la voie à un référendum d'indépendance pour une région autonome kurde dont les caractéristiques politiques, territoriales et économique peuvent permettre de le caractériser de proto-État. En dépit de son statut de proto-État, la communauté internationale ne semble pas souhaiter voir le Kurdistan se séparer de l'Irak, ce qui pourrait affecter durablement la stabilité régionale.

### Section I – Un nouvel acteur sur la scène étatique mondiale ?

---

Le développement croissant du Kurdistan, aussi bien dans les domaines politiques, militaires et économiques, tend à reconsidérer son statut à l'échelle internationale ainsi qu'à l'échelle régionale. En effet, les velléités indépendantistes portées par un large pan de la société kurde relèvent du droit à l'État, confisqué par l'histoire depuis plus d'un siècle.

---

<sup>132</sup> Bulletin de liaison et d'information n°351 de l'Institut Kurde de Paris, juin 2014.

### *A - Un espace économique attractif au cœur des relations stratégiques régionales*

Si les questions politiques ne peuvent être dissociées des dynamiques économiques, il semble que la Région Autonome du Kurdistan constitue un espace économique particulièrement attractif au cœur d'une région aux enjeux en constante redéfinition. Dès 2003, les dirigeants kurdes ont opté pour le développement d'une campagne de relations publiques afin de mettre en valeur la RAK en tant que havre de stabilité, propice aux investissements. En effet, le renversement du régime de Saddam Hussein constitue pour les Kurdes d'Irak une occasion particulière d'accroître leur autonomie économique. Dans un Irak en pleine période de débaathification violente et intense, la RAK profite d'une stabilité attractive pour capter des investissements étrangers croissants en dépit de sa dépendance budgétaire à Bagdad. En juin 2006, le Parlement kurde adopte une loi sur l'investissement destinée à inciter les compagnies étrangères à investir dans la RAK, notamment dans le secteur pétrolier. Un bureau d'investissement est alors créé afin de mettre en place un suivi et un soutien aux pays qui souhaiteraient s'installer.

De même, le Gouvernement Régional du Kurdistan entretient des liens économiques forts avec ses voisins, la Turquie et l'Iran. Depuis les années 1990, il a en effet développé des liens économiques forts avec la Turquie via un commerce de pétrole, permettant de contourner l'embargo sur l'Irak décrété en août 1990 suite à l'invasion du Koweït par les troupes de Saddam Hussein. Les dirigeants kurdes ont pu, grâce à ce commerce illégal, financer les institutions de la région autonome et avoir accès à l'aide humanitaire turque. En retour, ils ont apporté leur soutien à la Turquie dans la lutte contre le PKK au long de la décennie. Forte de sa stabilité croissante en 2003, la RAK renforce ses liens avec la Turquie et constitue pour cette dernière une zone tampon face à la guerre d'Irak. On voit dès lors s'accroître le commerce d'hydrocarbures, la Turquie cherchant à s'émanciper davantage de sa dépendance énergétique à l'Iran et à la Russie. Ce partenariat solide s'est renforcé également en 2013 avec la mise en service de l'oléoduc reliant Tak Tak à Ceyhan, permettant à la région enclavée d'avoir un accès maritime pour l'exportation pétrolière à l'international et faisant de la Turquie le premier partenaire commercial de la RAK. Ces contrats de collaborations relèvent de relations stratégiques attisant les tensions régionales. En effet, en 2012, le ministre des affaires étrangères turc Ahmet Davutoglu se rend en visite à Kirkouk, sous la supervision du GRK. Cela crée un incident diplomatique fort avec Bagdad qui s'estime mise à l'écart dans

une ville relevant de son autorité<sup>133</sup>. Le resserrement des liens entre la RAK et la Turquie pose également problème aux autres entités kurdes telles que le PKK qui accusent le GRK, et plus précisément le PDK de collaboration avec l'ennemi. En juillet 2015 notamment, le PKK a attaqué le pipeline qui se rend à Ceyhan causant 250 millions de dollars de perte pour la RAK<sup>134</sup>.

Le GRK entretient également de bonnes relations économiques avec l'Iran. En effet, en août 2013, une voie d'exportation a été ouverte du Kurdistan au port iranien Bandar Imam Khomeini dans le sud du Pays. Ce dernier donne sur le Golfe Persique et ouvre la voie au commerce vers l'Asie<sup>135</sup>. Aussi, le 5 avril 2016, le chef des relations Iran-GRK de la diplomatie iranienne, Abdullah Akreyi, confie à Rudaw qu'une délégation a rencontré une délégation du ministère du pétrole en Iran afin de mettre en place un futur accord<sup>136</sup>.

Si le GRK a su entretenir ses relations économiques avec ses voisins depuis plusieurs années et attirer les investisseurs internationaux et régionaux, il semble que la RAK se soit vu attribuer un rôle économique central dans la région en constituant un espace de transit majeur pour ses voisins. En effet, ses deux frontières avec l'Iran et la Turquie représentent un atout majeur pour la région. En 2014 notamment, la guerre contre l'État islamique et la constitution d'une ligne de front a constitué une entrave à la libre circulation des marchandises vers le Sud de l'Irak diminuant ainsi largement les flux commerciaux par voie routière. En effet, en 2014, 2 500 camions franchissaient le poste frontière d'Ibrahim Khalil contre 700 en 2015<sup>137</sup>. Le Kurdistan, grâce à son réseau routier s'est alors positionné en espace de transit pour les échanges Turquie-Iran.

La région dispose de bons axes est-ouest, rendant la circulation fluide d'Ibrahim Khalil à Erbil, puis jusqu'à Souleimanyeh et enfin jusqu'aux postes frontières iraniens. Concernant ses infrastructures routières, Erbil prévoit même un plan d'autoroute à l'horizon 2030 afin de relier Ibrahim Khalil aux postes frontaliers de l'Iran ainsi qu'aux villes de

---

<sup>133</sup> BENHAIM, Yohanan. « Quelle politique kurde pour l'AKP ? », *Politique étrangère*, vol. été, no. 2, 2014

<sup>134</sup> « KRG suffers over \$250 mln loss following PKK attack on Kirkuk-Ceyhan oil pipeline », *Daily Sabah*, 3 août 2015.

<sup>135</sup> « Iraqi Kurdistan opens official crude oil trade route via Iran-sources », *Reuters*, 7 août 2013.

<sup>136</sup> « Kurdistan to export oil through Iran », *Rudaw*, 5 avril 2016.

<sup>137</sup> ROUSSEL, Cyril. « Le Kurdistan d'Irak, un espace de redéploiement des circuits commerciaux entre Turquie et Iran », *Les Cahiers d'EMAM* [En ligne], juillet 2015.

Kirkouk et de Mossoul<sup>138</sup>. Ce plan traduit bien des velléités du GRK sur les territoires contestés. Ces communications commerciales entre Erbil, Ankara et Téhéran se sont renforcées avec la guerre contre l'EI, tenant ainsi Bagdad à l'écart des négociations. L'éclatement politique de l'Irak en 2014 est finalement bénéfique à la reconfiguration spatiale et économique de la RAK. En effet, on y assiste à la réorganisation totale des dynamiques de circulation<sup>139</sup>.

Il semble que le processus d'ouverture économique engagé depuis plusieurs années aille de pair avec un processus d'autonomisation politique. Les zones frontalières représentent des lieux stratégiques pour le GRK à la fois économiquement, mais également car il voit son statut politique renforcé par les liens forts avec les puissances économiques voisines. Depuis 2005, les dynamiques économiques de cette région en plein essor tendent à se stabiliser malgré un fort clientélisme et une corruption endémique. Le GRK, disposant d'un pouvoir exécutif, législatif, judiciaire, d'une armée et d'un budget fiscal propre, présente quasiment tous les attributs d'un état de facto.

#### *B – Le Kurdistan : une force politique, économique et militaire aux attributs étatiques*

Fort d'une économie florissante et de son pouvoir politico-militaire, il semble que le Kurdistan souhaite s'insérer dans l'infrastructure du monde sous une forme étatique en tant qu'entité souveraine et sujet de droit international. Néanmoins, plusieurs critères principaux doivent être remplis pour qualifier cette entité politique d'État.

Dans un premier temps, un État doit disposer d'un territoire défini. À la faveur de la guerre contre l'EI, le GRK a imposé son assise sur les territoires disputés avec Bagdad et ainsi élargi le territoire de la région autonome. Afin de garantir l'intégrité territoriale de la région autonome, les peshmergas sont largement déployés à ses frontières dès 2003. Ses frontières sont, 10 ans plus tard, stables et contrôlées par des patrouilles kurdes, qui gèrent également les points de passage vers la Turquie et l'Iran. Dans un second temps, l'État doit être le fruit d'une communauté humaine. La communauté kurde d'Irak a vu son nationalisme renforcé au

---

<sup>138</sup> Annexe 8. TROIN, F. reprenant ROUSSEL, Cyril. programme Atlas du Kurdistan d'Irak, 2014

<sup>139</sup> ROUSSEL, Cyril. « Le Kurdistan d'Irak, un espace de redéploiement des circuits commerciaux entre Turquie et Iran », opcit.

fil des décennies dans un cadre de lutte contre la répression du gouvernement central. Les Kurdes d'Irak ont un hymne et un drapeau, dont le rouge représente la combativité du peuple et ses martyrs, le vert les montagnes et la nature et le blanc la prospérité et la paix. Son étoile centrale renvoie aux origines zoroastriennes dont le feu et le soleil sont des forces sacrées.

Ensuite, l'État doit disposer d'un gouvernement. Au Kurdistan, l'autonomie de facto de 1991 a permis de mettre en place une structure gouvernementale complexe indépendante de celle de Bagdad et disposant de compétences propres. En termes de législation, la RAK dispose d'un large corpus de lois et de règlements ainsi que de sa propre Cour de Cassation, témoignant ainsi de sa force législative, indépendamment de Bagdad. En effet, c'est l'Assemblée Nationale du Kurdistan qui adopte désormais les lois sans devoir se plier à la hiérarchie du gouvernement central. De plus, le gouvernement de la RAK est composé de nombreux ministères, dont certains relèvent davantage des caractéristiques d'un État que d'une région autonome. En effet, un Ministère de l'Aide Humanitaire et de la Coopération siège à Erbil dans le but de développer les liens diplomatiques et culturels<sup>140</sup>. Il est important de souligner que le Kurdistan irakien dispose de plus d'une dizaine de représentations qui s'apparentent à des ambassades dans différents pays. Plus encore, il semble que le Kurdistan ait développé une véritable para-diplomatie pour renforcer sa présence et s'imposer sur la scène interétatique. Selon Nuraddin Abdullah Razaman, universitaire en droit public, le Kurdistan a largement développé sa para-diplomatie en installant des délégations à l'étranger, pour préparer une éventuelle indépendance<sup>141</sup>. En effet, les relations extérieures du GRK sont croissantes depuis 2003 et la RAK jouit d'une place importante sur la scène internationale et régionale, par sa stabilité au cœur du Moyen-Orient. Nuraddin Abdullah Razaman qualifie ainsi la politique extérieure du GRK de proto-diplomatie : la région autonome dispose d'interlocuteurs à l'étranger qui planteront les ambassades une fois l'indépendance acquise et perpétueront les relations diplomatiques<sup>142</sup>.

Aussi bien que dans un État, le GRK assure la sécurité de son territoire. En effet, comme nous l'avons vu précédemment, la RAK dispose d'une force armée qui s'apparente de manière croissante à une armée régulière étatique. Forte de sa remilitarisation et de sa

---

<sup>140</sup> S.BABAN, Bryar. « Le Kurdistan : d'une nation apatride au droit à l'État ? », *Civitas Europa*, vol. 38, no. 1, 2017.

<sup>141</sup> RAMAZAN, N.A. *La paradiplomatie du Kurdistan irakien : le rôle des entités sub-étatique dans les relations internationales*, éd. universitaires européennes, Paris, 2014.

<sup>142</sup> Ibid.

restructuration croissante, l'armée de la RAK participe à de nombreuses opérations armées et la lutte contre l'EI lui confère une expérience précieuse. Avec une armée propre quasi régulière et des institutions relativement stables, la Région Autonome du Kurdistan dispose d'une force politico-militaire croissante dont les attributs lui permettent de se rapprocher du modèle de l'État.

Forte de l'accroissement de ses pouvoirs régaliens, la situation du Kurdistan présente une conjoncture favorable à des velléités indépendantistes. Il semble ainsi que les dirigeants aient, depuis plusieurs années, développé les domaines économique, diplomatique, juridique et militaire en vue d'une indépendance<sup>143</sup>. De nature quasi-Étatique, le Kurdistan semble en 2017 en route vers l'indépendance. Cependant, les déséquilibres que ces velléités entraînent, notamment dans les territoires disputés, inquiètent particulièrement la communauté internationale. Si les avancées territoriales sur les territoires contestés témoignent d'un moment politique fort, le GRK semble vouloir mobiliser des garanties afin de conserver ces gains. En dépit de son caractère étatique, le Kurdistan apparaît ainsi comme un mouvement séparatiste qui pourrait briser l'intégrité territoriale de l'État irakien, et ainsi perturber l'ordre international.

## Section II - Des pressions étrangères répondant aux intérêts régionaux

---

L'histoire contemporaine du Kurdistan irakien est caractérisée par la persistance des ingérences étrangères. En effet, dans une position relativement fragile au cours du dernier siècle, le Kurdistan d'Irak a été au cœur des pressions régionales et internationales. À partir de son autonomie de facto en 1991 et plus particulièrement de l'intervention américaine en 2003, le poids politique, diplomatique, militaire et économique de la région du Kurdistan s'est accru, faisant du Gouvernement Régional du Kurdistan un interlocuteur de taille, représentant d'une certaine stabilité dans un Moyen-Orient en constante redéfinition. En effet, l'opération Iraqi Freedom confère une certaine légitimité à la région kurde en Irak dont l'autonomie croissante lui confère une réelle influence sur l'échiquier politique irakien. Pour autant, la RAK est toujours la cible de fortes pressions régionales et internationales. Ses velléités

---

<sup>143</sup> S. Baban, Bryar. « Le Kurdistan : d'une nation apatride au droit à l'État ? », *opcit.*

indépendantistes ont tantôt été soutenues, tantôt décriées. Lors de la tenue du référendum, le GRK a subi de nombreuses pressions étrangères afin de l'en dissuader. La question des territoires disputés, notamment, fait largement débat dans la région, chaque puissance voulant préserver ses intérêts.

#### *A – La question des territoires disputés depuis 2003*

Dès 2005, les questions autour des territoires disputés, abordées dans l'article 140 de la Constitution ont fait débat auprès des différentes puissances régionales. La Turquie semble déjà s'inquiéter d'un potentiel rattachement de Kirkouk à la région autonome. Si les turcomans considèrent Kirkouk comme leur capitale historique, la Turquie souhaite se placer en puissance protectrice afin d'assurer les droits de cette minorité qui serait désavantagée si Kirkouk passait définitivement sous administration kurde. Aussi, plus qu'une crainte de possibles troubles ethniques, il semble que la Turquie souhaite que se maintienne le statut d'autonomie dont jouit le Kurdistan, s'opposant fermement à une idée d'indépendance. Si le GRK contrôle Kirkouk, les revenus de l'exploitation du pétrole qui s'y trouve conférerait à la RAK une situation économique favorable à la marche vers l'indépendance. Il est ainsi nécessaire pour la Turquie que Bagdad garde le contrôle sur ce territoire contesté.

L'Iran également s'interroge sur cette idée de référendum et demande dès 2005 un délai de deux ans afin de décaler le référendum et ne pas déstabiliser la région. Ces deux pays ayant une minorité kurde sur leur territoire, ils ne souhaitent pas voir une enclave communautaire indépendante se dresser à l'orée de leur territoire.

Aussi, l'Arabie Saoudite aurait transféré en 2005 2 milliards de dollars au GRK afin qu'il reporte le référendum de dix ans<sup>144</sup>. Néanmoins, la création d'un État kurde indépendant pourrait être bénéfique aux pays sunnites tels que l'Arabie Saoudite ou la Jordanie qui verraient en ce nouvel État à majorité sunnite un rempart à l'influence iranienne chiite dans la région.

Néanmoins, il ne faut pas négliger l'importance des soutiens accordés au clan Barzani au cours des dernières années. En effet, plusieurs puissances occidentales ont exprimé des

---

<sup>144</sup> WÉRY Gauthier « Les Kurdes d'Irak, grands gagnants de la guerre contre l'État islamique ? Une analyse à moyen terme », opcit.



positions assez favorables à la tenue de cette consultation populaire. Les États-Unis notamment se sont longtemps placés en soutien au Kurdistan et ont tenu à favoriser le dialogue entre Erbil et Bagdad. Sous le mandat de Bush, les États-Unis se sont positionnés en faveur d'un compromis temporaire afin de retarder au maximum la tenue du référendum. Pour cela, l'UNAMI a été mandatée pour produire des rapports et recommandations afin d'apaiser les tensions et régler les différends territoriaux autour des zones contestées. Ces tentatives restant vaines, l'administration Obama a tenu à réaffirmer la suprématie de la Constitution et donc de l'article 140 impliquant la nécessité de la tenue du référendum afin de régler le contentieux territorial<sup>145</sup>.

### *B – Pressions et désolidarisations à l'aube du référendum*

Il semble que la prise de Kirkouk ait constitué un moment politique majeur dans la route vers l'indépendance kurde. Le 27 juin 2014, quelques jours après le déploiement des peshmergas sur la ville, le leader du PDK déclare que Kirkouk ne sera plus jamais sous administration arabe et qu'ainsi son rattachement au Kurdistan serait définitif. Trois jours plus tard, Massoud Barzani appelle l'ONU à encadrer un référendum respectant le protocole de l'article 140<sup>146</sup>. La route vers l'indépendance est entamée.

Début juillet 2014, Massoud Barzani annonce vouloir mettre en place une commission parlementaire chargée d'assurer la tenue du référendum d'indépendance<sup>147</sup>. Il est important de souligner l'ambiguïté des déclarations turques à cet égard. En effet, dans une interview réalisée fin juin au Financial Times, Hüseyin Çelik, porte-parole de l'AKP, a tenu à réaffirmer sa fraternité avec le peuple Kurde et, implicitement, a souligné le caractère quasi inévitable d'une partition de l'Irak<sup>148</sup>. Si la Turquie était relativement proche du gouvernement fédéral, il semble qu'elle se soit rapprochée progressivement du GRK à partir de 2007 lorsque les relations se sont crispées avec Nouri al Maliki. En effet, les chiites au pouvoir mènent une politique de débaathification massive entraînant en Irak une marginalisation des populations arabes sunnites dont la Turquie est assez proche.

---

<sup>145</sup> WÉRY Gauthier « Les Kurdes d'Irak, grands gagnants de la guerre contre l'Etat islamique ? Une analyse à moyen terme », *opcit.*

<sup>146</sup> MARCOU, Jean. « La Turquie prête à accepter l'indépendance des Kurdes irakiens ? » *Observatoire de la Vie Politique Turque*, juillet 2014.

<sup>147</sup> « Iraq Kurdistan independence referendum planned », *BBC News*, 1<sup>er</sup> juillet 2014.

<sup>148</sup> *Ibid.*

Avec la guerre contre le groupe État islamique, le référendum est repoussé. Néanmoins, lorsque l'organisation du référendum a été annoncée en juin 2017, l'ensemble des acteurs régionaux et internationaux se sont désolidarisés des dirigeants du GRK et les pays voisins qui abritent une population kurde ont réagi de manière très négative, craignant un précédent qui pourrait se reproduire à l'intérieur de leurs frontières. En effet, malgré des déclarations favorables à une indépendance en 2014, la Turquie a fait marche arrière en avertissant le GRK de la possibilité d'un conflit armé ethnique dans la région. Selon le Président Erdogan et de nombreuses personnalités politiques turques, il est important de pointer la gravité et l'irresponsabilité de la mise en place de cet événement dont les conséquences militaires et économiques pourraient s'avérer désastreuses<sup>149</sup>.

Les États-Unis, qui sont un soutien majeur au GRK se sont eux aussi désolidarisés. Plus encore, ils ont sommé les dirigeants kurdes irakiens d'annuler le référendum. Pour cause, la tenue de ce vote pourrait entraîner un conflit majeur avec Bagdad créant des failles que le groupe État islamique pourrait exploiter afin d'augmenter sa force de frappe. Depuis 2003, les Américains sont les garants d'un équilibre des pouvoirs entre les Kurdes, les Chiïtes et les Sunnites qui permet de préserver l'intégrité territoriale de l'Irak. Ainsi, ils ont tenu à réaffirmer leur rôle de négociateur dans les relations entre Erbil et Bagdad et ont ainsi appelé le GRK à ouvrir un dialogue sérieux et durable avec le gouvernement fédéral, qualifiant le référendum de « provocateur » et « déstabilisant »<sup>150</sup>. En France également, le chef de la diplomatie française Jean-Yves Le Drian a qualifié l'organisation du référendum d'« initiative inopportune » et, comme ses homologues américains, il a tenu à rappeler l'importance du respect de la Constitution et des articles prévus à cet effet tout en assurant le dialogue entre Erbil et Bagdad<sup>151</sup>.

Pour les pays du Golfe, un Kurdistan indépendant sunnite peut être un allié de taille aux portes de l'Iran. Cependant, à l'approche du référendum, l'ensemble des dirigeants de la région a appelé les Kurdes à la retenue. En effet, aux Émirats Arabe Unis et en Arabie

---

<sup>149</sup> BODART, Taline. « Référendum au Kurdistan irakien : quelle réponse internationale ? », *CERMAM*, 4 octobre 2017.

<sup>150</sup> « Kurdistan irakien : Washington veut l'abandon du référendum d'indépendance », *Le Monde avec AFP*, 16 septembre 2017.

<sup>151</sup> « Irak : le référendum sur l'indépendance kurde est une "initiative inopportune", selon Jean-Yves Le Drian », *Europe 1*, 18 septembre 2017.

Saoudite, si la sphère médiatique s'est prononcée en faveur du vote pour l'indépendance, les gouvernements ont appelé les Kurdes au respect de l'intégrité territoriale de l'Irak et à la stabilité. Ils ont été suivis de près par Bahreïn, le Koweït et le Qatar qui ont appelé au maintien de l'unité nationale irakienne. Selon les pays du Golfe, si un accord pacifique n'est pas mené entre Erbil et Bagdad, un long conflit pourrait s'installer et ouvrir la voie aux ingérences croissantes<sup>152</sup>.

Plus encore, si les dirigeants de la RAK avaient sollicité l'ONU en 2014 pour encadrer le référendum, l'organisation internationale s'est positionnée à l'encontre de sa tenue. En effet, le 22 septembre 2017, les représentants des Nations Unies ont déclaré que le référendum allait nuire aux efforts déployés pour lutter contre le groupe EI. Quelques jours plus tôt, Jan Kubus, envoyé de l'ONU en Irak avait proposé au leader Massoud Barzani de renoncer à la tenue de ce référendum sur l'indépendance tant que les opérations contre le groupe EI n'étaient pas terminées. En retour, les Nations Unies avaient proposé leur aide pour parvenir à un accord avec Bagdad d'ici à moins de trois ans, garantissant ainsi la tenue d'un référendum au terme de ses négociations<sup>153</sup>.

Néanmoins, le Gouvernement Régional du Kurdistan obtient le soutien actif de Moscou mais également d'Israël, un allié informel de longue date. En effet, l'État hébreu a, à plusieurs reprises, aidé les dirigeants kurdes dans leur lutte pour la reconnaissance des droits de leur peuple. Dans les années 1960, le pays a développé un partenariat militaire et stratégique avec les dirigeants kurdes en leur fournissant d'une part armes (artillerie sol-sol et défense anti-aérienne) et entraînements militaires, et d'autre part un soutien au développement des moyens de renseignement auprès de Mustafa Barzani<sup>154</sup>. Ainsi, le 12 septembre 2017, Benjamin Netanyahu a réaffirmé son soutien à la tenue d'un référendum qu'il estime légitime. On peut penser que les rivalités entre Israël et l'Iran sont également à l'origine de ce soutien, la formation d'un État allié aux portes de l'Iran pouvant être stratégiquement intéressant. Enfin, le GRK peut être un rempart croissant contre l'avancée du djihadisme au Moyen-Orient<sup>155</sup>.

---

<sup>152</sup> IBISH, Hussein. « The Gulf Arab Countries and the Kurdish Referendum », *The Arab Gulf States Institute in Washington*, 29 septembre 2017.

<sup>153</sup> « UN Security Council opposes Kurdish independence vote », *AFP*, septembre 2017.

<sup>154</sup> « Le Kurdistan : un rempart contre l'ingérence turco-iraniennne », *JForum*, 17 août 2017.

<sup>155</sup> KELLER, Jeffrey. « Israel endorses independent Kurdish state », *Reuters*, 13 septembre 2017.

Ainsi, la Région Autonome du Kurdistan présente de nombreuses caractéristiques étatiques aussi bien au niveau de son économie, de sa politique ou de ses liens paradiplomatiques. Cependant, une grande partie de puissances étrangères est largement défavorable aux revendications indépendantistes des Kurdes d'Irak. En effet, dès l'annonce de la tenue d'un référendum pour l'indépendance du Kurdistan irakien, l'ensemble des acteurs régionaux et internationaux se sont positionnés à son encontre, qualifiant l'acte d'« inopportun », de « grave » ou bien de « provocateur », à l'exception de l'État hébreu. Malgré ces pressions internationales, Massoud Barzani et ses soutiens ont maintenu le référendum à la date du 25 septembre 2017. Dès lors, les chancelleries occidentales ont détourné le regard et ont laissé les Kurdes face à leur sort après l'annonce des sanctions irakiennes sur la région autonome, considérant qu'il s'agit d'un problème interne à l'Irak. Sans soutien ni reconnaissance étrangère, l'indépendance ne peut être actée, plongeant pour quelques instants le Kurdistan dans un isolement régional et international.

## Chapitre 2 – Le Kurdistan, un espace en crise après la tenue du référendum sur l'indépendance ?

---

La RAK présente de nombreuses caractéristiques étatiques permettant de légitimer les velléités indépendantistes de son peuple. Élargi aux territoires disputés au gré de la guerre contre l'EI, le Kurdistan semble prêt pour la tenue d'un référendum sur son indépendance et ses dirigeants entendent faire primer la volonté du peuple et accéder à ses aspirations. Cependant, largement abandonnés par la communauté internationale, les Kurdes subissent les conséquences de la tenue de ce référendum. De la reprise des territoires contestés par Bagdad à l'accroissement des failles sur la scène politique kurde, il semble que la RAK soit plongée dans une profonde crise économique et politique à l'issue de ce scrutin.

### Section I – Tenue du référendum et conséquences immédiates.

---

L'idée d'un référendum sur l'indépendance est en attente depuis plusieurs années. En septembre 2017, l'ensemble des conditions paraît réuni et le Kurdistan présente une conjoncture favorable à sa tenue. Vigoureusement rejeté, le référendum provoque l'ire de Bagdad qui impose de larges sanctions au GRK.

#### *A – Un référendum pour légitimer les aspirations politiques du peuple kurde.*

En juillet 2014, l'idée de mettre en place le référendum prévu à l'article 140 de la Constitution est réinscrite à l'agenda politique kurde. En effet, Massoud Barzani exprime le souhait de la création d'une commission parlementaire chargée d'élaborer la tenue du référendum<sup>156</sup>. Ce projet est cependant mis en attente à la faveur de la guerre contre l'EI. Quatre mois plus tard, la reprise du Mont Sinjar et l'absence des forces armées irakiennes constituent des arguments supplémentaires afin d'affirmer la supériorité militaire puis politique des Kurdes, ce qui permet de justifier davantage les velléités indépendantistes. En février 2016, Massoud Barzani réaffirme souhaiter lancer un référendum, cependant non

---

<sup>156</sup> « Iraq Kurdistan independence referendum planned », opcit.

contraignant, avant octobre 2016<sup>157</sup>. En effet, il est important, selon le leader du PDK, de connaître la volonté du peuple kurde afin de pouvoir l'exécuter en temps voulu. Le référendum n'est pas mis en place, mais l'idée est remise en avant à la faveur du lancement de l'opération sur Mossoul en octobre 2016. En effet, dès lors, Nechirvan Barzani annonce les ambitions du PDK. Dans un entretien avec le quotidien allemand Bild, il affirme que les choses sont mûres pour l'indépendance du Kurdistan depuis longtemps mais que l'issue de la Bataille de Mossoul pourra être favorable à la réalisation du référendum d'indépendance<sup>158</sup>. Par ces déclarations, le Premier Ministre du GRK embrase de nouveau les relations avec le gouvernement fédéral, faisant peser le risque d'un conflit entre Erbil et Bagdad sur le bon déroulement des opérations sur Mossoul<sup>159</sup>. Il semble effectivement que la bataille de Mossoul ait été un moyen pour les différentes parties prenantes de lutter pour ses intérêts politiques. De plus, il semble que, guidés par leur calendrier électoral, les États-Unis se soient focalisés sur l'aspect militaire de la bataille en fournissant des armes à toutes les factions sans penser la gouvernance politique une fois l'État islamique vaincu. En effet, on assiste en Irak à un phénomène de milicisation du territoire sur lequel chaque partie cherche à répondre à ses intérêts dans l'espace d'opportunités que représente la bataille de Mossoul<sup>160</sup>.

Le 7 juin 2017, Massoud Barzani annonce la tenue d'une consultation électorale en faveur de l'indépendance du Kurdistan irakien après qu'une entente ait été scellée entre le PDK et le parti de Jalal Talabani<sup>161</sup>. Fin août, le gouverneur de Kirkouk annonce, après délibération du conseil provincial, la participation de sa province au référendum sur l'indépendance du Kurdistan, qualifié de « décision historique »<sup>162</sup>. Si Bagdad a immédiatement souligné le caractère illégal et anticonstitutionnel de l'organisation du référendum, notamment dans les zones disputées comme Kirkouk, il semble que les dirigeants de la RAK soient déterminés à faire tenir le référendum. En effet, l'évolution du contexte régional à la faveur du Kurdistan irakien a conféré une certaine légitimité au GRK et notamment au PDK. En effet, ce dernier apparaît comme un acteur politico-militaire

---

<sup>157</sup> « Kurdistan: vers un référendum d'indépendance », *Reuters*, 3 février 2016.

<sup>158</sup> ROTIVEL, Agnes. « Les idéologies nationales divisent les Kurdes », *La Croix*, octobre 2016.

<sup>159</sup> LAGNEAU, Laurent. « La question de l'indépendance du Kurdistan irakien sera posée après la bataille de Mossoul », *Zone militaire opex360.com*, 29 octobre 2016.

<sup>160</sup> QUESNAY, Arthur. « Les enjeux politiques de la bataille de Mossoul », *opcit.*

<sup>161</sup> SALLON, Hélène. « Au Kurdistan irakien, un référendum d'autodétermination à haut risque », *Le Monde*, 14 juin 2017.

<sup>162</sup> « Irak: la région de Kirkouk participera au référendum sur l'indépendance kurde », *RFI*, 29 août 2017.

incontournable dans le brasier irakien voire régional, soutenu par de grandes puissances telles que les Etats-Unis pendant de longues années. Si cette idée germe depuis de longues années, les conditions semblent réunies et propices à la tenue de cette consultation électorale. Avec une armée quasi régulière, des institutions relativement stables et une situation prospère grâce aux revenus du pétrole, la RAK présente de nombreux aspects d'un proto-État dont la légitimité peut être reconnue grâce à ce référendum.

Malgré des tensions internes au Kurdistan, le PDK réussit à porter ce projet en s'entendant avec ses rivaux politiques, notamment l'UPK. En effet, quelques jours avant le référendum, Massoud Barzani a été accueilli lors d'un rassemblement en faveur du référendum à Souleimanyeh. Malgré les objections de la famille Talabani, une partie de l'UPK s'est rangée derrière le leader de l'UPK dans cette route vers l'indépendance. Bien que contre la politique menée par Barzani, il semble que l'UPK ait eu une attitude ambiguë vis à vis de la tenue du référendum. Aussi, il est important de s'intéresser à la situation de l'opposition en 2017. En effet, l'UPK semble fragmentée et affaiblie par l'absence de son leader, Jalal Talabani, très malade au moment du référendum. De même, le parti Goran perd son leader Nawshirwan Mustafa en mai 2017. Ainsi, l'opposition au PDK semble amoindrie au moment de l'annonce du référendum, ses principaux partis rivaux témoignant d'une certaine perte de vitesse<sup>163</sup>.

Le référendum, dont le processus semble bloqué depuis 2007 se déroule finalement le 25 septembre 2017, sans débordement particulier. Avec 92,73% de voix en faveur du « oui », le peuple kurde d'Irak se positionne en faveur de l'indépendance, s'approchant davantage de ses aspirations mises à l'écart lors de la signature du traité de Lausanne en 1923<sup>164</sup>.

### *B – Un acte illégitime et anticonstitutionnel selon Bagdad*

Lors de la tenue du référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien, les tensions entre Bagdad et Erbil semblent à leur apogée depuis la formation de la RAK. En effet, la participation de Kirkouk au référendum constitue un point de friction majeur entre le GRK et le gouvernement fédéral irakien. Comme nous l'avons vu précédemment, la question des

<sup>163</sup> PERPIGNA IBAN, Laurent. « Un référendum pour rien ? », *Le Monde Diplomatique*, février-mars 2020.

<sup>164</sup> « Au Kurdistan, le « oui » au référendum d'indépendance triomphe, Bagdad fulmine », *AFP*, 27 septembre 2017.

territoires disputés est intrinsèquement liée à la question de l'indépendance pour le Kurdistan. En effet, ces revendications témoignent d'un attachement communautaire à des zones de peuplement kurdes, mais également de velléités économiques sur les gisements d'hydrocarbures qui s'y trouvent.

Si les Kurdes ont su établir dans le nord de l'Irak une région autonome dont les compétences s'apparentent à celle d'un État au gré de la déliquescence du régime baathiste, il semble que les tensions avec Bagdad aient persisté, ainsi que la rhétorique anti Kurdes, particulièrement sous Nouri al Maliki.

Ainsi, la tenue du référendum du 25 septembre 2017 sur l'indépendance du Kurdistan a été perçue à Bagdad comme une tentative d'annexion anticonstitutionnelle des territoires disputés. Dès le lendemain du référendum, le Premier Ministre irakien Haider al Abadi a adopté une réaction très virulente à l'égard des chefs du GRK : Bagdad n'a reconnu ni le scrutin, ni les résultats du vote et a annoncé de nombreuses sanctions à son égard. Ainsi, Haider al Abadi a affirmé ne pas vouloir entamer de négociations avec les leaders kurdes sur la base du résultat de ce scrutin, bien que Massoud Barzani ait tenté de rassurer Bagdad sur ses intentions : ce dernier a réaffirmé ne pas vouloir imposer l'indépendance de la RAK mais bien ouvrir des discussions à ce sujet avec le gouvernement fédéral, sur la base des résultats du vote. En réaction, le 27 septembre, le Parlement irakien a voté la fermeture des postes frontières gérés par les Kurdes. Parmi ceux-ci, le poste frontière d'Ibrahim Khalil qui permet de passer en Turquie est particulièrement visé. Bagdad souhaite d'ailleurs s'accorder avec Ankara à cet effet afin de coopérer pour la gestion et la sécurité de ce point de passage. Deux jours plus tard, la totalité des lignes aériennes sont coupées en direction du Kurdistan afin d'isoler Erbil sur la scène internationale et régionale. Le 30 septembre, l'Iran gèle les échanges de produits pétroliers avec le GRK<sup>165</sup>. Le budget prévu par le gouvernement fédéral étant également considérablement réduit. Plus encore, diverses personnalités kurdes se voient délivrer des mandats d'arrêts. C'est notamment le cas de Kosrat Khasul, membre de l'UPK d'une faction proche du PDK, et de Najmedin Karim, l'ancien gouverneur de Kirkouk, tous deux accusés de trahison. En réponse, les dirigeants kurdes signent également des mandats

---

<sup>165</sup> QUESNAY, Arthur. « Le retour de l'État irakien dans les "territoires disputés" », *Fondation pour la Recherche Stratégique*, 26 novembre 2017.



d'arrêts à l'encontre d'une dizaine de personnalités politiques irakiennes<sup>166</sup>.

En seulement quelques jours, le Kurdistan est la cible de nombreuses sanctions visant à affaiblir sa puissance politique et économique. Grâce au soutien des puissances régionales positionnées à l'encontre du référendum sur l'indépendance, Haider al Abadi impose à la région kurde un isolement régional. Plus encore, l'ensemble des puissances étrangères ont détourné le regard face à au GRK qu'ils ont contribué à fortifier, aujourd'hui en position de faiblesse. En effet, les États-Unis de Donald Trump ont affiché une certaine neutralité dans cette crise profonde entre Erbil et Bagdad. De même, les Nations Unies ont laissé les Kurdes d'Irak à leur sort, privant la région autonome d'une protection internationale précieuse. Dès lors, Bagdad, secondée par les milices chiites du Hashd el Chaabi a pu se mettre en marche pour reconquérir les territoires disputés.

## **Section II – Un Kurdistan irakien en perte de vitesse après le référendum et ses conséquences : l'échec de la territorialisation du GRK dans les territoires disputés.**

La participation de Kirkouk au référendum sur l'indépendance du Kurdistan constitue un point de friction majeur entre Erbil et Bagdad. En effet, le gouvernement irakien, qui considère cette volonté de rattachement comme une annexion, s'appuie rapidement sur les milices chiites pour réinstaller son administration et faire valoir sa souveraineté dans les territoires disputés. Après la reprise de l'ensemble des territoires disputés par les troupes fédérales, la Région Autonome du Kurdistan apparaît comme un espace en crise, victime de la prise de confiance politique de ses leaders après la guerre contre l'EI. La prise de Kirkouk alimente les tensions entre les deux principaux partis, l'UPK des Talabani et le PDK des Barzani. Le poids des dissensions internes qui gangrènent la politique kurde depuis de nombreuses années explique notamment pourquoi ces deux partis s'accusent mutuellement d'être responsables de la perte des territoires contestés, et par extension de l'échec du référendum.

---

<sup>166</sup> « Le Kurdistan irakien depuis le fiasco du référendum pour l'indépendance », *Fondation de l'Institut Kurde de Paris*, 27 septembre 2018.

*A – Le retour des Irakiens dans les territoires contestés : la reprise de Kirkouk.*

Peu de temps après la tenue du référendum, le Kurdistan est amputé de ses territoires récemment acquis à la faveur de la guerre contre l'EI. En effet, le gouvernement central entame rapidement la reprise des zones disputées au cœur du différend historique entre Erbil et Bagdad, instaurant un climat de défiance mutuelle. La reprise de Kirkouk notamment est le symbole de l'échec de la territorialisation du Kurdistan dans les territoires disputés.

Le 13 octobre, quelques semaines après la tenue du référendum sur l'indépendance, les forces de sécurité irakiennes secondées par les milices chiites du Hashd el Chaabi avancent sur la province de Kirkouk afin d'y chasser les Kurdes et d'y réinstaller leur administration. Face au refus du GRK d'accéder à la requête de Bagdad qui souhaite l'annulation totale du référendum ainsi que le recul des peshmergas à Kirkouk, les forces armées irakiennes lancent l'assaut le 15 octobre sur la ville en reprenant le contrôle de l'ensemble des routes ainsi que des différentes infrastructures. À l'issue de cinq jours de combats qui font au total une centaine de morts, les peshmergas se retirent de Kirkouk, désormais aux mains de l'État irakien. En effet, suite à la reconquête éclair de la ville, les soldats irakiens s'établissent graduellement dans les différents quartiers, ainsi que dans la base aérienne K-1 au nord-ouest de la ville et dans les champs pétroliers de la région. Aussi, certains bureaux du PDK établis à Kirkouk sont détruits par l'armée irakienne<sup>167</sup>. Progressivement, les forces de sécurité irakiennes et les milices chiites s'emparent de l'ensemble des villes et villages de la province de Kirkouk. Ils s'établissent également dans les plaines de Sinjar et de Ninive ainsi que dans le gouvernorat de Diyala et autour de Tuz Khurmatu dans la province de Salaheddine. Dans la plaine de Sinjar, les milices chiites (principalement les brigades Badr) ainsi que des milices yézidiées pro-Bagdad se redéployent au détriment du PKK qui est sommé de partir<sup>168</sup>. Les opérations sont nettement moins ardues dans la province de Ninive, où des milices chrétiennes pro-Bagdad se sont établies depuis 2016.

Faisant suite au vote du Parlement irakien le 27 septembre, les autorités irakiennes avancent également lors de ces affrontements sur les postes frontières contrôlés par les peshmergas. De violents heurts éclatent notamment à Fishrabout, à la frontière syrienne au

---

<sup>167</sup> QUESNAY, Arthur. « Le retour de l'État irakien dans les "territoires disputés" », *opcit.*

<sup>168</sup> « Situation du district de Sinjar entre 2014 et 2018 », *DIDR de l'OPFRA*, 8 octobre 2019.

bord du Tigre. En effet, les troupes fédérales appuyées par les paramilitaires chiites ont avancé depuis la ville de Zummar dans le nord-ouest de Mossoul afin de reprendre l'ensemble des villages avoisinant le poste frontière de Fishrabort qui se situe à la jonction entre le Kurdistan et le reste de l'Irak. Pour résister, les Kurdes s'emploient à mener des combats rapprochés en tirant des obus de mortiers ainsi que des missiles anti-chars téléguidés<sup>169</sup>. Il semble que la visée principale des troupes fédérales est de prendre le contrôle du poste frontière afin de sécuriser l'oléoduc qui permet les exportations vers Ceyhan. Au total, ces opérations militaires et paramilitaires sur les territoires disputés entraînent une trentaine de pertes chez les peshmergas. Pour atténuer les tensions, le GRK propose de geler les résultats du vote par référendum si le gouvernement fédéral accepte un cessez le feu. Cette proposition est perçue comme un affront par Bagdad qui exige l'annulation stricte et complète du référendum. Fin 2017, le gouvernement fédéral a retrouvé ses positions dans les territoires contestés, faisant correspondre la frontière sud du Kurdistan avec la Green Line de 2003 à nouveau.

Si Bagdad a pu se réinstaller dans les territoires disputés, c'est notamment grâce au soutien des milices. En effet, on observe une hausse du phénomène milicien avec la montée en puissance des Unités de Mobilisation Populaire, le Hashd el Chaabi, organisation mère qui regroupe l'ensemble des milices chiites d'Irak<sup>170</sup>. Lors de l'offensive éclair du groupe État islamique en juin 2014, le grand Ayatollah Sistani, chef très respecté du clergé chiite de Najaf, émet une fatwa pour appeler les chiites à s'engager dans la lutte contre l'EI. Entre 100 et 200 volontaires rejoignent immédiatement les milices chiites récemment formées ou réactivées. Progressivement, le Premier Ministre Haider el Abadi regroupe les chefs des différentes milices au sein d'une Commission de la Mobilisation Populaire à qui l'État irakien alloue un budget annuel de plus d'1,5 milliard de dollars. En 2016, les milices deviennent officiellement un outil de défense parallèle pour les forces armées fédérales. Placés sous les ordres directs du Premier Ministre, les soldats du Hashd el Chaabi jouissent des mêmes privilèges que les militaires et les policiers, à savoir de soldes, indemnités et avantages particuliers, bien que toute activité politique leur soit interdite. On retrouve au sein du Hashd el Chaabi une soixantaine de milices répondant à trois différentes tendances idéologiques. Si une première faction, pro Iran et proche d'Ali Khamenei, est en faveur de l'instauration du velayat e faqih, une seconde faction est proche de l'Ayatollah Sistani, en faveur de

<sup>169</sup> « Irak : violents combats entre les forces gouvernementales et kurdes », *AFP*, 26 octobre 2017.

<sup>170</sup> QUESNAY, Arthur. « Le retour de l'État irakien dans les "territoires disputés" », *opcit.*

l'instauration d'un État laïc. Une dernière faction se distingue par son caractère très nationaliste et anti-Iran sous l'égide de Moqtada el Sadr. Avec environ 100 000 hommes, les milices chiites appuient fortement le retour de l'État dans les territoires disputés, laissant planer le risque d'un contrôle trop fort des milices sur les systèmes politiques locaux.

À l'issue du redéploiement de l'État fédéral dans les territoires disputés, Bagdad a pu consolider son contrôle sur les zones pétrolifères et établir une gestion partielle des points de passage frontaliers. À cet effet, les autorités irakiennes se réservent le droit d'unifier les tarifs douaniers en envoyant des agents fédéraux pour contrôler les flux, entraînant d'importantes conséquences sur les revenus économiques de la RAK<sup>171</sup>. De plus, en 2018, le budget fédéral alloué au Kurdistan est rabaissé à 12% et son paiement s'effectue directement auprès des gouvernorats de Duhok, Erbil, Soleymanieh et Hallabja, sans passer par le Ministère des Finances du GRK<sup>172</sup>.

Ainsi, la tenue du référendum de septembre 2017 a eu des conséquences particulièrement désastreuses pour la RAK qui avait réussi à s'élargir au gré de la guerre contre l'EI. En effet, si les troupes fédérales ont réussi à reprendre l'ensemble des territoires disputés, Bagdad a tenu à rappeler à Erbil que les Kurdes n'avaient pas toutes les cartes en main en amputant son économie et en prenant le contrôle de ses postes frontières. Il semble cependant que les tensions internes au GRK aient affaibli considérablement la ligne de défense kurde face à la stratégie du gouvernement fédéral.

*B - Un dualisme politico-militaire historique entre le PDK et l'UPK : un processus de réunification inachevé à l'origine d'une « haute trahison nationale » ?*

Malgré des efforts de rapprochement entre les deux grands partis du Kurdistan, les tensions restent fortes entre les deux partis, et le dualisme militaire perdure en dépit des tentatives de dépolitisation du corps des peshmergas.

En 2006, la signature des Accords d'Unification du GRK permet l'unification des deux administrations, et prévoit la réunification des deux Ministères des peshmergas, qui est finalement effective en 2009. En 2013, des divisions internes à l'UPK conduisent à la

<sup>171</sup> MERCADIER, Sylvain. « Le Kurdistan irakien écartelé entre ses voisins », *ORIENT XXI*, 16 avril 2019.

<sup>172</sup> QUESNAY, Arthur. « Le retour de l'État irakien dans les "territoires disputés" », *opcit.*

formation du mouvement Goran qui devient rapidement le deuxième parti au Parlement kurde. Pour sa position plus neutre entre les deux grands, beaucoup de postes sont accordés à ses dirigeants afin de réduire stratégiquement la dualité et les influences partisans. C'est d'ailleurs le cas du Ministère des Peshmergas dont le poste est confié à un membre du Goran afin de garantir une certaine dépolitisation de la force armée du GRK. Néanmoins, une crise politique oppose en automne 2015 le PDK au Goran : les dirigeants de ce dernier sont démis de leur fonction au Ministère des Peshmergas et un membre du PDK y est remplacé. Bien que les deux ministères des peshmergas aient fusionné, la réalité sous le terrain est tout autre et les factions armées partisans sont toujours largement présentes. L'UPK et le PDK exercent tous deux un contrôle fort sur le corps des peshmergas, qui représente entre 190 000 et 300 000 hommes. En effet, seulement 38% d'entre eux seraient réellement sous le contrôle du Ministère des Peshmergas. Le Parti Démocratique du Kurdistan contrôle l'unité Yakay 80 ainsi que les brigades Gulan et Barzan qui regroupent environ 6 000 hommes. Il dispose également de son propre organe de renseignement, le Parastin. De son côté, l'Union Patriotique du Kurdistan dispose de l'unité Yakay 70 et de la force Dhisa Tiror qui représente environ 5 000 hommes. Comme le PDK, l'UPK dispose de son service de renseignement, le Zanyari. Aussi, quelques 30 000 peshmergas dépendent également directement du Ministère de l'Intérieur quand d'autres appartiennent à la force militaire Zerevani ou sont au service des différents ministères afin d'en assurer la protection<sup>173</sup>. L'influence des deux grands partis étant extrêmement forte au sein des différents ministères, il apparaît alors évident qu'une grande majorité des peshmergas répond encore à des logiques partisans.

En juillet 2014, le Parlement kurde a appelé les deux factions armées à s'unifier sous 6 mois afin de lutter efficacement contre l'EI. Cependant cette fusion semble assez complexe dans la mesure où les tensions sont toujours fortes entre l'UPK et le PDK. Il existe toujours une dualité vigoureuse qui semble difficile à éradiquer dans cette région où la corruption et le clientélisme sont habituels. De ce fait, plusieurs difficultés apparaissent au niveau du commandement des peshmergas et de leurs moyens militaires. Le processus de remilitarisation entamé à l'aube de la guerre questionne particulièrement les rapports entre l'UPK et le PDK. En effet, beaucoup de pro-Talabani accusent le Parti Démocratique du Kurdistan d'avoir eu une mainmise sur les mécanismes de réarmement de la région autonome. Une plainte des dirigeants de Souleimanyeh a d'ailleurs été déposée pour dénoncer le

---

<sup>173</sup> « Les Peshmergas, Gardes régionaux de la région du Kurdistan d'Irak », *DIDR de l'OPFRA*, 29 juillet 2016.

monopole du PDK sur le programme d'armement. En effet, le président du comité central de l'UPK, Adel Mura, a affirmé que les dirigeants de l'UPK avaient été exclus et que les peshmergas de Souleimanyeh n'ont pas reçu les balles envoyées par l'occident<sup>174</sup>. Ces propos sont cependant nuancés par le quotidien anglais arabophone Al Hayat qui affirme que l'UPK a reçu des munitions bien que leur quantité ait été moindre par rapport à Erbil et Duhok. Cela révèle cependant un fossé assez important entre les deux grands partis qui se traduit sur le terrain. De plus, il semble que le PDK bénéficie d'un soutien occidental plus fort que l'UPK qui s'est beaucoup rapproché de l'Iran au fil des ans. Il est d'ailleurs intéressant de noter que l'appui aérien s'est davantage concentré sur les zones proches des régions tenues par le PKK, au détriment des certaines villes comme Sadiyah et Jalawla sur lesquelles les peshmergas ont avancé à la fin de l'été 2014.

Les lacunes observées dans la communication et la coopération entre les deux grands partis et les déséquilibres engendrés peuvent s'avérer dangereux pour la stabilité du Kurdistan. Des retombées négatives sont d'ailleurs observées au cours de la lutte contre l'EI, lors de laquelle le manque de coordination entre les troupes se fait ressentir. En effet, le 24 novembre 2014, les peshmergas du PDK avancent sur l'ouest de Kirkouk. Le groupe État islamique contre-attaque très rapidement, et le PDK est contraint de battre en retraite. En raison d'un manque de communication, les peshmergas de l'UPK s'engagent eux aussi contre l'EI autour de Kirkouk et perdent plus d'une dizaine d'hommes. Quelques mois plus tard, en janvier 2015, des rivalités stratégiques opposent le commandant des troupes affilié à l'UPK et son adjoint affilié au PDK : les troupes conjointes des peshmergas ne sont que peu efficaces<sup>175</sup>.

Avec la perte de Kirkouk, les tensions sont très fortes entre les deux commandements. La reprise de la ville par les forces irakiennes est vécue comme une réelle humiliation. En effet, le Kurdistan a perdu l'ensemble des territoires disputés mais principalement Kirkouk et ses gisements pétroliers, assurant à la région autonome une économie dynamique. Si certains l'accusent d'avoir utilisé le référendum pour se maintenir au pouvoir, Massoud Barzani est contraint de démissionner en novembre 2017 après l'application de l'ensemble des sanctions sur la RAK. Les circonstances de la reprise de Kirkouk sont assez floues et n'ont fait l'objet que de très peu d'informations. En cause notamment, la mauvaise coordination des troupes

---

<sup>174</sup> « Will peshmerga tip balance of power in Iraq? », opcit.

<sup>175</sup> « Arming Iraq's Kurds: Fighting IS, Inviting Conflict », opcit.

peshmergas face au gouvernement irakien secondé par les milices chiïtes dont la tactique s'est révélée supérieure. La perte de la ville a entraîné la fuite de dizaines de milliers de kurdes de Kirkouk, Khanaqin, Tuz Khurmatu et de l'ouest de Mossoul vers la RAK, pesant davantage sur les situations économique et humanitaire sous tensions. En effet, la dette du GRK est estimée à ce moment à 52 milliards de dollars : le développement du secteur public, la chute des prix du pétrole et la guerre contre l'EI ont coûté cher aux Kurdes d'Irak<sup>176</sup>.

L'espace politique apparaît également en crise. Le PDK et son leader Massoud Barzani dénoncent une « haute trahison nationale », accusant les dirigeants de l'UPK d'avoir laissé la ville aux mains de Bagdad sans opposer de grande résistance<sup>177</sup>. Plus encore, le PDK pointe du doigt un accord secret négocié entre les milices du Hashd el Chaabi et l'Union Patriotique du Kurdistan qui leur a abandonné la ville de Kirkouk. Selon une conférence de presse donnée par Lahur Sheikh Jangi Talabi, le chef des brigades anti-terroriste de l'UPK en octobre 2017, la famille Talabani aurait donné l'ordre aux peshmergas de livrer Kirkouk aux milices en dépit de l'organisation de la résistance kurde, à l'issue d'un accord implicite scellé avec les États-Unis, l'Iran et l'Irak<sup>178</sup>. Le poids de l'Iran dans la perte de ces territoires est également notifié par le journaliste Fazel Hawramy dans un article publié dans *Al Monitor*. En effet, il y décrit la rencontre le 15 octobre 2017 entre un général iranien proche de Qassem Soleimani et des pasdaran, Abu Mahdi al Mohandis, Hadi el Ameri (à la tête des Brigades Badr membre du Hashd el Chaabi) et les commandants peshmergas de Kirkouk. Les trois hommes y auraient sommé les Kurdes d'abandonner la ville pacifiquement, et face à leur refus, les plans des positions kurdes dans Kirkouk auraient été transmis par les généraux iraniens aux Kurdes<sup>179</sup>. Ces différentes déclarations invitent ainsi à s'interroger sur les conditions de la perte de Kirkouk par les peshmergas en octobre 2017 et sur l'importance des pressions étrangères sur la question des territoires disputés.

La reprise de Kirkouk par le gouvernement central appuyé par les milices chiïtes a engendré de graves difficultés au Kurdistan. En effet, à la crise politique entre les deux grands

---

<sup>176</sup> TEJEL, Jordi. « Le Kurdistan dans la tourmente », *Revue Esprit*, février 2018.

<sup>177</sup> « Le Kurdistan irakien depuis le fiasco du référendum pour l'indépendance », *opcit.* <sup>178</sup> Conférence de presse de Lahur Sheikh Jangi Talabani, 23 octobre 2017 disponible à l'adresse : <https://www.facebook.com/553415444729749/videos/1669555033115779>

<sup>179</sup> HAWRAMY, Fazel. « How Iran helped Baghdad seize back Kirkuk », *Al Monitor*, 17 octobre 2017.

partis s'est ajouté une large crise économique. La perte des champs pétrolifères de la région de Kirkouk et les sanctions de Bagdad vis à vis du GRK ont porté un coup important à l'économie du Kurdistan. Les fonctionnaires n'ont pas été payés durant de longs mois alors même qu'ils représentent près de la moitié des salariés au Kurdistan<sup>180</sup>. Néanmoins, il semble que les peshmergas se soient unis davantage face aux avancées fulgurantes de l'armée irakienne en direction de la RAK. De même, les États-Unis, qui avaient tourné le dos aux Kurdes lors du référendum se sont intéressés de nouveau à la zone : le 27 octobre 2017, à l'issue d'un entretien téléphonique entre le secrétaire d'État américain Rex Tillerson et Massoud Barzani, les États-Unis ont annoncé un cessez-le-feu entre les peshmergas et les troupes fédérales<sup>181</sup>. Dès le lendemain, des négociations ont été entamées entre les deux parties. Il semble ainsi que les États-Unis, malgré le délaissement des Kurdes lors du référendum, soient toujours les garants de la région autonome dont l'existence a été appuyée lors de la rédaction de la Constitution en 2005. En effet, s'ils ont laissé le pouvoir fédéral s'emparer des territoires disputés, ils ne laisseront pas les troupes de Bagdad passer la frontière du Kurdistan.

À l'issue de cette crise, Bagdad apparaît en position de force en Irak. Isolé dans la région et à l'international, le Kurdistan est affaibli par les tensions qui divisent profondément la scène politique et son économie est soumise à rude épreuve. Néanmoins, il semble que le GRK demeure, même après le référendum, un acteur de taille dans la région. Bien qu'amputé de ses territoires acquis à la faveur de la guerre contre l'État islamique, le Kurdistan a préservé le territoire qu'il s'est vu conféré par la Constitution. Plus encore, la pérennisation de réseaux djihadistes dans certaines régions va mettre en difficulté le pouvoir central, rappelant la nécessité d'une lutte conjointe et d'un accord entre Erbil et Bagdad contre cet ennemi commun.

---

<sup>180</sup> « After Kirkuk: What does Erbil's defeat mean for the regional balance of power », *Al Jazeera Center for Studies*, 12 novembre 2017.

<sup>181</sup> Ibid.



## Partie 4. Bagdad, maître du jeu après l'acte « anticonstitutionnel » des Kurdes ?

---

Secondé par les milices chiites du Hashd el Chaabi, le gouvernement fédéral irakien semble avoir déstabilisé le rapport de force en place depuis 2014. En effet, les troupes fédérales et paramilitaires ont repris l'ensemble des territoires disputés tandis que le gouvernement de Bagdad imposait des sanctions au Kurdistan, portant un coup à ses activités politiques et économiques régionales. Néanmoins, bien que le référendum ait été qualifié de « fiasco », il a permis de prouver démocratiquement les aspirations d'un peuple dont les revendications sont tues depuis près d'un siècle. Plus encore, il semble que Bagdad n'ait pas totalement repris la main en Irak et que le Kurdistan représente toujours un havre de stabilité majeur dans un Moyen Orient aux enjeux en constante redéfinition. En effet, Erbil semble avoir su se relever de l'échec du référendum malgré les dissensions internes au GRK et renouer avec ses partenaires régionaux et internationaux. Véritable îlot de stabilité dans la région, l'entité autonome avait su, au cours des années, renforcer ses liens économiques avec les pays voisins et apparaître comme un acteur indispensable dans les relations régionales. Si les sanctions de Bagdad ont aggravé la crise économique, le retour des investissements et l'accroissement des partenariats économiques du Kurdistan certifient le caractère essentiel de cet acteur, dont l'isolement régional prend rapidement fin.

Plus encore, les Kurdes s'affirment lors des élections de 2018, rappelant leur importance dans le système politique irakien et leur permettant de peser davantage dans la reprise des négociations sur le pétrole avec Bagdad. Au sein même de la région autonome, le clan Barzani est toujours très fort malgré des contestations à l'égard du bipartisme qui y règne depuis des décennies. Enfin, la souveraineté et l'indépendance du corps des peshmergas se sont révélées indispensables à la stabilité sécuritaire de la région. Bien que marginalisés, ils sont rapidement rappelés par le gouvernement central dans le cadre d'opérations conjointes de lutte contre les cellules restantes de l'État islamique et constituent pour les États Unis un rempart certain contre l'impérialisme régional de la République Islamique d'Iran.

## Chapitre 1 – L'échec relatif d'Erbil face à la remontée en puissance de Bagdad dans l'espace politique irakien

---

En organisant un référendum sur l'indépendance du Kurdistan en septembre 2017, les dirigeants de la RAK, ont tenté de réaliser un projet politique nationaliste en attente depuis 1923. Bien que cet affront ait valu aux Kurdes de lourdes sanctions ainsi que la perte des territoires acquis à l'été 2014, il semble que la région autonome se soit progressivement relevée de cet échec. En effet, comme c'est le cas de manière relative depuis l'autonomie de facto en 1991, le Kurdistan constitue, même après 2017, un îlot de stabilité pour l'Irak, dans lequel le taux de développement et les conditions de vies sont assez élevés, quand le taux de pauvreté reste plus faible que dans les autres régions du pays. La situation économique tend à être améliorée avec la reprise des partenariats économiques régionaux et internationaux mais également par le biais d'une diversification autour de deux secteurs notamment, l'agriculture et le tourisme. Aussi, malgré des relations tendues au sein de la classe politique, les dirigeants kurdes continuent de jouer un rôle majeur sur l'échiquier politique irakien. Forts des victoires électorales de 2018, les Kurdes peuvent reprendre les négociations avec Bagdad relatives à la gestion des revenus du pétrole pour parvenir à un accord.

### Section I – De la renégociation de l'accord sur les revenus du pétrole à la reprise des investissements : vers une amélioration de la situation économique du Kurdistan.

---

Avec de lourdes sanctions sur ses relations diplomatiques et économiques et la renégociation de l'accord sur le pétrole entre Erbil et Bagdad en mars 2018, le Kurdistan a été plongé dans une grave crise politique et économique. Néanmoins, la région semble toujours constituer un havre de stabilité au cœur du brasier Moyen-Orient. En effet, avec de grandes villes dont la sécurité est largement assurée par les forces intérieures, le Kurdistan apparaît comme une zone hautement fonctionnelle. En effet, ses deux grands aéroports internationaux lui permettent une ouverture régionale et internationale. Avec le contrôle de ses frontières terrestres, récupéré après les sanctions du référendum, Erbil reprend progressivement les

échanges commerciaux avec les pays frontaliers et tend à diversifier son économie, faisant du Kurdistan une région relativement prospère dont les relations rétablies avec Bagdad permettent la reprise des négociations autour de la question pétrole.

#### *A – La reprise des négociations sur le pétrole avec Bagdad*

À l’issue du référendum, Erbil a perdu une grande quantité de ses exploitations présentes sur territoires disputés à la fin 2017. Bagdad, en position de force, a pu réduire considérablement la part du budget allouée au Kurdistan en mars 2018. Cependant, malgré des tensions latentes entre les deux gouvernements, des négociations avec Bagdad ont été relancées pour pallier les pertes liées à cet événement qui ont contribué à plonger le Kurdistan dans une grave crise économique.

En s’alliant avec des groupes politiques proches des milices chiites pro-Iran, les Kurdes réussissent à obtenir une part revue à la hausse du budget fédéral avec un partage plus avantageux des ressources pétrolières pour l’année 2019. Ainsi, les nouvelles négociations impliquent la livraison de 250 000 barils par jours d’Erbil à Bagdad en passant par la State Oil Marketing Organization ainsi que le reversement des revenus de l’exploitation des hydrocarbures à Bagdad. En retour, Bagdad doit nécessairement payer les fonctionnaires de la RAK et verser 12% du budget fédéral, ce qui équivaut environ à 8,2 millions de dollars<sup>182</sup>. Toutefois, des tensions se font ressentir à l’été 2019 : si le gouvernement fédéral a bien versé les salaires des fonctionnaires, il n’a pas versé la part du budget prévue. Pour cause, Erbil continuerait d’exporter illégalement vers la Turquie<sup>183</sup>. Dès lors, de nouvelles négociations sont organisées afin de trouver un nouvel accord.

Le 25 novembre 2019, les responsables irakiens ont annoncé la signature d’un accord de principe avec le GRK sur un nouveau partage des revenus du pétrole après de longs mois de discussions. Il s’agit d’une avancée importante dans la mesure où la démission d’Adel Abdul Mahdi, plus conciliant avec les Kurdes, après les manifestations d’octobre 2019 menaçait de fragiliser les discussions entre Erbil et Bagdad. Ce nouvel accord prévoit pour 2020 la livraison de 250 000 barils par jours à Bagdad en échange de l’augmentation de la

---

<sup>182</sup> MERCADIER, Sylvain. « Le Kurdistan irakien écartelé entre ses voisins », *opcit.*

<sup>183</sup> BOUVIER, Emile. « Les ressources de la Région autonome du Kurdistan d’Irak : une économie dominée par l’or noir », *Les Clés du Moyen-Orient*, octobre 2019.

part du budget fédéral alloué à Erbil. Cet accord, qui semble favorable aux deux parties, pourrait constituer la base d'un accord à long terme qui permettrait l'amélioration des relations avec le gouvernement fédéral après la période tumultueuse du référendum. Cette coopération est largement nécessaire dans les champs politique, économique mais également militaire. L'arrivée de Masrour Barzani à la tête du gouvernement régional a d'ailleurs été dans ce sens : le fils de Massoud Barzani a dès son investiture rappelé la nécessité d'entretenir de bonnes relations avec le gouvernement fédéral pour pouvoir repenser les rapports de force en Irak et établir un système de sécurité commun pour conduire à la défaite totale de l'EI.

Si les sanctions appliquées au lendemain de la tenue du référendum sur l'indépendance du Kurdistan ont largement paralysé l'économie kurde, les dirigeants du GRK ont su reprendre les négociations avec le pouvoir central afin de trouver un accord sur la gestion des revenus liés à l'exploitation des hydrocarbures et ainsi trouver un point de rencontre entre les intérêts des deux parties. Néanmoins ces accords restent fragiles de par la nature conflictuelle des relations entre Erbil et Bagdad. Au cœur d'un système commercial régional, le Kurdistan a, dès la fin de l'année 2017, rétabli les relations commerciales avec ses partenaires régionaux et internationaux, provoquant parfois l'ire du gouvernement fédéral.

#### *B – Retour des investissements et accroissement des partenariats économiques*

En 2018, malgré la menace de l'État islamique et les différentes sanctions de Bagdad fin 2017, la région autonome a enregistré un taux de 8% de croissance économique. En effet, la situation économique du GRK semble s'améliorer : les entreprises étrangères viennent se réinstaller dans la RAK et on assiste à une reprise des investissements progressive.

Si les entreprises occidentales peinent à reprendre confiance dans la région, le GRK se rapproche en mai 2018 de la Russie et de son Ministre des Affaires Étrangères, Sergueï Lavrov, qui semble profiter du lien brisé entre Erbil et Washington après le référendum. Une promesse d'investissement et d'intérêts des Russes est signée, sans l'accord de Bagdad, qui manifeste son mécontentement à l'égard de la politique étrangère russe au Kurdistan. La deuxième entreprise d'énergie russe, Rosneft, s'associe ainsi avec Erbil pour tirer le pétrole. 3,5 milliards de dollars sont versés à l'administration du GRK et 1,8 milliard de dollars supplémentaires sont alloués à la sécurité et au contrôle des pipelines qui permettent l'exportation du pétrole. Un prêt de 1,2 milliards de dollars est également mis à disposition

des Kurdes afin qu'ils investissent dans de nouvelles infrastructures pétrolières<sup>184</sup>.

De même, les échanges commerciaux avec les pays frontaliers de la RAK sont toujours nombreux et contribuent fortement à sa stabilité, alors même que le référendum aurait pu annoncer la chute de ces échanges. Si les déclarations de la Turquie avaient été particulièrement menaçantes à l'égard du Kurdistan pendant le référendum, cette dernière n'a jamais procédé dans les faits à la fermeture de ses frontières communes. Plus encore, la Turquie a proposé une aide humanitaire au GRK en novembre 2017 sans autorisation de Bagdad. Pour cause, les relations économiques entre les deux entités sont importantes : la Turquie, premier partenaire commercial de la RAK offre une voie d'exportation vers la Méditerranée orientale. La mise en service de l'oléoduc qui relie Tak Tak à Ceyhan a conféré à la Turquie le statut de « plaque tournante énergétique » pour le Kurdistan. En retour, la RAK apparaît pour les Turcs un espace riche en hydrocarbures qui permet également une porte d'entrée vers les régions arabes de l'Irak. En effet, la moitié des sociétés étrangères enregistrées au Kurdistan sont turques : près d'un millier d'entreprises turques sont implantées à Erbil, Duhok et Souleimanyeh. De plus, Erbil et Ankara ont signé en 2013 un contrat de partenariat économique sur 50 ans, que les positions turques sur la tenue du référendum ne semblent pas avoir remis en question. Le Kurdistan est ainsi toujours un allié majeur pour la Turquie qui cherche à s'affranchir de sa dépendance énergétique à la Russie<sup>185</sup>.

Il en va de même pour l'Iran, que les déclarations à l'encontre de la tenue du scrutin de 2017 n'ont pas empêché de collaborer avec le GRK. En effet, si l'Iran a, au lendemain du référendum, fermé ses frontières quelques jours pour sanctionner le GRK, le pays n'a pas hésité à les rouvrir quelques jours plus tard et à poursuivre sa collaboration politique et économique avec les Kurdes. Les relations se sont progressivement rétablies alors même que le gouvernement fédéral reprenait les territoires disputés entre Erbil et Bagdad. Si le PDK a été, dans son histoire et dans sa géographie, plus proche de la Turquie, l'UPK a noué une relation forte avec l'Iran dont l'influence s'est étendue le long des frontières du Kurdistan. Après le référendum, l'Iran a continué de développer son influence dans la RAK : le GRK, malgré un échec politique, apparaît toujours comme un interlocuteur incontournable sur la

---

<sup>184</sup> « Rosneft a versé une avance de 1,3 milliard de dollars au Kurdistan irakien », *L'Orient le Jour*, novembre 2017.

<sup>185</sup> « Le Kurdistan irakien pour la Turquie, est une porte d'entrée vers les régions arabes d'Irak », *IQNA Agence Internationale de Presse Coranique*, 01 mars 2020.

scène irakienne. En effet, l'Iran, cible des sanctions accrues des Etats-Unis dès 2018, voit en la RAK un espace de développement économique accru et s'implique davantage dans ses relations avec ses voisins Kurdes, évitant ainsi que ces derniers s'allient à des ennemis de l'Iran comme l'Arabie Saoudite<sup>186</sup>. Le GRK tire profit des alliances avec ses voisins qui lui garantissent une certaine stabilité. Néanmoins, la RAK est souvent la cible d'ingérence de l'Iran et de la Turquie qui luttent respectivement contre le PDKI et le PKK sur le sol kurde irakien. Erbil semble contrainte d'accepter ces frappes pour maintenir de bonnes relations diplomatiques avec ses partenaires économiques et ainsi être intégré dans l'ordre régional.

La Chine également semble s'implanter davantage dans la région autonome. En effet, après avoir signé des accords économiques avec l'Irak et l'Iran, c'est vers le Kurdistan que Pékin semble désormais se tourner. La Chine semble développer sa politique économique au Moyen-Orient en signant plusieurs projets de partenariat<sup>187</sup>. Si les relations avec Erbil étaient jusqu'ici très restreintes, les marchandises chinoises abondent progressivement l'économie kurde et trouvent en Irak et au Kurdistan un marché important de consommateurs. Aussi, on observe une progression du soft power chinois. En effet, une quantité croissante de livres sur la Chine et sur le système politique chinois est traduite en kurde. Un centre d'apprentissage de la langue chinoise a également ouvert à l'université Salaheddine à Erbil tandis qu'a été prévue l'ouverture d'un département de langue kurde à l'université de Pékin<sup>188</sup>.

La reprise des investissements et des échanges avec les partenaires économiques du Kurdistan témoigne de son attractivité aussi bien à l'échelle locale qu'internationale. Cela permet à la RAK de reprendre en main son économie, en grande difficulté au lendemain du référendum. En question depuis plusieurs années, la diversification de l'économie du Kurdistan semble désormais indispensable.

### *C – La diversification des sources de revenus de la région autonome*

La guerre contre l'EI et ses conséquences ont permis au GRK de pointer la nécessité de diversifier l'économie du Kurdistan. En effet, l'économie de la région autonome dépend

---

<sup>186</sup> « Le Kurdistan irakien pour la Turquie, est une porte d'entrée vers les régions arabes d'Irak », opcit.

<sup>187</sup> AZIZ, Sardar « Navigating a Growing Chinese Influence in Iraqi Kurdistan », *The Washington Institute*, 27 juillet 2020.

<sup>188</sup> Ibid.

principalement des revenus des hydrocarbures, qui représentent environ 80% du PIB régional. Au cœur des tensions régionales, cette principale source de revenus peut s'avérer dangereuse pour les Kurdes qui, s'ils ne diversifient pas leur économie, pourraient s'embourber dans une crise économique profonde. Diversifier l'économie de la région autonome émerge autour de deux secteurs, l'agriculture et le tourisme, pourrait permettre de contre balancer la part des revenus des hydrocarbures dans le système économique kurde. Si cette idée émerge dès 2016, la diversification apparaît absolument nécessaire au lendemain du référendum. En effet, la situation engendrée par la perte de Kirkouk en 2017 notamment témoigne de la dépendance énergétique de l'économie de la Région autonome du Kurdistan. Le 17 juillet 2019, le nouveau Premier Ministre renouvelle les volontés du GRK de diversifier les sources de revenus de la région autonome et entend donner un nouvel élan à l'économie.

L'agriculture est un secteur qui tend largement à être développé. En effet, la région du Kurdistan est, contrairement à un Irak relativement désertique, composée de chaînes montagneuses propices à l'agriculture et largement irriguées par le Grand Zab, le Petit Zab et le fleuve Diyala<sup>189</sup>. Durant la période de résistance contre le gouvernement central, la société kurde irakienne était purement agricole et autosuffisante. Plus encore, l'excédent de production agricole permettait de pallier les déficiences du reste de l'Irak, tourné vers l'industrialisation. Toutefois, après la guerre Iran-Irak, le gouvernement central a lancé plusieurs campagnes à l'égard des Kurdes, détruisant au passage plus de 3 000 villages, fermes, pâturages et sources d'eau<sup>190</sup>. Malgré la constitution d'une autonomie de facto à partir de 1991, l'ampleur des dégâts a détourné les Kurdes du secteur agricole. Dans le cadre du programme « Pétrole contre nourriture », les allocations accordées au Kurdistan n'ont pas pu être investies dans la production locale. En effet, le GRK n'a pas su imposer un contrôle strict sur les importations de biens, affaiblissant davantage le secteur agricole. Avec la chute du régime baathiste, la région kurde s'est largement autonomisée et a axé sa stratégie de développement sur le secteur privé et le secteur des services, préférant les importations à la production agricole locale<sup>191</sup>. Pourtant, le développement de l'agriculture semble primordial dans l'amélioration de la situation économique du Kurdistan. Pour ce faire, il est indispensable d'améliorer les systèmes d'irrigation et d'acquérir des biens nécessaires à la

---

<sup>189</sup> « Restoring the Bread Basket: Agriculture », *Invest in Group*, octobre 2013.

<sup>190</sup> HESHMATI, Almas. AUZER, Khazal. « The Role of Natural Resources in Kurdistan Regional Government's Economic Development », *UKH Journal of Social Sciences*, mars 2018.

<sup>191</sup> Ibid.

production agricole. Si l'agriculture représentait en 2017 environ 10% des revenus économiques de la RAK, le gouvernement de Masrour Barzani a réaffirmé le souhait de tendre vers une autosuffisance alimentaire, notamment autour de la production de blé et d'orge, en développant davantage les aides aux agriculteurs apportées sous forme de subventions par le Gouvernement Régional<sup>192</sup>.

Le tourisme également est au cœur d'un plan gouvernemental depuis quelques années. Si ses revenus ne correspondent jusqu'ici qu'à 4% de l'économie de la RAK, le secteur du tourisme tend à être développé afin d'augmenter ses recettes et promouvoir l'image du Kurdistan à l'international<sup>193</sup>. En effet, le gouvernement souhaite renvoyer l'image d'une région kurde prospère, qui a su être protégée des avancées de Daesh en Irak, et qui constitue un véritable havre de stabilité dans une région à l'équilibre tangent. Plus encore, la région autonome offre, grâce à ses températures d'altitude, un espace de tourisme agréable par rapport aux régions désertiques de l'Irak où la température en été est difficilement supportable. Dans cette perspective, le Ministère de la Ville a été rebaptisé en 2018 le Ministère de la Ville et du Tourisme. La même année, malgré des combats en Irak contre des poches de résistance de l'EI, plus de 1 310 000 touristes ont visité la région autonome, ce qui a permis d'accroître ses revenus d'environ 118 000 000 dollars<sup>194</sup>.

Avec des échanges commerciaux croissants, la diversification de son économie et la reprise des négociations sur le pétrole avec Bagdad, le Kurdistan semble vouloir retrouver sa place sur l'échiquier régional. Forte d'une économie qui reprend progressivement, l'influence des Kurdes d'Irak se retrouve également au plan politique. En effet, les conséquences de la tenue du référendum sur l'indépendance ne semblent pas avoir impacté durablement le Gouvernement Régional du Kurdistan qui apparaît toujours très influent en Irak. Si des manifestations contre les lacunes du service public et la corruption ont éclaté en octobre 2019 en Irak, il semble que ces événements n'aient pas empiété sur la région kurde. En effet, cette dernière a auparavant été le théâtre de larges manifestations à l'encontre notamment de la famille Barzani accusée d'entretenir un système de corruption au Kurdistan, responsable de la

---

<sup>192</sup> BOUVIER, Emile. « Les ressources de la Région autonome du Kurdistan d'Irak : une économie dominée par l'or noir », opcit.

<sup>193</sup> Ibid.

<sup>194</sup> « Over 1.3 million tourists travel to Kurdistan Region in six months », *Kurdistan 24*, octobre 2018. Cité par BOUVIER, Emile. « Les ressources de la Région autonome du Kurdistan d'Irak : une économie dominée par l'or noir », opcit.



crise politique et économique qui a touché la région après le référendum sur l'indépendance<sup>195</sup>. Cependant, il semble que la famille Barzani ait toujours une influence importante sur la région autonome, mais également que les dirigeants kurdes aient une place croissante sur l'échiquier politique irakien, comme en témoigne le résultat des élections de 2018.

## Section II – Les élites Kurdes toujours en position de force après les élections dans un pays aux enjeux en constante redéfinition

---

Si le référendum pouvait laisser craindre un effondrement du système politique kurde gangréné par ses divisions internes et le poids des pressions régionales et internationales sur la RAK, il semble que les rapports de force n'ont pas été tant bouleversés. En effet, le clan Barzani est toujours omniprésent au Kurdistan après la perte de vitesse des autres partis kurdes et malgré la formation de nouveaux partis par une jeunesse désireuse de changement. Aussi, les sphères politiques kurdes et irakiennes semblent ne pas être dissociables. En effet, la gestion de la région autonome dépend, du moins financièrement, des bonnes relations entre Erbil et Bagdad. A l'inverse, les dirigeants kurdes sont parties prenantes du système politique irakien et semblent jouer un rôle croissant sur l'échiquier national, avec la famille Barzani à leur tête.

### *A – Le timide renforcement des partis d'opposition face un système bipartite largement ancré dans la RAK.*

Le référendum a révélé de profondes failles dans le système politique kurde, notamment en raison du dualisme politico-militaire qui règne sur la région. Après cette crise politique, les partis d'opposition ont tenté de saisir leur chance afin de renverser le bipartisme de l'UPK et du PDK.

En effet, ils s'appuient notamment sur les manifestations survenues à l'hiver 2018, lors desquelles la jeunesse de Souleimanyeh a protesté contre la mauvaise gestion

---

<sup>195</sup> BERDIKEEVA, Saltanat. « Relations Between Erbil and Baghdad to be Tested by Regional Tensions », *Inside Arabia*, 20 janvier 2020.

économique et politique de la région autonome par l'UPK et du PDK. À cause de la crise politique liée à la tenue du référendum en septembre 2017, les salaires des fonctionnaires n'ont pas été versés depuis plusieurs mois. En effet, la perte de Kirkouk et de ses champs de pétrole a entraîné de fortes déconvenues économiques. La guerre contre l'État islamique également a nettement contribué à la dette du GRK, qui s'élève fin 2017 à plus de 20 milliards de dollars. La corruption endémique est également pointée du doigt par la jeunesse.

Pour témoigner de leur colère, les manifestants ont incendié les sièges de l'UPK et du PDK avant d'investir les locaux des mairies des villes de Rania et de Raparine, respectivement à 130 km au nord-ouest et au nord de Souleimanyeh. À Koysinjak également, dans la province d'Erbil, les bureaux des deux grands partis ont été incendiés ainsi que celui du PKK. Ces manifestations ont été largement réprimées, faisant cinq morts et plus de 200 blessés<sup>196</sup>. De nombreuses arrestations ont été décidées, notamment celle de Shaswar Abdulwahid, le propriétaire de NRT, chaîne de télévision d'opposition du groupe de presse Nalia, dont les locaux ont été pris d'assaut à Souleymanieh. De nombreux journalistes et activistes ont également été accusés d'engendrer ces manifestations et de pousser les populations à agir violemment contre le gouvernement<sup>197</sup>. À l'inverse, le directeur général de Kurdistan24, Noreldin Waisy, proche du PDK, a qualifié les manifestants de « terroristes » dans un post sur le réseau social Facebook<sup>198</sup>. Désireuse d'insuffler un nouvel élan politique et économique, la jeunesse est à l'origine de la formation du Mouvement de la Nouvelle Génération, avec à sa tête Shaswar Abdulwahid. Pourtant, les partis d'opposition ressortent des élections de 2018 loin derrière l'UPK et le PDK. Le système bipartite, dominé par le PDK, tient toujours.

Initialement prévues pour novembre 2017 puis repoussées, les élections régionales de septembre 2018 ont témoigné de la force du système bipartite et de l'importance du PDK dans le système kurde. Après les élections fédérales de mai où les Kurdes se sont imposés à Bagdad avec le PDK à leur tête, l'ensemble des partis d'opposition ainsi que l'UPK ont largement employé une rhétorique anti PDK, soulignant la corruption endémique et le caractère autoritaire du parti, et en attribuant l'échec du référendum à ses dirigeants. En dépit

---

<sup>196</sup> « Irak: le sang coule au Kurdistan lors de manifestations contre le pouvoir régional », *AFP*, 19 décembre 2017.

<sup>197</sup> KAVALL Allan, « Manifestations violentes au Kurdistan », *Le Monde*, 23 décembre 2017.

<sup>198</sup> Tweet du chercheur Abdulla Hawez disponible à l'adresse : <https://twitter.com/abdullahawez/status/943801053019099136>

de ces efforts, les différents partis ne réussissent pas à contrecarrer l'élan du parti des Barzani lors des élections. En effet, le PDK obtient 45 sièges sur 111 quand le PDK, en pleine restructuration après la disparition de son leader et en proie aux tensions internes, n'en obtient que 21. S'il apparaît clairement que le PDK domine toujours la scène politique kurde, l'UPK n'en est pas moins omniprésent dans de nombreux aspects politico-militaires de la société. Malgré des tensions liées à la contestation du pouvoir par une jeunesse désireuse de changement, le système bipartite se maintient et les deux grands partis voient leur importance sur la scène politique kurde légitimée par les résultats du scrutin.

Un mois plus tard, le 2 octobre 2018, les deux partis s'opposent encore lors de la course à la présidentielle en Irak à l'issue de laquelle Barham Salih, candidat de l'UPK s'impose face à Fouad Hussein, candidat du PDK. Malgré des tensions latentes, un accord est signé entre les deux partis majoritaires le 4 mars 2019<sup>199</sup>. Après de nombreux pourparlers, l'UPK et le PDK se sont mis d'accord pour satisfaire les besoins du peuple kurde, préserver l'unité du Kurdistan avec un système défensif fort et garantir ses intérêts économiques<sup>200</sup>. Dans cet objectif, un Président doit être élu avant de nommer un Premier Ministre pour former un gouvernement.

Plus encore, la légitimité du PDK est renforcée à l'issue de l'élection, le 28 mai 2019, de Nechirvan Barzani au poste de Président du GRK par les membres du Parlement Régional. L'élection s'est déroulée malgré le boycott de l'UPK, qui accuse le PDK de revenir sur les termes de l'accord, et demande un nouvel accord avec de partage clair du pouvoir. Nechirvan Barzani a d'ailleurs nommé son cousin, Masrour Barzani au poste de Premier Ministre. Malgré les tensions, le porte-parole de l'UPK, Latif Sheikh Omar a annoncé le 9 juin la participation de la délégation de l'UPK à la cérémonie de prestation de serment du président de la région du Kurdistan<sup>201</sup>. Quelques jours plus tard, le nouveau Premier Ministre Masrour Barzani a invité les partis à présenter leurs candidats aux différents ministères dans le cadre de la formation d'un nouveau gouvernement<sup>202</sup>. À l'issue de négociations, Masrour Barzani a

---

<sup>199</sup> « Les Kurdes d'Irak en 2019 : situation politique, condition sécuritaire et statut des territoires disputés », *Fondation pour la Recherche Stratégique*, avril 2019.

<sup>200</sup> « داھاتوو سالی چوار بۆ یەکنیتی و پارتی ریکۆرتنەکە ی وردەکاریی », *Rudaw*, mars 2019. <sup>201</sup> « PUK to attend Nechirvan Barzani's Presidential inauguration amid disagreements », *Kurdistan24*, juin 2019.

<sup>202</sup> « Kurdistan's PM-designate calls on parties to present candidates for new cabinet », *Kurdistan24*, juin 2019

annoncé la formation du nouveau gouvernement le mercredi 11 juillet, et a rappelé la nécessité d'entreprendre de larges réformes au sein de la RAK pour assurer la stabilité politique et économique.

Ainsi, la lutte de la famille Barzani pour les intérêts kurdes en Irak depuis plusieurs décennies lui a conféré une légitimité certaine, malgré les accusations de corruptions qui planent sur le gouvernement. De plus, bien que Massoud Barzani démissionne en novembre 2017, il semble que sa carrière politique n'en soit pas réduite pour autant : en effet, il reste l'homme fort du Kurdistan et l'interlocuteur principal des entités étrangères. Chez les militants PDK, il reste le symbole d'un Kurdistan indépendant et sa popularité découle de son courage et de sa ténacité à organiser le référendum malgré les pressions internationales. Le stade d'Erbil en est d'ailleurs témoin : le 25 septembre 2018, un rassemblement pour fêter la première année après le référendum a réuni des milliers de soutiens à la famille Barzani, qui sort renforcée de cet événement<sup>203</sup>.

Ainsi, le Kurdistan est toujours largement dominé par les deux partis majoritaires, l'UPK et le PDK malgré le renforcement des partis d'opposition dont la voix se fait davantage entendre. Malgré une période de profonde crise économique et politique, le référendum ne semble pas avoir ébranlé durablement le système bipartite dans lequel sont ancrés les deux partis traditionnels. Sur la scène irakienne également, les Kurdes semblent incontournables et voient leur influence se renforcer sur l'échiquier politique.

### *B – Un acteur politique incontournable sur l'échiquier politique irakien*

Si le GRK apparaît toujours comme un interlocuteur majeur aussi bien au Moyen- Orient qu'à l'international, c'est également grâce à la légitimité conférée par le résultat de l'élection législative de mai 2018, nécessaire à la réorganisation du champ politique irakien.

En mai 2018, les dirigeants politiques de la RAK entrent en lice pour les élections législatives irakiennes. Désunis après le référendum, l'UPK et le PDK ne profitent pas d'une alliance et se présentent de manière unilatérale. Le résultat du vote renforce le clan Barzani : en effet, 54 sièges sont attribués à la coalition de Moqtada Sadr, 47 à la coalition d'Hadi el

---

<sup>203</sup> PERPIGNA IBAN, Laurent. « Un vote au Kurdistan qui pèsera sur l'avenir de l'Irak », *ORIENT XXI*, 28 septembre 2018.

Ameri, 42 à la coalition d'Haider el Abadi, 26 pour celle de Nouri el Maliki, 25 pour le PDK, 18 pour l'UPK, 5 pour le Goran et 8 partagés entre les autres partis kurdes. Il est important de rappeler que les votes acquis par le PDK et l'UPK n'ont pas été le fruit de coalitions, contrairement aux autres partis irakiens. Premièrement, le résultat du vote montre que les Kurdes, forts de 56 sièges, sont représentés à Bagdad et prennent intégralement part à la vie politique irakienne. D'autre part, le résultat de ces élections permet de noter la force politique du PDK qui semble inébranlable, malgré les critiques à son égard dans la période de l'après référendum. Plus encore, il semble que le référendum ait renforcé le PDK qui continue d'employer une rhétorique nationaliste plaçant le peuple Kurde au cœur d'un environnement régional hostile à ses droits. La mainmise du PDK sur le système politique kurde et irakien s'est renforcé face à la perte de vitesse de l'UPK et du Goran liée à la disparition de leurs leaders ; et il semble que les partis d'oppositions ne parviennent pas à construire une alternative durable contre le bipartisme historique. Ces mêmes derniers ont d'ailleurs demandé le report des élections régionales afin qu'ils puissent se préparer et se renforcer face au PDK.

Néanmoins, après les élections de mai 2018, les Kurdes apparaissent en position de force en Irak. Au coude à coude, la coalition menée par Moqtada Sadr et celle d'Hadi el Ameri peinent à s'accorder pour former un gouvernement. Très vite deux camps se dressent. Moqtada Sadr et Haider al Abadi sont appuyés par Washington quand Hadi al Ameri et Nouri al Maliki sont soutenus par les Iraniens. De part et d'autre, ils tentent de négocier avec les Kurdes afin qu'ils appuient un camp. Des rumeurs émergent même quant à une potentielle promesse de Qassem Soleimani de rendre les territoires disputés aux Kurdes en échange d'un appui. De manière générale, les Kurdes soignent l'ensemble de leurs relations avec les dirigeants irakiens ce qui leur permet de conserver une position de force, sans toutefois occulter leur velléités d'autodétermination<sup>204</sup>. Durant plusieurs mois, les tentatives de former un gouvernement sont vaines. Le 3 octobre 2018, Adel Abdel Mahdi est désigné Premier Ministre. Le 25 octobre, il désigne ses ministres mais ces derniers sont contraints de démissionner un an plus tard après la vague de manifestations qui secoue le pays depuis début octobre. En avril 2020, la formation du gouvernement n'a toujours pas abouti malgré les tentatives d'Adnan Zorfi, désigné pour prendre la relève mais perçu comme un « agent américain » par tout le camp pro-iranien. Ainsi le 9 avril, Barham Salih, le Président irakien a

---

<sup>204</sup> PERPIGNA IBAN, Laurent. « Un vote au Kurdistan qui pèsera sur l'avenir de l'Irak », *opcit.*

confié cette tâche à Mustafa al Kadhimi, dont le statut de Premier Ministre est approuvé à la fois par les Kurdes et par les factions du Hashd el Chaabi. En mai 2020, un nouveau gouvernement est formé mettant fin à l'impasse politique dans laquelle l'Irak a été plongée durant de longs mois.

Omniprésents sur l'échiquier politique irakien, il semble que les Kurdes n'aient pas payé longtemps le prix de sanctions post-référendum. Néanmoins, la question des territoires disputés reste en suspens. En effet, en vue des prochaines élections provinciales d'avril 2020 dans les régions contestées, les partis kurdes ont annoncé en septembre 2019 qu'ils se constituaient en coalition unie, l'« Alliance du Kurdistan », pour se présenter dans les provinces de Ninive, Diyala, Salaheddine et Kirkuk. Néanmoins, face aux protestations du peuple irakien qui demande la fin des conseils provinciaux accusés de corruption, la tenue des élections a été suspendue.

Bien qu'au cœur de multiples dynamiques conflictuelles, le Kurdistan semble avoir su se relever de la crise post-référendum. En effet, sa qualité d'acteur incontournable a rapidement mis fin à l'isolement régional dans lequel l'avaient plongé les sanctions de Bagdad. Avec la reprise des investissements, le rétablissement des liens avec ses interlocuteurs commerciaux, et la diversification de son économie, le Kurdistan au cœur d'une crise profonde au lendemain du référendum semble en route vers une amélioration de sa situation. En politique également, le PDK et l'UPK ont su se maintenir à la tête de la région autonome qui avait pourtant été déchirée par les conflictualités entre les deux partis. Si des voix contestataires se sont élevées pour dénoncer l'emprise, la corruption et la mauvaise gestion de la région, les partis traditionnels ont su garder la main et légitimer leur position par le résultat des élections de septembre 2018. Ils se sont également présentés comme des acteurs fondamentaux en Irak, légitimés par le résultat des élections de mai 2018, et ont su soigner leurs relations avec les différents acteurs dans un contexte national de crise politique. Malgré de vives tensions au lendemain du référendum, le dialogue entre Erbil et Bagdad a été renoué, indispensable à la coopération entre les deux entités aussi bien sur les plans politique et économique que sécuritaire.

## Chapitre 2 - Le GRK, un acteur indispensable à la stabilité sécuritaire régionale

---

Malgré une tentative d'isolement de la région autonome sur la scène régionale après le référendum du 2017, le Kurdistan, dont la souveraineté et l'indépendance militaire se sont accrues ces dernières années, s'est révélé être un acteur indispensable pour la situation sécuritaire à la fois au Moyen-Orient et en Irak. En effet, la coopération entre Erbil et Bagdad dans le domaine de la sécurité est indispensable à la stabilité du pays. Le corps des peshmergas, qui s'apparente largement à une armée régulière, continue d'apporter un appui logistique et stratégique dans la guerre contre l'État islamique, dont la présence de certaines enclaves menace durablement la stabilité de l'Irak. Plus encore, le Kurdistan semble constituer un allié de taille pour les États-Unis et leurs alliés dans la lutte contre l'influence croissante et l'impérialisme régional de la République Islamique d'Iran.

### Section I – Les peshmergas, de précieux alliés dans la lutte anti-terroriste

---

Le samedi 9 décembre 2017, le Premier ministre irakien Haider al Abadi annonçait à la télévision nationale la fin de la guerre contre l'État islamique après que les forces irakiennes ait rétabli leur contrôle sur l'ensemble du territoire irakien. Cette information était aussitôt confirmée par le ministère de la Défense irakien, affirmant l'anéantissement total de l'EI dans le pays<sup>205</sup>. Pourtant, certaines poches de résistance djihadistes ont continué de prospérer, rappelant le caractère indispensable de la coopération entre Erbil et Bagdad dans cette lutte commune.

#### *A – La pérennisation des poches de résistance de l'État islamique*

En dépit de l'annonce de la libération de l'Irak de toute force de l'EI, certaines poches djihadistes semblent résister, profitant de l'instabilité politique et sécuritaire dans certaines

---

<sup>205</sup> « L'Irak annonce la victoire contre l'organisation État islamique acquise », *Le Monde avec AFP*, 9 décembre 2017.

régions du pays, et notamment dans les régions contestées. En effet, les membres des cellules dormantes sont restés fidèles à l'idéologie extrémiste de l'État islamique et ont continué de lancer des attaques, des embuscades et des enlèvements autour des régions de Ninive, Kirkouk, Diyala, Salahuddin et Anbar.

En effet, la reprise de Kirkouk à la fin de l'année 2017 par le pouvoir fédéral a permis à l'EI de prendre un second souffle. Si les peshmergas ont lutté pour préserver la ville de Kirkouk et ses environs des attaques et incursions incessantes des djihadistes, il semble que leur départ ait laissé dans la province un vide sécuritaire. Les troupes fédérales s'y sont réinstallées mais tendent à concentrer leurs efforts autour des champs pétroliers afin de protéger les activités d'exploitation des hydrocarbures, dont la perte des revenus a représenté un coût considérable pour Bagdad entre 2014 et 2017<sup>206</sup>. À l'est de Baïji, au sud de la province de Kirkouk, les groupes se cachent dans les hauteurs de la crête montagneuse d'Hamrin. Il semble effectivement que le groupe État islamique soit toujours à l'œuvre dans les montagnes de Hamrin, autour de Makhoul, ainsi que dans les montagnes autour de Bakhdida<sup>207</sup>. À Hawija, au bord du Petit Zab, les combattants djihadistes profitent de l'environnement végétal pour se mouvoir et ainsi éviter d'être repérés par les avions et les drones de la coalition<sup>208</sup>. Des galeries et des quartiers généraux souterrains sont également creusés, permettant de continuer à produire des IED's en grande quantité en toute clandestinité. Dans la région de Diyala également, des résidus de l'État islamique ont su réorganiser leurs forces au bord du fleuve et du Lac Hamrin<sup>209</sup>.

Ainsi, dès septembre 2017, des factions de l'État islamique ont pu reprendre pied au sein de ces territoires et lancer des attaques croissantes, créant un climat d'insécurité et défiant le pouvoir fédéral sur son territoire. Ces attaques visent tout particulièrement les civils, cibles d'enlèvements ou d'extorsions financières, permettant au groupe de reprendre la main sur ses finances<sup>210</sup>. Plus encore, les membres de l'EI mènent des campagnes d'assassinat

---

<sup>206</sup> BOUVIER, Emile. « La réapparition de Daech au Levant, entre résurgence et résilience », *Les Clés du Moyen-Orient*, août 2019.

<sup>207</sup> SZUBA, Jared. « Iraqi army and Peshmerga survey disputed territories ahead of joint operations », *The Defense Post*, février 2019.

<sup>208</sup> BOUVIER, Emile. « La réapparition de Daech au Levant, entre résurgence et résilience », *opcit.*

<sup>209</sup> Annexe 9. BOUVIER, Emile. « Daesh, une organisation terroriste à la forte capacité de résilience. », *Les Clés du Moyen-Orient*, juillet 2019.

<sup>210</sup> BOUVIER, Emile. « Daech et pandémie de coronavirus : une instabilité sociopolitique et un « repli sur soi » étatique qui profitent à l'EI », *Les Clés du Moyen-Orient*, mai 2020.



contre ceux qui collaborent avec la Coalition ou les troupes fédérales, visant particulièrement les chefs locaux, les fonctionnaires ou les maires<sup>211</sup>. On observe d'ailleurs une légère augmentation du nombre d'attaques terroristes (attentats suicides, voitures piégées, attaques par surprise) autour de Kirkouk, Diyala et Salaheddine. En tout, 1920 civils ont été tués en Irak entre octobre 2017 et février 2018, dont la majorité étaient dans les territoires disputés<sup>212</sup>.

En octobre 2018, le Conseil de Sécurité de la Région du Kurdistan, le KRSC, alerte de la recrudescence des attaques à la voiture piégée, des meurtres à l'égard des chefs de village mais également des attaques contre le réseau électrique. Des attaques aux engins explosifs sont également recensées autour de Kirkouk et de Mossoul<sup>213</sup>. De plus, au cours de l'année, plusieurs villages sont évacués en raison de l'intensification des activités de l'EI dans ces régions. En mai 2019, le commandant adjoint du CJTF-OIR, Chris Ghika, a annoncé au cours d'un point de presse qu'environ 10 000 combattants djihadistes de l'État islamique se trouveraient encore sur le territoire irakien<sup>214</sup>. Le même mois, l'État islamique a revendiqué 226 attaques en Irak, faisant plus de 426 victimes blessées ou tuées. Sur l'année 2019, les activités de l'EI se sont intensifiées notamment dans la province de Diyala, autour de l'axe Baqubah - Miqdadiyah bordant le fleuve Diyala<sup>215</sup>. Plus encore, dans un communiqué de septembre 2019, les forces irakiennes et paramilitaires du Hashd el Chaabi ont annoncé avoir neutralisé un drone appartenant au groupe EI sur une île du Lac Hamrin, au nord de Miqdadiyah<sup>216</sup>.

Ainsi, la présence de cellules de l'État islamique sur le territoire irakien cristallise les tensions dans la région et invite les acteurs politico-militaires à repenser les liens de coopération dans la lutte contre l'insécurité croissante. Très vite, les peshmergas sont invités à renégocier les termes d'une collaboration avec les forces de sécurité irakiennes, notamment dans les territoires disputés où la menace croît de manière significative.

---

<sup>211</sup> RODIER, Alain. « Daech est toujours à l'offensive », *Atlantico*, septembre 2020.

<sup>212</sup> SZUBA, Jared. « Iraqi army and Peshmerga survey disputed territories ahead of joint operations », *opcit.*

<sup>213</sup> ALI, Sangar. « Iraqi forces, US-led coalition kill dozens of IS militants in separate operations », *Kurdistan24*, novembre 2018.

<sup>214</sup> MYLROIE, Laurie. « US-led Coalition: ISIS not defeated », *Kurdistan24*, mai 2019.

<sup>215</sup> Annexe 10. BOUVIER, Emile. « Le gouvernorat de Diyala, région de régénération de l'État islamique en Irak », *Les Clés du Moyen-Orient*, janvier 2020.

<sup>216</sup> « Military announces discovery of ISIS drone on an island in an Iraqi lake », *Kurdistan24*, septembre 2019.

*B – Vers une réintégration des peshmergas aux opérations conjointes contre l'État islamique*

La situation sécuritaire semble s'être dégradée dans l'ensemble des territoires contestés après que ces derniers aient été repris par les forces armées fédérales secondées par les milices chiites du Hashd el Chaabi. Malgré l'annonce de la défaite de l'État islamique un mois plus tôt, ces territoires ont été le théâtre d'une résurgence particulière de cellules djihadistes. Très vite, l'idée de reprendre les négociations pour rétablir la collaboration entre les peshmergas et les forces militaires irakienne émerge. L'initiative est largement soutenue par les forces de la coalition qui reprennent les exercices conjoints avec la force armée du Kurdistan.

En effet, début décembre 2017, trois mois seulement après la tenue du référendum, les entraînements et les programmes de formation reprennent entre le ministère des Peshmergas et les forces de la coalition. Interviewé début décembre, le ministre des Peshmerga Karim Sinjari a déclaré que l'institutionnalisation de l'armée kurde était toujours en cours avec la supervision de britanniques, d'américains et d'allemands<sup>217</sup>. L'unification de l'armée du Kurdistan constitue toujours un objectif majeur, notamment grâce au soutien des États-Unis, dont le National Defense Authorization Act de 2018 prévoit un financement de 365 millions de dollars pour les peshmergas<sup>218</sup>. Bien que la majorité des puissances étrangères aient condamné la tenue du référendum, elles se rendent rapidement compte que la présence de peshmergas est vitale pour sécuriser certaines zones.

En effet, il est important de noter que les milices chiites ont peu d'ancrage dans certaines zones arabes sunnites. C'est d'ailleurs dans ce cadre que, dès février 2018, les États-Unis et l'Irak envisagent un redéploiement des peshmergas à Kirkouk afin de chasser les djihadistes restants de la ville mais également dans l'ensemble des territoires disputés où la stabilité reposait antérieurement sur une gestion mixe. Plus encore, certaines exactions des milices du Hashd el Chaabi permettent aux djihadistes de nourrir leur discours et recruter parmi les populations lésées. En effet, il semble que les peshmergas soient plus expérimentés

---

<sup>217</sup> CHAROUNTAKI, Marianna. « The Washington-Erbil-Moscow triangle through the prism of the September Referendum », *Rencontres de recherche au Gulf Research Centre Cambridge*, avril 2018.

<sup>218</sup> Ibid.

dans la gestion des territoires multiethniques, ce qui permet de faire barrage à l'élargissement du groupe EI, qui profite du vide sécuritaire pour augmenter le nombre de ses attaques.

Dans un premier temps, des opérations conjointes entre la coalition et les peshmergas sont lancées, notamment dans le nord de l'Irak. En juillet 2018, une offensive est lancée autour de la montagne de Qara Chokh pour ratisser la zone et lutter contre l'infiltration des djihadistes via des tunnels souterrains notamment<sup>219</sup>. Néanmoins, selon le chef adjoint de l'État-major général kurde, Qaraman Sheikh Kamal, le GRK et le gouvernement irakien n'ont, en juillet 2018, pas encore trouvé d'accord pour le redéploiement des peshmergas dans les zones contestées. Le Général de division a cependant déclaré que certaines conditions étaient nécessaires aux peshmergas dans le cadre d'une reprise de la collaboration pour rétablir la sécurité dans les zones contestées, comme la formation d'une salle d'opérations communes et des points de contrôle communs<sup>220</sup>.

Néanmoins, les forces de la coalition continuent d'appuyer le rapprochement entre Erbil et Bagdad tout en rappelant la nécessité d'un plan de sécurité pour les zones contestées et les réunions se multiplient auprès des différents États-majors. En visite au Kurdistan, la ministre allemande de la Défense, Ursula Von der Leyen a réaffirmé en septembre 2018 la nécessité du renforcement des capacités kurdes pour protéger leur peuple et assurer la stabilité sécuritaire dans le pays<sup>221</sup>. Les Français également ont réaffirmé leur soutien aux Kurdes et ont poursuivi les opérations conjointes. En octobre 2018, une offensive commune est lancée dans la province de Salaheddine autour du district de Tuz Khurmatu. Appuyée par la force aérienne de la coalition, les troupes conjointes prennent pour cible un avant-poste de l'EI situé dans le village de Pallkana, neutralisant trois combattants djihadistes<sup>222</sup>. Des opérations de cette envergure sont lancées très régulièrement et témoignent du caractère essentiel de la force armée kurde.

---

<sup>219</sup> « Irak : Offensive conjointe de la coalition dirigée par Washington et des Peshmergas contre Daech », *Agence Anadolu*, juillet 2018.

<sup>220</sup> GORAN, Baxtiyar, « Peshmerga official reveals conditions for joint military operations with Iraqi army in disputed areas », *Kurdistan24*, juillet 2018.

<sup>221</sup> ALI, Sangar. « German Defense Minister thanks 'Peshmerga bravery for making IS defeat possible' », *Kurdistan24*, septembre 2018.

<sup>222</sup> NAWZAD, Kosar. « French team, Peshmerga kill three Islamic State members near Kirkuk », *Kurdistan24*, octobre 2018.

Afin d'envisager au mieux une opération conjointe entre les forces fédérales, les troupes paramilitaires et les peshmergas, le nouveau Premier Ministre Adel Abdul Mahdi ordonne le 20 décembre 2018 la réactivation d'un comité conjoint de coordination. Dès lors, cinq sous-comités sont envoyés autour de Kirkouk, Salaheddine, Makhmour, Diyala et à l'est et l'ouest de Mossoul. Un travail important de cartographie est d'abord fourni par ces comités mixtes chargés de définir d'une part des zones de lutte pour les deux entités, et d'autre part une ligne de front pour éradiquer durablement la présence de l'EI. En effet, afin d'éviter d'éventuelles tensions, les zones d'opérations sont partagées entre les troupes fédérales et les peshmergas. Les deux forces armées n'avancent ainsi plus conjointement sur le terrain en se chevauchant mais manœuvrent chacune sur une portion de territoire tout en assurant une bonne coordination pour ne pas laisser entre les zones d'action une poche de résistance du groupe EI.

Ainsi, cette opération conjointe est mise en place avec le soutien de la coalition alors même qu'aucune opération commune n'ait été menée depuis le référendum de 2017. En effet, le Combined Joint Task Force de l'opération Inherent Resolve continue de jouer son rôle de négociateur entre le gouvernement fédéral et le GRK pour renforcer la confiance et éviter les malentendus entre les deux corps armés. Le 4 février 2019, une réunion est d'ailleurs organisée à Erbil pour établir des liens de confiance entre le ministère des Peshmergas et le ministère de la Défense irakien. Cette confiance est absolument indispensable dans la mesure où le groupe Etat islamique pourrait chercher à exploiter les failles entre le gouvernement irakien et le GRK, comme c'est le cas dans les territoires occupés depuis 2017. Ainsi, en février 2019, Nechirvan Barzani a tenu à rappeler que les Kurdes entretenaient de très bonnes relations avec le Premier ministre irakien Adel Abdul Mahdi. Ce dernier a rappelé à son tour que le niveau d'engagement avec les peshmergas n'avait jamais atteint un tel point<sup>223</sup>. Le porte-parole du Security Media Center du Commandement des opérations conjointes en Irak, Yahya Rasoul, a d'ailleurs affirmé : « *Nous travaillerons ensemble, si Dieu le veut, avec nos frères du ministère des Peshmerga. Les Peshmerga font partie de l'appareil de défense nationale irakien* »<sup>224</sup>. Ces déclarations traduisent bien du caractère indispensable de la présence des peshmergas dans la guerre contre l'EI, ces derniers ayant acquis dès l'été 2014

---

<sup>223</sup> SZUBA, Jared. « Iraqi army and Peshmerga survey disputed territories ahead of joint operations », opcit.

<sup>224</sup> « Peshmerga, Iraqi Army form committees to start joint ops in disputed areas », *Rudaw*, février 2019.

un savoir-faire indéniable dans la lutte anti-terroriste. Des patrouilles sont mises en place et se concentrent particulièrement autour de l'autoroute de Kifri Truz qui relie Kirkouk à l'Iran, où une poche de résistance de l'EI procède à du trafic de pétrole en direction de l'Iran.

Pour la première fois en 2019, la loi des finances signée par le Président irakien Barham Salih implique le paiement par le gouvernement fédéral des salaires des peshmergas, en plus de celui des fonctionnaires. En juillet, Masrour Barzani a appelé à approfondir le partenariat avec le gouvernement fédéral : selon lui, *"Erbil et Bagdad veulent toutes deux la sécurité et la prospérité, construites sur une base de respect mutuel et de coopération"*<sup>225</sup>. Progressivement, Bagdad et Erbil renouent le dialogue dans le cadre de la lutte contre les cellules restantes de l'État islamique afin de mener des opérations conjointes. S'il s'agit d'un processus long, il met en évidence le caractère indispensable de la force armée kurde dans cette lutte contre un ennemi qu'elle a combattu pendant plus de 3 ans dans les territoires contestés. Cette entité politique autonome joue un rôle important dans le maintien de la stabilité sécuritaire régionale. Néanmoins, sa situation au cœur du Moyen-Orient permet aux différentes puissances d'y étendre leur sphère d'influence dans le cadre de luttes régionales.

## Section II – Le GRK comme rempart à l'influence iranienne dans la politique moyen-orientale de Washington et ses alliés.

---

Le soutien historique des États-Unis à l'autonomisation croissante du Kurdistan s'inscrit dans la politique Moyen-Orientale de Washington. En effet, le pays nord-américain a trouvé au nord de l'Irak un moyen d'étendre sa sphère d'influence, face à ses adversaires et particulièrement l'Iran. Partenaire fiable et vital, la RAK est devenue pour les États-Unis un pied à terre dans le cadre des tensions régionales avec l'Iran.

### *A – Le renforcement de l'alliance entre Erbil et Washington*

Si l'alliance politique entre Washington et Erbil a été rompue lors de la tenue du référendum, le Kurdistan apparaît toujours comme un pilier régional, à la fois dans les champs politique, économique et militaire. Pour cause, lorsque les Américains ont tourné le dos aux

---

<sup>225</sup> VAN WILGENBURG, Wladimir, « EU welcomes formation of new Kurdistan Region government », *Kurdistan24*, juillet 2019.

Kurdes en 2017, Bagdad a pu remonter en puissance, secondée par des milices chiïtes pro- Iran. Depuis plusieurs années, l'Iran investit sur ces milices pour renforcer son influence et former un axe vers la Méditerranée en passant par l'Irak, la Syrie et le Liban. Face à cela, beaucoup aux États-Unis appellent l'administration Trump à renforcer son alliance avec les dirigeants kurdes pour contrer l'influence croissante du Hashd el Chaabi, et par extension de l'Iran en Irak. C'est d'ailleurs pour cette raison que les diverses unités US déployées dans les différents gouvernorats de l'Irak depuis l'été 2014 continuent de constituer un appui fort pour contenir l'expansionnisme iranien, alors même qu'en décembre 2018 Donald Trump avait annoncé la décision de lever les troupes de Syrie. La présence des troupes américaines et les meetings réguliers entre Erbil et Washington sont ainsi indispensables à la préservation des intérêts américains dans la zone. Ainsi, malgré les avertissements américains, la tenue du référendum par le PDK n'a pas affecté durablement l'alliance stratégique entre Erbil et Washington. En effet, si Washington avait rompu ses liens avec le GRK, ce dernier aurait pu se tourner vers l'Iran et ainsi réaliser la continuité territoriale vers la méditerranée. Certaines sources rapportent d'ailleurs qu'après la reprise de Kirkouk par les troupes fédérales secondées par les paramilitaires chiïtes, Massoud Barzani aurait menacé les Etats-Unis de s'allier avec l'Iran si ces derniers n'agissaient pas en leur faveur, ce qui pour eux constitue une crainte majeure dans la région<sup>226</sup>. En 2018, Mike Pompeo remplace Rex Tillerson et devient secrétaire d'État américain ; et David Shenker prend le poste de secrétaire d'État adjoint pour les affaires du Proche-Orient l'année suivante. Ces changements ont une influence directe sur la politique américaine dans la région : les deux hommes orientent davantage la politique moyen-orientale dans un rapport de force accru avec Téhéran<sup>227</sup>. Dans ce cadre, le Kurdistan irakien est un précieux allié. Plus que le commerce, la défense et la sécurité restent ainsi les pierres angulaires de la relation entre Erbil et Washington.

Pour conserver cette relation stratégique, les États-Unis se placent régulièrement entre Erbil et Bagdad afin d'appuyer les négociations sur le partage des revenus des hydrocarbures. En favorisant les Kurdes dans cette relation, Washington espère une réduction des activités économiques entre la RAK et l'Iran, notamment après le renouvellement des sanctions. Plus encore, début mai 2019, des dirigeants politiques américains se sont entretenus avec les dirigeants du GRK afin de les sommer de respecter les sanctions contre l'Iran, sous peine de

---

<sup>226</sup> « After Kirkuk: What does Erbil's defeat mean for the regional balance of power », opcit.

<sup>227</sup> SHERWANI, Halgurd. « PM Masrour Barzani marks third anniversary of Kurdistan's independence referendum », *Kurdistan24*, septembre 2020.

sanction contre l'économie kurde en Irak. Ce respect est néanmoins difficile à tenir en raison du bipartisme, dans la mesure où l'UPK est proche de l'Iran aussi bien politiquement que géographiquement. Il est ainsi compliqué de s'assurer du respect de ces sanctions dans les régions de Soleimanyeh et Halabja, proches de la frontière<sup>228</sup>.

En retour, les Iraniens cultivent de très bonnes relations avec les dirigeants kurdes, et notamment avec le président Nechirvan Barzani qui a étudié à l'Université de Téhéran. Le 22 octobre 2019, l'ambassadeur d'Iran en Irak, Iraj Masjedi, et Nechirvan Barzani se sont rencontrés pour discuter des relations entre Téhéran et Erbil ainsi que des futurs développements de l'Iran en Irak<sup>229</sup>. Pour l'Iran, les relations commerciales sont indispensables avec le GRK depuis la reprise des sanctions à son encontre par l'administration Trump. Plus encore, l'Iran entend augmenter drastiquement ses échanges avec la région autonome. Si les Kurdes peuvent se retrouver coincés entre les deux rivaux, les élites du GRK semblent soigner l'ensemble de leurs relations et ainsi profiter pleinement des avantages conférés par chaque partenariat pour servir leurs intérêts, tout en restant prudentes<sup>230</sup>.

### *B – L'assassinat de Qassem Soleimani ou la cristallisation des tensions en Irak*

La reprise des sanctions de Washington contre Téhéran en mai 2018 a engendré de vives tensions dans la région. Plusieurs attaques de pétroliers américains et alliés ont été recensées dans le détroit d'Ormuz, ainsi que des attaques de drone sur les terminaux pétroliers saoudiens<sup>231</sup>. En Irak plus particulièrement, l'Iran attaque régulièrement aussi bien les positions militaires que les compagnies pétrolières américaines par le biais des milices chiites proches de la République Islamique. On observe d'ailleurs une recrudescence des tensions à la fin 2019. En effet, le 27 décembre, une roquette est lancée par le Hezbollah irakien sur une base américaine du nord du pays, faisant un mort. En retour, les forces américaines ont

---

<sup>228</sup> « Iraq's Kurds Face Dilemma Over Future Relations With Iran », *Rasanah International Institute for Iranian Studies*, novembre 2019.

<sup>229</sup> « Ambassador meets Nechirvan Barzani in Erbil », *TehranTimes*, octobre 2019.

<sup>230</sup> MERCADIER Sylvain, « Le Kurdistan irakien écartelé entre ses voisins », opcit.

<sup>231</sup> QUESNAY, Arthur. GIL, Ines. « Entretien avec Arthur Quesnay sur la présence iranienne en Irak et sur l'escalade des tensions entre Téhéran et Washington », *Les Clés du Moyen-Orient*, janvier 2020.

bombardé les positions du groupe armé chiite qui a immédiatement répliqué par des tirs de roquettes sur différentes bases américaines<sup>232</sup>.

L'assassinat du Général Qassem Soleimani, commandant de la Brigade Al Qods, le 3 janvier 2020 à la sortie de l'aéroport de Bagdad a cristallisé davantage les tensions entre les États-Unis et l'Irak en Irak. Deux jours plus tard, le 5 janvier, les députés irakiens se sont rassemblés en séance extraordinaire : à l'issue de cette session parlementaire, les députés ont lancé un appel au gouvernement pour expulser les troupes de la coalition sous l'égide des États-Unis. Face à cette effervescence, les dirigeants kurdes se sont largement tenus à l'écart. En effet, ils n'ont pas souhaité se rendre à la séance parlementaire et ont rédigé des communiqués appelant à la retenue et au respect de la souveraineté de l'Irak : ayant des intérêts avec les deux partis, il est préférable pour les dirigeants kurdes de rester tempérés et de ne prendre aucun risque politique. Interviewé à ce sujet, Nechirvan Barzani justifie cette absence au Parlement en rappelant le rôle essentiel des Américains dans la lutte anti-terroriste, indispensable dans le cadre d'une résurgence de l'EI, tout en affirmant son respect pour la République Islamique<sup>233</sup>. La RAK apparaît une fois de plus comme un espace stable au milieu de la tourmente régionale, ce qui profite aux Kurdes qui souhaitent conserver leur autonomie. Ainsi, avec la hausse du sentiment anti-américain en Irak, les USA voient le Kurdistan comme un allié qui représente un espace de redéploiement principal aux portes de l'Irak.

Si le Kurdistan tente d'en tirer profit, la région autonome se trouve au centre des tensions entre Washington et Téhéran. En effet, le 8 janvier 2020, l'Irak déclenche l'opération Martyr Soleimani et envoie une quinzaine de missiles balistiques sur la base d'Aïn Al Assad dans la région d'Anbar, mais également sur une base aérienne à Erbil, au sein même du Kurdistan irakien. Quelques jours plus tard, selon Pars Today (l'organe de radiodiffusion internationale de l'Irak), les Américains se seraient entretenus avec leurs homologues kurdes au sujet de l'implantation de quatre nouvelles bases militaires dans la RAK. Aussi, les dirigeants américains et kurdes auraient échangé au sujet du renforcement de leurs relations économiques et diplomatiques, notamment par le biais de l'inauguration du grand complexe

---

<sup>232</sup> QUESNAY, Arthur. GIL, Ines. « Entretien avec Arthur Quesnay sur la présence iranienne en Irak et sur l'escalade des tensions entre Téhéran et Washington », opcit.

<sup>233</sup> ZAMAN, Amberin. « Iraqi Kurdistan president: 'We are not scared of Iran, but we respect Iran' », *Al Monitor*, janvier 2020



consulaire des Américains à Erbil dont la construction avait commencé début 2018<sup>234</sup><sup>235</sup>. La construction de trois bases à Erbil, Souleimanyeh et Halabja a d'ailleurs été confirmée dans la presse irakienne en février 2020<sup>236</sup>.

Le GRK se retrouve ainsi au cœur des tensions entre l'Iran et les États-Unis, ces derniers cherchant à maximiser leur influence dans la région autonome. Si la RAK apparaît dans la politique américaine comme un rempart à l'expansionnisme iranien, elle l'est également pour le bloc musulman sunnite mené par les pays du Golfe et menacé par l'influence chiite croissante. Le Kurdistan, région à majorité sunnite, peut donc être un acteur majeur de ce bloc sunnite et couper le couloir chiite que l'Iran tente de se frayer jusqu'en Méditerranée et qui modifierait grandement l'équilibre stratégique régional<sup>237</sup>.

Bien que le Kurdistan ait été isolé au lendemain du référendum, les puissances régionales et internationales ont rapidement pris conscience de la nécessité de traiter avec cet acteur. En effet, les liens n'ont pas été totalement rompus et ont repris progressivement fin 2017. Face à la recrudescence des actes de terrorisme dans les territoires contestés notamment, les peshmergas ont poursuivi la lutte aux côtés des forces de la coalition. Plus encore, les discussions ont graduellement repris entre Erbil et Bagdad en vue de réintégrer la force armée kurde aux opérations conjointes dans les territoires disputés. Malgré une rupture lors du référendum, les relations entre les États-Unis et le Kurdistan se sont renforcées dans le cadre des luttes d'influence entre Washington et ses alliés et Téhéran au Moyen Orient. En effet, le Kurdistan sert de base arrière pour les troupes américaines dans la région, notamment après l'annonce de leur retrait en Syrie. Néanmoins, le GRK reste proche de la République islamique, aussi bien géographiquement que diplomatiquement. Si cela laisse planer des inquiétudes pour la région autonome, il semble que les dirigeants kurdes tiennent à entretenir de bonnes relations avec les deux parties et trouver ainsi un équilibre. Ainsi, le Kurdistan s'avère indispensable dans la lutte anti-terroriste en Irak, mais il est également un allié de taille pour les États-Unis dans l'équilibre sécuritaire Moyen-Orient.

---

<sup>234</sup> « Irak: Erbil, la trappe à GI's? », *Pars Today*, janvier 2020.

<sup>235</sup> « In Erbil, US Ambassador announces construction of largest consulate complex », *Rudaw*, avril 2018.

<sup>236</sup> BENAMAR, Karim. « Washington construira trois nouvelles bases militaires en Irak », *Liberté Algérie*, 24 février 2020.

<sup>237</sup> IBISH, Hussein. « The Gulf Arab Countries and the Kurdish Referendum », opcit.

## CONCLUSION

La guerre contre l'État islamique semble ainsi avoir constitué un événement particulier dans la restructuration du rapport de force entre Erbil et Bagdad. En effet, au gré de la lutte anti-terroriste contre la territorialisation du groupe transnational, les Kurdes se sont entièrement déployés dans des territoires disputés depuis des décennies entre le gouvernement central et la région kurde, faisant préalablement parfois l'objet d'une administration mixte. Stratégiquement importants, ces territoires avaient été la cible de larges campagnes d'arabisation dans l'Irak de Saddam Hussein, visant à modifier l'équilibre démographique régional et ainsi y légitimer l'assise de Bagdad. Bien que la Constitution de 2005 propose une voie vers le règlement de ce différend, l'imprécision de son article 140 tend à retarder continuellement la mise en application d'un accord sur la gestion de ces territoires riches en hydrocarbures.

Forts du réarmement du corps des peshmergas à la faveur de partenariats militaires croissants, les Kurdes ont pu élargir leur influence à l'ensemble des territoires disputés et y réinstaller leur administration jusqu'en 2017. Acteur incontournable sur la scène régionale, le Gouvernement Régional du Kurdistan s'est vu conférer une confiance accrue en cette période de troubles en Irak et plus largement au Moyen-Orient. Avec de larges caractéristiques étatiques, le Kurdistan vit depuis deux décennies une période d'autonomisation croissante en dépit des tensions internes qui animent sa scène politique. Progressivement, l'entité autonome a noué d'importantes relations diplomatiques et économiques aussi bien dans la région, avec ses voisins turcs et iraniens, qu'à l'international grâce aux différentes délégations para-diplomatiques. En 2017, les conditions semblent réunies pour la tenue d'un référendum sur l'indépendance du Kurdistan, y compris dans les territoires occupés. En dépit des avertissements internationaux, le peuple kurde vote, le 25 septembre, à quasiment 93% en faveur de l'indépendance du Kurdistan, provoquant l'ire de Bagdad dont les sanctions ne tardent pas à paralyser l'économie kurde. En effet, les sanctions du pouvoir fédéral plongent le Kurdistan dans un isolement régional, perdant le contrôle de ses frontières et voyant ses partenaires lui tourner le dos.

Plus encore, l'après référendum témoigne des vives tensions qui animent la scène politique kurde, principalement scindée entre les partisans respectifs du PDK et de l'UPK. La reprise de Kirkouk et de l'ensemble des territoires disputés par Bagdad, soutenu par les milices chiites, porte un coup dur au GRK et cristallise les conflictualités entre les deux partis qui se reprochent mutuellement d'avoir trahi le peuple kurde. Pour cause, le PDK accuse les peshmergas de l'UPK d'avoir reçu l'ordre de se retirer de Kirkouk sans combattre à l'issue d'un accord avec Bagdad. Ainsi, à l'issue du référendum, le Kurdistan est un espace en crise politique et économique et semble isolé à la fois dans la région et à l'international.

Néanmoins, le Gouvernement Régional du Kurdistan est progressivement réintégré au système régional et reprend rapidement ses partenariats politico-militaires, notamment avec les États-Unis malgré le revers infligé lors du référendum. L'importance de la région autonome dans l'espace économique régional lui permet de reprendre rapidement ses relations commerciales avec la Turquie et l'Iran qui n'hésitent pas à contourner les sanctions irakiennes. Sur le plan politique, l'espace kurde se réorganise et, en dépit de larges manifestations contre les élites traditionnelles kurdes corrompues à l'hiver 2018, le bipartisme peine à être renversé. Fort de la témérité de son leader, le PDK se voit légitimé lors des élections régionales de septembre 2018, suivi par un UPK en pleine restructuration après la disparition de Jalal Talabani. L'ensemble des partis d'opposition ne parvient pas à faire le poids contre ces deux partis largement ancrés dans la géographie et la société kurde. Sur l'échiquier national également, les Kurdes avec le PDK à leur tête s'imposent et obtiennent de nombreux sièges lors des élections législatives de mai 2018. Avec la reprise des investissements, le rétablissement des liens avec ses interlocuteurs commerciaux, et la diversification de son économie, le Kurdistan s'extirpe progressivement d'une crise profonde au lendemain du référendum et se met en route vers une amélioration de sa situation.

De plus, les discussions entre Erbil et Bagdad sont relancées afin de trouver un accord sur les revenus de l'exploitation des hydrocarbures, bien que la question des territoires disputés soit toujours en suspens. Néanmoins, face à la recrudescence des attaques terroristes dans ces zones, le retour des peshmergas y est rapidement pressenti et des négociations sont entamées pour la mise en place d'opérations conjointes entre Erbil et Bagdad, favorisées par les forces de la coalition avec qui Erbil reprend rapidement les manœuvres. En effet, la coopération entre Erbil et Bagdad dans le domaine de la sécurité semble indispensable à la stabilité du pays. S'il s'agit d'un processus long, il met en évidence le caractère indispensable

de la force armée kurde dans cette lutte contre un ennemi qu'elle a combattu pendant plus de 3 ans dans les territoires contestés. Aussi, le Gouvernement Régional du Kurdistan apparaît comme un acteur stratégique majeur au cœur des luttes d'influences entre l'Iran et les États-Unis et leurs alliés respectifs depuis la reprise des sanctions contre Téhéran en 2018. Partenaire fiable et vital, le GRK est devenu pour les États-Unis un pied à terre dans le cadre des tensions régionales avec l'Iran, avec la construction de trois nouvelles bases militaires américaines à Erbil, Souleimanyeh et Halabja pour 2020. Le Kurdistan apparaît également comme un allié pour le bloc musulman sunnite mené par les pays du Golfe et menacé par l'influence chiite croissante dans la région et en Irak par le biais des milices du Hashd el Chaabi. En effet, la région autonome permet de scinder le couloir chiite qui mène l'Iran à la Méditerranée. Néanmoins, le GRK reste proche de la République islamique, aussi bien géographiquement que diplomatiquement. Si cela laisse planer des inquiétudes pour la région autonome, il semble que les dirigeants kurdes tiennent à entretenir de bonnes relations avec les deux parties et trouver ainsi un équilibre.

Ainsi, la modification des rapports de force au gré de la lutte anti-terroriste a constitué pour la GRK une opportunité stratégique de faire valoir ses intérêts. Si les conséquences immédiates du référendum ont laissé planer de nombreuses inquiétudes sur la stabilité de la région autonome, les importantes relations économiques et diplomatiques du Kurdistan ont fait de ses dirigeants des interlocuteurs de taille au Moyen-Orient et ont permis à l'économie de se redresser progressivement. Néanmoins, la reprise est contrastée et de nombreux problèmes structurels se révèlent au Kurdistan. La corruption et le clientélisme sont en effet pointés du doigt par la jeunesse kurde qui manifeste pour un changement profond en dépit de l'ancrage sociétal des deux grands partis.

La crise sanitaire liée à l'apparition du COVID 19 semble fragiliser l'équilibre régional et son impact résonne largement dans la région autonome. Les conséquences de la pandémie portent un coup à une économie préalablement affaiblie par l'effondrement des cours du pétrole au mois de février. En effet, la chute de la valeur du pétrole brut de 50% et les coupes de production décidées par l'OPEP ont largement affecté la région autonome et l'Irak plus largement<sup>238</sup>. Plus encore, la question des hydrocarbures liée à cet effondrement a cristallisé de nouveau les tensions entre Erbil et Bagdad. En effet, le pouvoir fédéral ne peut

---

<sup>238</sup> NITTI, Sofia. « Le Kurdistan irakien pris en étau entre Covid-19 et crise économique », *Le Temps*, juin 2020.

plus verser les salaires des fonctionnaires, d'autant plus qu'il accuse Erbil, à la mi-avril 2020, de ne pas envoyer les barils de pétrole à Bagdad. En attendant l'issue des négociations entre les deux entités, l'État fédéral a versé 336 millions de dollars au GRK qui peine néanmoins à payer ses salariés du secteur public face à l'ampleur de ses dettes. De plus, la chute des cours du pétrole empiète grandement sur le processus de diversification des sources de revenus de la RAK. En effet, selon Mohammed Husein, chercheur au Iraqi Center for Policy Analysis and Research, l'argent du pétrole est nécessaire pour investir dans les différents secteurs proposés tels que l'agriculture et le tourisme<sup>239</sup>.

Face à cette crise, les regards se tournent progressivement vers des réformes profondes du système administratif kurde. La corruption et le clientélisme sont de nouveau dénoncés, et le GRK est accusé d'employer des fonctionnaires « fantômes » alors même que certains fonctionnaires ne touchent aucun salaire. En effet, dès le mois de mai, des rassemblements se forment à Duhok, lors desquels le corps enseignant proteste contre la corruption endémique et réclame le paiement des salaires<sup>240</sup>. À l'été 2020, le Kurdistan est le théâtre de larges manifestations, aussi bien à Duhok, qu'à Erbil, Souleimanyeh et Halabja. Néanmoins, ces manifestations sont réprimées et les arrestations arbitraires de civils et de journalistes témoignent de l'importante crise politique et économique qui touche la région autonome<sup>241</sup>. Après 4 années de lutte contre l'État islamique et après des coupures budgétaires de Bagdad liées à la tenue du référendum en 2017, on pouvait entrevoir une amélioration progressive de la situation économique du Kurdistan. Pourtant, les revendications populaires sont le signe d'une profonde crise structurelle qui impacte non seulement l'économie mais également le champ politique. Bien que les deux grands partis aient su se maintenir et être légitimés à l'issue des élections, un nombre croissant de voix se fait entendre, demandant un remaniement profond des structures politiques et administratives visant à éradiquer le système de corruption endémique qui contribue largement à l'affaiblissement économique de la région. Sur le plan sécuritaire également, les manifestants expriment leur colère quant à l'intervention turque, qui, au mois de juin, visait les positions du PKK au Kurdistan. Les

---

<sup>239</sup> NITTI, Sofia. « Le Kurdistan irakien pris en étau entre Covid-19 et crise économique », opcit.

<sup>240</sup> LOEZ, « Au Kurdistan irakien, la colère du corps enseignant », *Revue Ballast*, juin 2020.

<sup>241</sup> HOFFNER, Anne-Bénédicte. « En Irak, la contestation gagne le Kurdistan », *La Croix*, août 2020.

dirigeants sont décriés pour leur collaboration avec la Turquie, premier partenaire économique de la région autonome<sup>242</sup>.

Pour tenter d'apaiser les tensions et trouver rapidement une issue à la crise, des discussions entre Erbil et Bagdad ont lieu en septembre 2020. Ainsi, le Premier ministre irakien Mustafa al Kadhimi nommé en mai ainsi que les ministres des affaires étrangères, de la défense, du pétrole et de l'immigration se sont rendus le jeudi 10 septembre à Erbil afin de trouver une solution fondamentale aux problèmes latents qui persistent entre les deux gouvernements tels que la question des revenus des hydrocarbures, le statut des peshmergas, les territoires disputés et la part du budget allouée à la région autonome<sup>243</sup>. Quelques jours plus tard, le Premier ministre kurde, Masrour Barzani, a reçu à Erbil la représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Irak, Jeanine Hennis-Plasschaert. Ensemble, ils ont discuté du processus de négociations entre Erbil et Bagdad nécessitant une modification constitutionnelle pour revoir en profondeur les fondements d'un accord sur les différends qui opposent les deux entités, avec le soutien de l'ONU<sup>244</sup>.

Parmi les thèmes évoqués lors de ces rencontres, la recrudescence des attaques terroristes continue de poser la question d'une coopération sécuritaire renforcée entre le GRK et le gouvernement irakien<sup>245</sup>. L'État islamique semble profiter des faiblesses institutionnelles et de l'instabilité politique pour se réinstaller dans le pays. En effet, en mai 2020, le vice Premier ministre du GRK, Qubad Talabani insistait sur l'accroissement du nombre d'actions terroristes de l'EI dans le nord du pays<sup>246</sup>. En effet, le groupe djihadiste transnational a pu s'étendre au gré du retrait progressif des forces de la coalition ayant pour but de protéger les troupes étrangères de la pandémie de coronavirus. Le nombre d'attaques a augmenté et leur nature a changé : les actions isolées semblent se muer en opérations militaires et attaques

---

<sup>242</sup> HOFFNER, Anne-Bénédicte. « En Irak, la contestation gagne le Kurdistan », *opcit.*

<sup>243</sup> SHERWANI, Halgurd. « PM Masrour Barzani calls for 'fundamental' solution for Erbil-Baghdad disputes », *Kurdistan24*, septembre 2020.

<sup>244</sup> SHILANI, Hiwa. « PM Masrour Barzani talks Erbil-Baghdad ties with UN official », *Kurdistan24*, septembre 2020.

<sup>245</sup> SHERWANI, Halgurd. « PM Masrour Barzani calls for 'fundamental' solution for Erbil-Baghdad disputes », *opcit.*

<sup>246</sup> BOUVIER, Emile. « Daech et pandémie de coronavirus : une instabilité sociopolitique et un « repli sur soi » étatique qui profitent à l'EI », *opcit.*

coordonnées<sup>247</sup>. La situation semble s'aggraver dans la province de Kirkouk, où, à l'été 2020, des taxes ont été imposées aux habitants et certaines cultures ont été incendiées pour ceux qui se sont opposés. Des embuscades ont également causé la mort de plusieurs membres de forces de sécurité irakiennes. Pour lutter contre la résurgence de l'EI dans cette zone, l'opération Iraqi Heroes a été lancée le 2 juin dans le sud-ouest de Kirkouk<sup>248</sup>. Force conjointe, elle rassemble les troupes fédérales, les milices chiites et les peshmergas qui parviennent à s'accorder dans la lutte contre cet ennemi commun<sup>249</sup>. Bien que cette opération conjointe annonce des succès contre le groupe EI, la présence des peshmergas dans la province de Kirkouk est susceptible de soulever de nouveaux débats, tant que la question des territoires occupés n'est pas réglée. En septembre 2020, quatre centres de coordination conjoints ont été mis en place pour lutter contre la résurgence de l'EI, permettant ainsi de renforcer la coopération bilatérale entre Erbil et Bagdad<sup>250</sup>.

Si le pays subit la résurgence du groupe EI, il est également au cœur de l'affrontement entre les États-Unis et l'Iran, dont l'influence croissante se heurte également à celle des pays du Golfe dans le cadre d'une compétition régionale. Depuis l'assassinat de Qassem Soleimani par les forces américaines, les attaques se multiplient en Irak pour pousser au départ des troupes américaines, qui renforcent leur présence au Kurdistan. Ces attaques ont des répercussions importantes dans la mesure où le Kurdistan et l'Irak plus généralement deviennent le terrain d'affrontement d'influences étrangères. Fin septembre 2020, plusieurs roquettes ont été lancées par les forces paramilitaires du Hashd el Chaabi depuis la province de Ninive sur les forces de la coalition autour de l'aéroport d'Erbil. Masrour Barzani a affirmé à ce sujet avoir « parlé avec le Premier ministre (irakien) Mustafa al-Qadimi de l'importance de prendre ses responsabilités »<sup>251</sup>. Face aux nombreuses attaques, les autorités américaines commencent à prendre des mesures pour la fermeture de leur ambassade à Bagdad. Le consulat d'Erbil deviendrait donc la porte d'entrée de la diplomatie américaine dans la région.

---

<sup>247</sup> BOUVIER, Emile. « Daech et pandémie de coronavirus : une instabilité sociopolitique et un « repli sur soi » étatique qui profitent à l'EI », *opcit.*

<sup>248</sup> DEVEREUX, Andrew. « Operation Iraqi Heroes in Kirkuk », *The Jamestown Foundation*, juin 2020.

<sup>249</sup> *Ibid.*

<sup>250</sup> AL TAIE, Khalid. « Futures opérations de sécurité coordonnées entre l'armée irakienne et les Peshmergas », *Diyaruna*, septembre 2020.

<sup>251</sup> « Irak: des roquettes ont été tirées près de l'aéroport d'Erbil », *Athènes 984*, septembre 2020.

L'Irak et le Kurdistan font aujourd'hui face à de nombreux défis sociaux, politiques et économiques qui soulignent notamment l'interdépendance qui subsiste entre les deux entités dans de nombreux domaines. Bien que le Kurdistan soit largement autonome, cette interdépendance avec Bagdad le ramène au cœur des dynamiques irakiennes et de nombreuses questions restent en suspens et rendent la situation de la RAK délicate. Si la région a commémoré le 25 septembre le troisième anniversaire du référendum, les rêves d'indépendance du peuple Kurde semblent rattrapés par les complexités géopolitiques régionales.



## Table des matières

<b>SOMMAIRE</b>	<b>4</b>
<b>TABLE DES SIGLES</b>	<b>6</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>7</b>
<b>PARTIE 1. LA CONSTRUCTION HISTORIQUE D'UN POUVOIR AUTONOME AU GRE DES RELATIONS AVEC BAGDAD</b>	<b>20</b>
<i>Chapitre 1 – La construction historique d'une entité autonome à la faveur de la déliquescence de l'État irakien</i>	<i>21</i>
Section I De l'émergence du nationalisme kurde à la structuration de l'entité kurde autonome	21
A – Les Kurdes, de la marginalisation à la répression en Irak	22
B – L'émergence des deux grands partis kurdes : tensions et conflictualités.	25
Section II L'autonomisation croissante du Kurdistan à la faveur de la déliquescence de l'État irakien	28
A – Le renversement de l'État baathiste	28
B – La constitutionnalisation de l'autonomie du Kurdistan	29
<i>Chapitre 2 – Le contrôle des territoires disputés : une question au cœur de la rhétorique nationaliste kurde.</i>	<i>33</i>
Section I – Des territoires disputés depuis plusieurs années : un processus de construction inachevé.	33
A – Une zone de peuplement kurde morcelée	33
B – La question des territoires disputés dans la Constitution d'octobre 2005	34
Section II - La question du pétrole : l'impossible compromis	36
A – Un contentieux judiciaire à l'origine des tensions entre Erbil et Bagdad	36
B – De vaines tentatives d'accords : 2006 - 2014	38
<b>PARTIE 2. L'ELARGISSEMENT DE LA ZONE D'INFLUENCE DU GOUVERNEMENT REGIONAL DU KURDISTAN AU GRE DE LA GUERRE CONTRE L'ÉTAT ISLAMIQUE : UN POUVOIR POLITICO-MILITAIRE RENFORCE.</b>	<b>41</b>
<i>Chapitre 1 – La progression des peshmergas contre le groupe État islamique : une force militaire indispensable dans la lutte contre les djihadistes en Irak</i>	<i>42</i>
Section I – La formation d'une ligne de front au sud de la Green Line au gré des avancées militaires.	42
A – Le déploiement des peshmergas à Kirkouk	43
B – Des frontières élargies au gré des avancées militaires	45
C – Des peshmergas dans les zones disputées	46

Section II - Plus que la protection de son territoire, la participation à des opérations extérieures et le développement d'une capacité de projection et de mobilisation.	48
A - La bataille de Kobane : une première opération extérieure pour les peshmergas ?	48
B - Les peshmergas dans la bataille de Mossoul : une force essentielle.	50
<i>Chapitre 2. Remilitarisation et restructuration des forces armées kurdes</i>	53
Section I - Des contrats d'armements et de partenariats militaires croissants	53
A - Une remilitarisation nécessaire dans la lutte contre l'EI : un engagement international	54
B - L'implication des puissances régionales	58
Section II - De milices partisans à armée quasi régulière : un long processus de restructuration et d'unification du corps des peshmergas	59
A - Un long processus de réunification	60
B - Standardisation et professionnalisation du corps des peshmergas	61
<b>PARTIE 3. L'ORGANISATION D'UN REFERENDUM SUR L'INDEPENDANCE DU KURDISTAN IRAKIEN, UNE REGION AUTONOME FRAGILISEE PAR LES DIVISIONS INTERNES ET LES VELLEITES INTERNATIONALES.</b>	<b>65</b>
<i>Chapitre 1 - La route vers un référendum pour la légitimation d'un État de facto malgré le poids des pressions internationales</i>	66
Section I - Un nouvel acteur sur la scène étatique mondiale ?	66
A - Un espace économique attractif au cœur des relations stratégiques régionales	67
B - Le Kurdistan : une force politique, économique et militaire aux attributs étatiques	69
Section II - Des pressions étrangères répondant aux intérêts régionaux	71
A - La question des territoires disputés depuis 2003	72
B - Pressions et désolidarisations à l'aube du référendum	73
<i>Chapitre 2 - Le Kurdistan, un espace en crise après la tenue du référendum sur l'indépendance ?</i>	77
Section I - Tenue du référendum et conséquences immédiates.	77
A - Un référendum pour légitimer les aspirations politiques du peuple kurde.	77
B - Un acte illégitime et anticonstitutionnel selon Bagdad	79
Section II - Un Kurdistan irakien en perte de vitesse après le référendum et ses conséquences : l'échec de la territorialisation du GRK dans les territoires disputés.	81

A – Le retour des Irakiens dans les territoires contestés : la reprise de Kirkou	82
B - Un dualisme politico-militaire historique entre le PDK et l'UPK : un processus de réunification inachevé à l'origine d'une « haute trahison nationale » ?	84

#### **PARTIE 4. BAGDAD, MAITRE DU JEU APRES L'ACTE « ANTICONSTITUTIONNEL » DES KURDES ?**

89

##### *Chapitre 1 – L'échec relatif d'Erbil face à la remontée en puissance de Bagdad dans l'espace politique irakien*

90

Section I – De la renégociation de l'accord sur les revenus du pétrole à la reprise des investissements : vers amélioration de la situation économique du Kurdistan.

90

A – La reprise des négociations sur le pétrole avec Bagdad

91

B – Retour des investissements et accroissement des partenariats économiques

92

C – La diversification des sources de revenus de la région autonome

94

Section II – Les élites Kurdes toujours en position de force après les élections dans un pays aux enjeux en constante redéfinition

97

A – Le timide renforcement des partis d'opposition face un système bipartite largement ancré dans la RAK.

97

B – Un acteur politique incontournable sur l'échiquier politique irakien

100

##### *Chapitre 2 - Le GRK, un acteur indispensable à la stabilité sécuritaire régionale*

103

Section I – Les peshmergas, de précieux alliés dans la lutte anti-terroriste

103

A – La pérennisation des poches de résistance de l'État islamique

103

B – Vers une réintégration des peshmergas aux opérations conjointes contre l'État islamique

106

Section II – Le GRK comme rempart à l'influence iranienne dans la politique moyen-orientale de Washington et ses alliés.

109

A – Le renforcement de l'alliance entre Erbil et Washington

109

B – L'assassinat de Qassem Soleimani ou la cristallisation des tensions en Irak

111

#### **ANNEXES**

124

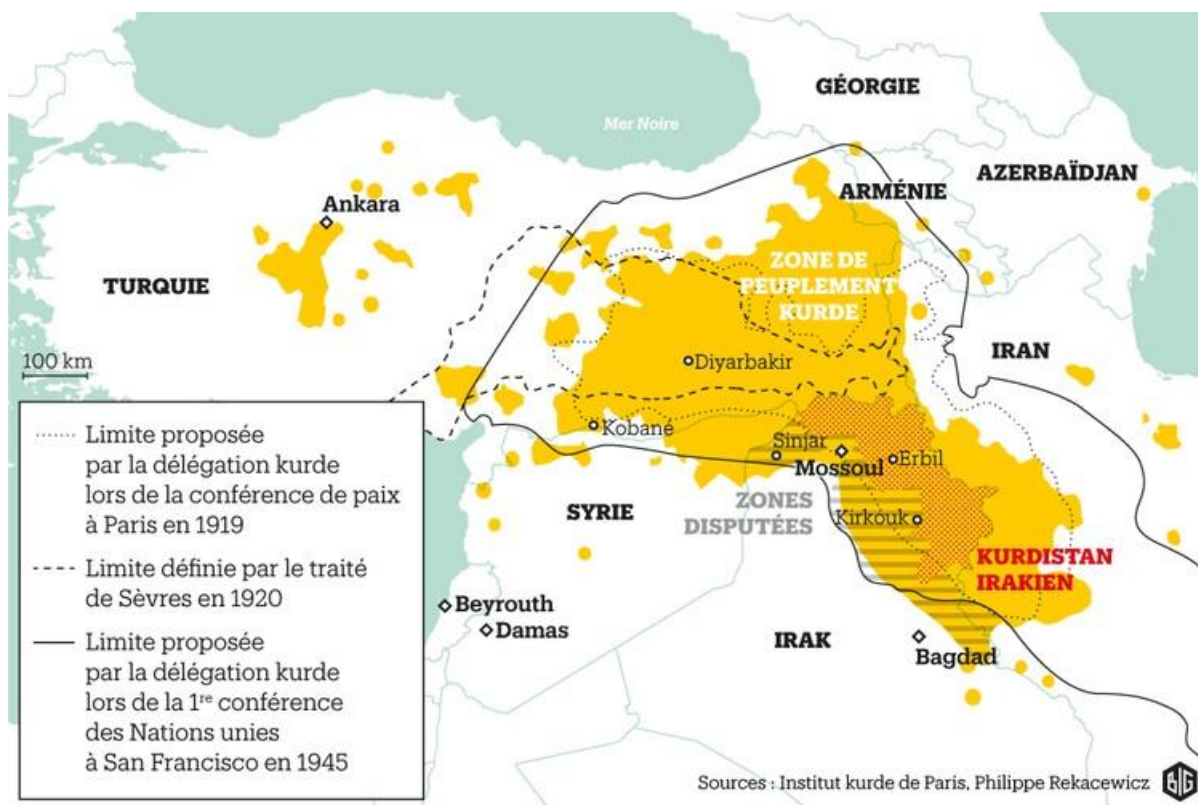
#### **BIBLIOGRAPHIE**

134

## ANNEXES

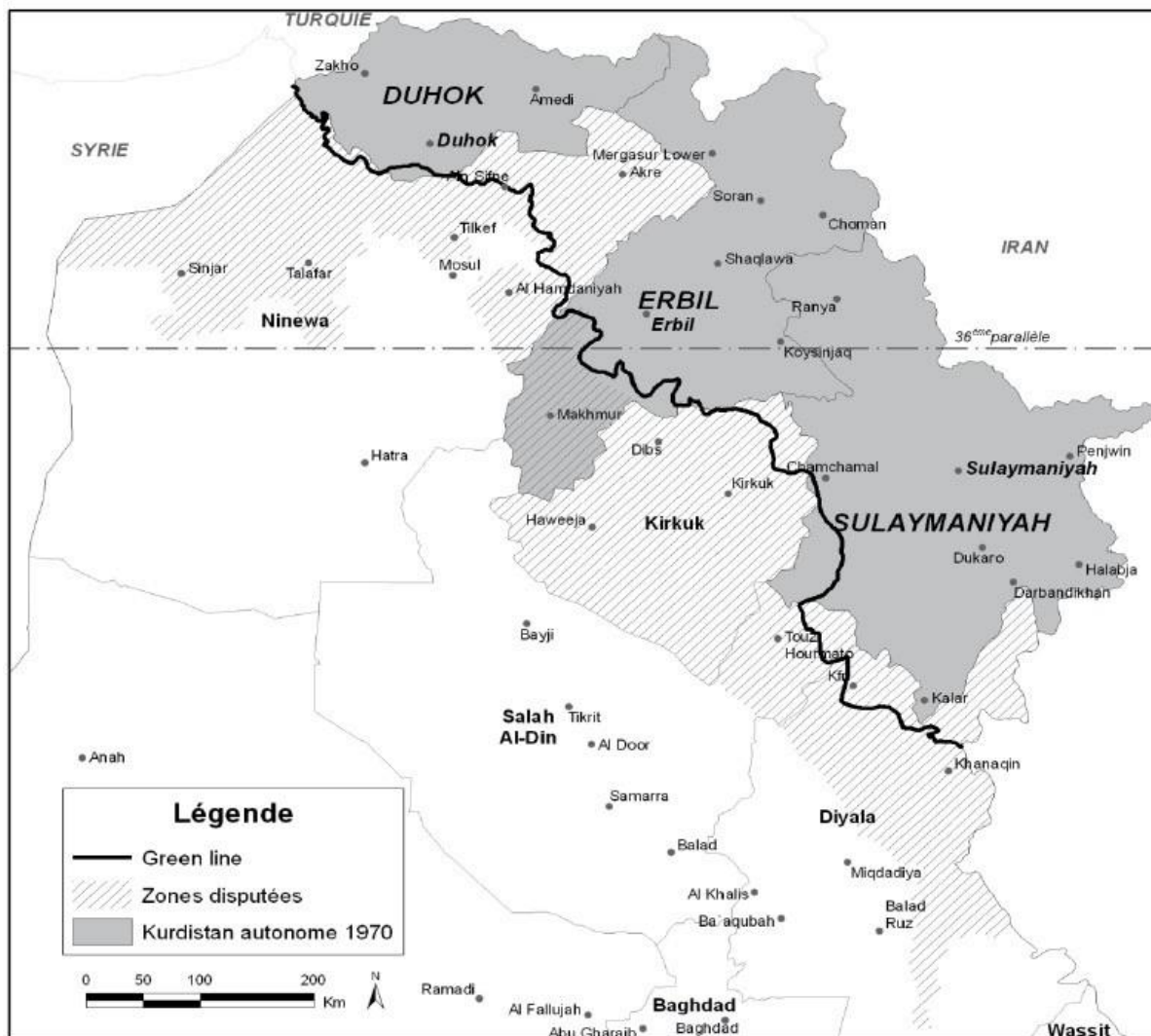
## Annexe 1

REKACEWICZ, Philippe. Cartographie des revendications kurdes en 1919 et en 1945,  
*Institut Kurde de Paris*



## Annexe 2

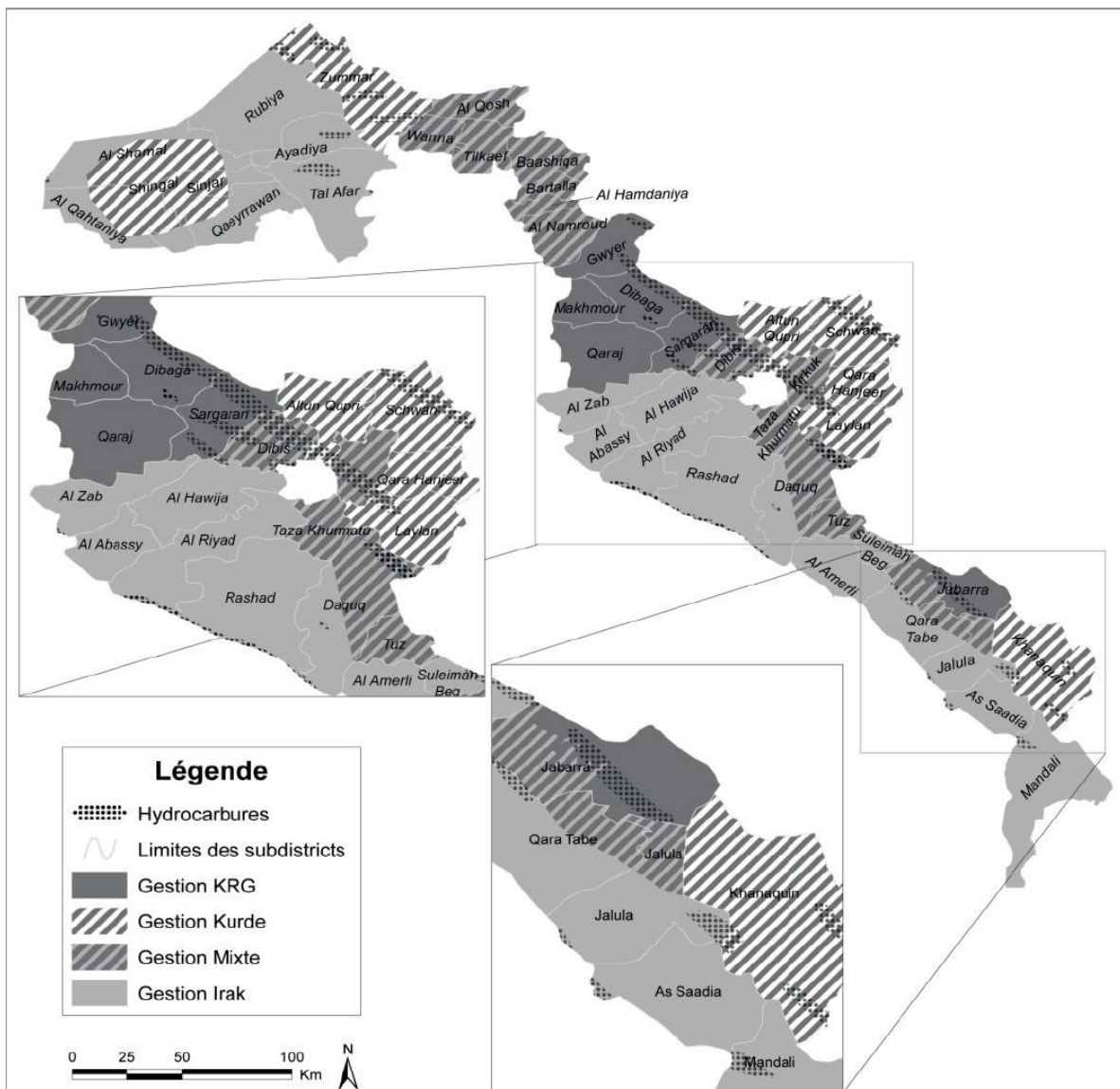
MOULIN,B. ROUSSEL,C. programme Atlas du Kurdistan d'Irak, 2014



© B. Moulin, C. Roussel, 2014, programme Atlas du Kurdistan d'Irak.

### ANNEXE 3

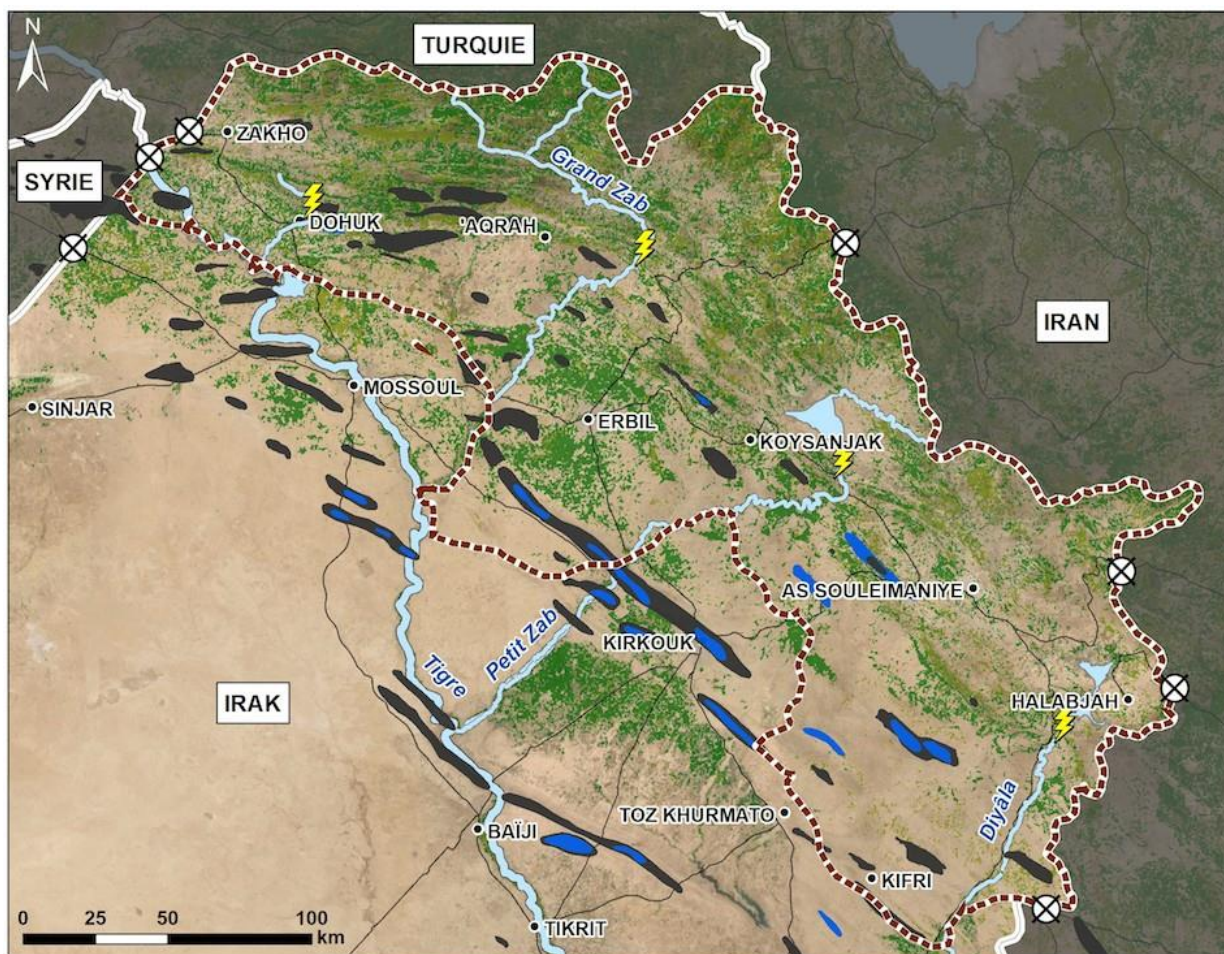
MOULIN,B. ROUSSEL,C. programme Atlas du Kurdistan d'Irak, 2014



© B. Moulin, C. Roussel, 2014, programme Atlas du Kurdistan d'Irak.

## ANNEXE 4

BOUVIER, Émile. Ressources stratégiques et atouts économiques naturels des Kurdes en Irak, *Les Clés du Moyen-Orient*, septembre 2019



### RESSOURCES STRATÉGIQUES ET ATOUTS ÉCONOMIQUES NATURELS DES KURDES EN IRAK

- Localité d'intérêt



Poste-frontière

— Route principale

Région autonome  
du Kurdistan  
irakien (RAK)

#### Énergie

Gisement de  
pétrole

Gisement de gaz

Barrage  
hydraulique

Fleuve

#### Agriculture

Intensité de culture  
de la terre :

Elevée

Modérée

Faible

*Les clés  
du Moyen-Orient*

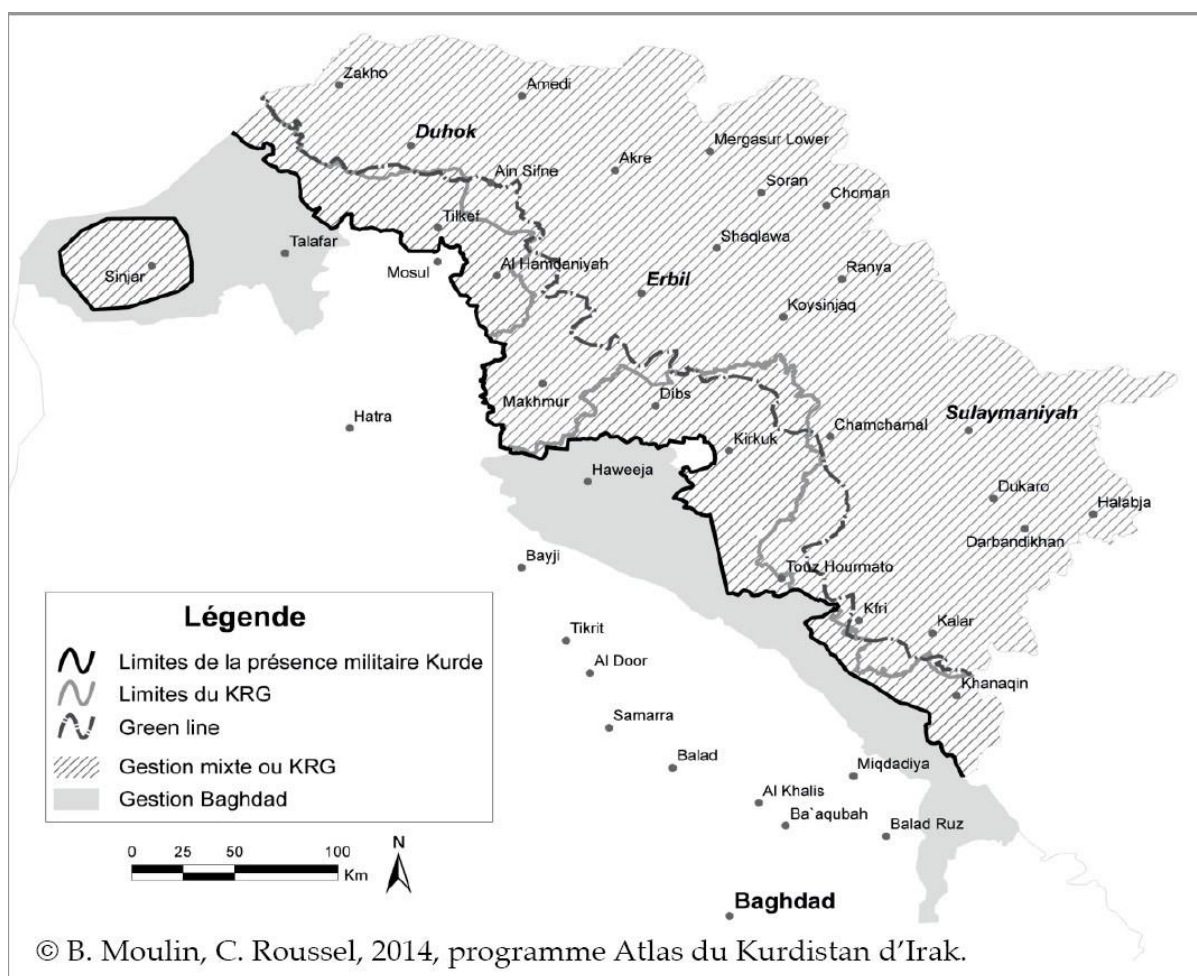


Édition : 18/09/2019

Réalisation : Émile BOUVIER

## ANNEXE 5

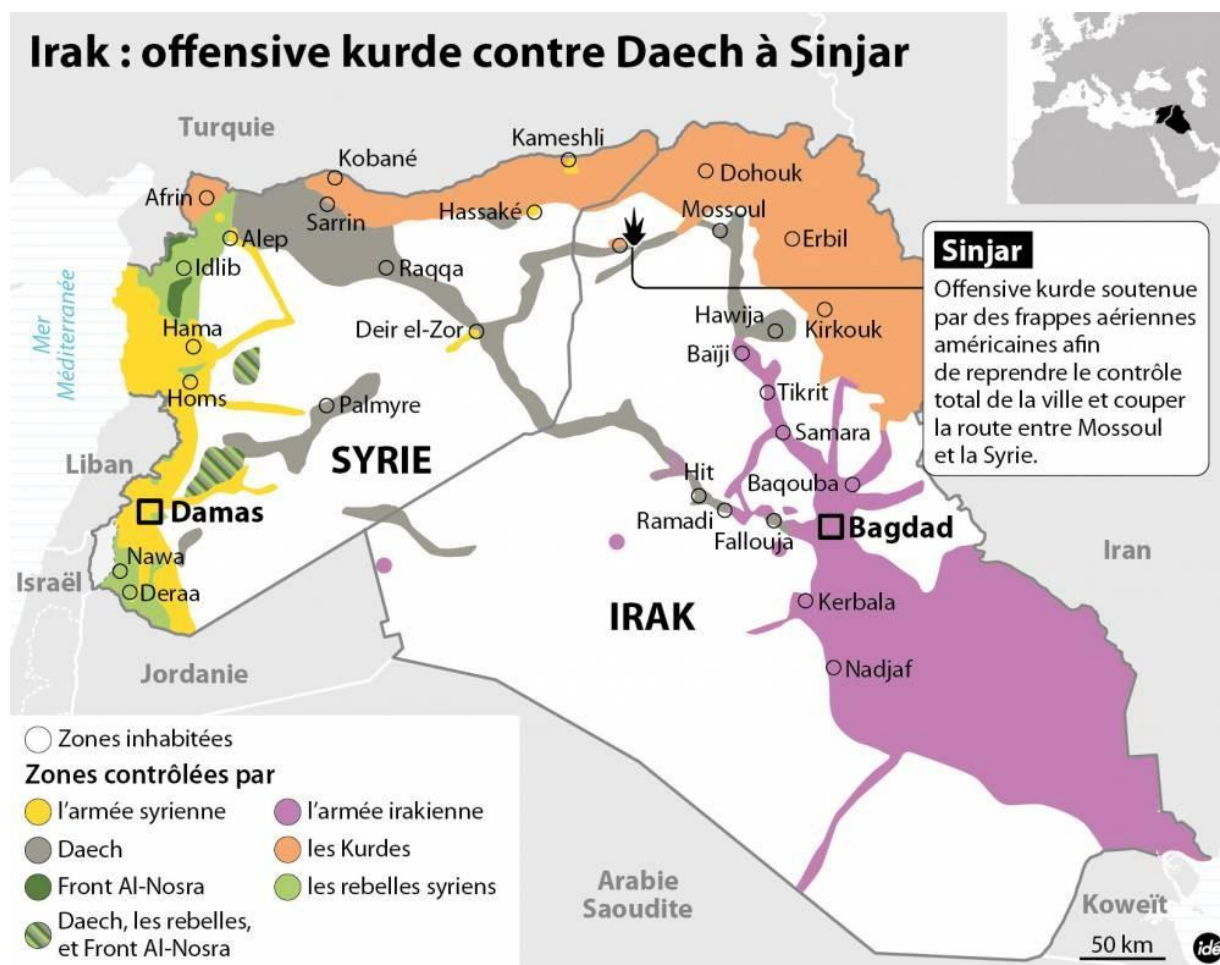
MOULIN,B. ROUSSEL,C. programme Atlas du Kurdistan d'Irak, 2014





## ANNEXE 6

« L'offensive décisive des Kurdes irakiens contre Daesh », *Le Point*, octobre 2015.



**ANNEXE 7**

Photographie du Général Qassem Soleimani aux côtés de soldats peshmergas, 2014.



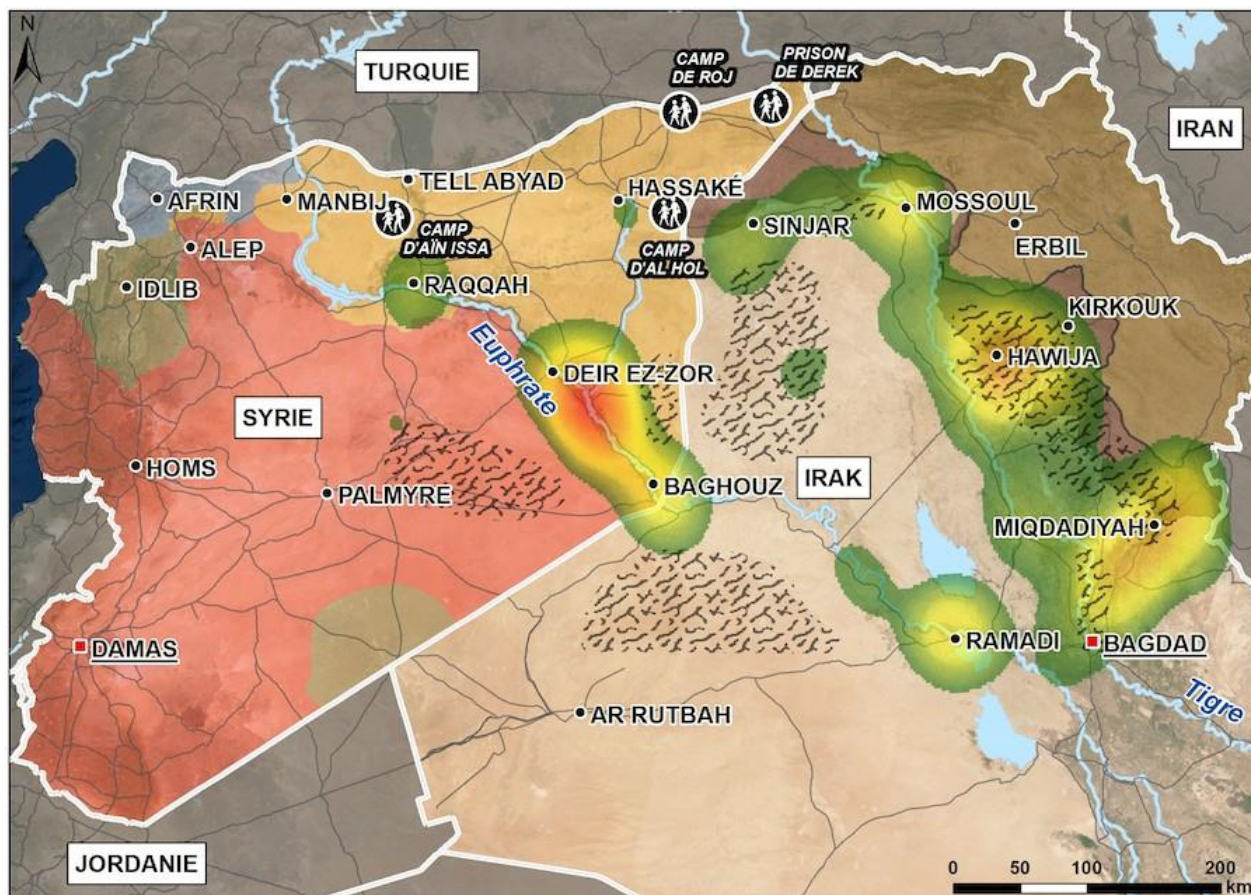
## ANNEXE 8

TROIN, F. reprenant ROUSSEL, C. programme Atlas du Kurdistan d'Irak, 2014



## ANNEXE 9

BOUVIER, Emile. « Daesh, une organisation terroriste à la forte capacité de résilience. », *Les Clés du Moyen-Orient*, juillet 2019.



### DAECH, UNE ORGANISATION TERRORISTE À LA FORTE CAPACITÉ DE RÉSILIENCE

#### Zones de contrôle

- Forces armées syriennes et alliés
- Insurgés syriens
- FDS
- Turcs et alliés syriens
- Région autonome du Kurdistan irakien
- Territoire perdu par le GRK en 2017

#### Résilience de Daech

- Présence diffuse de Daech

Concentration des attaques de Daech depuis sa défaite territoriale en Syrie le 24/03/2019 :

- Attaques fréquentes
- Attaques régulières mais peu fréquentes

- Lieu de détention de combattants de Daech et/ou de leur famille

#### Géographie

- Capitale
- Localité d'intérêt
- Empreinte urbaine
- Fleuve
- Route principale

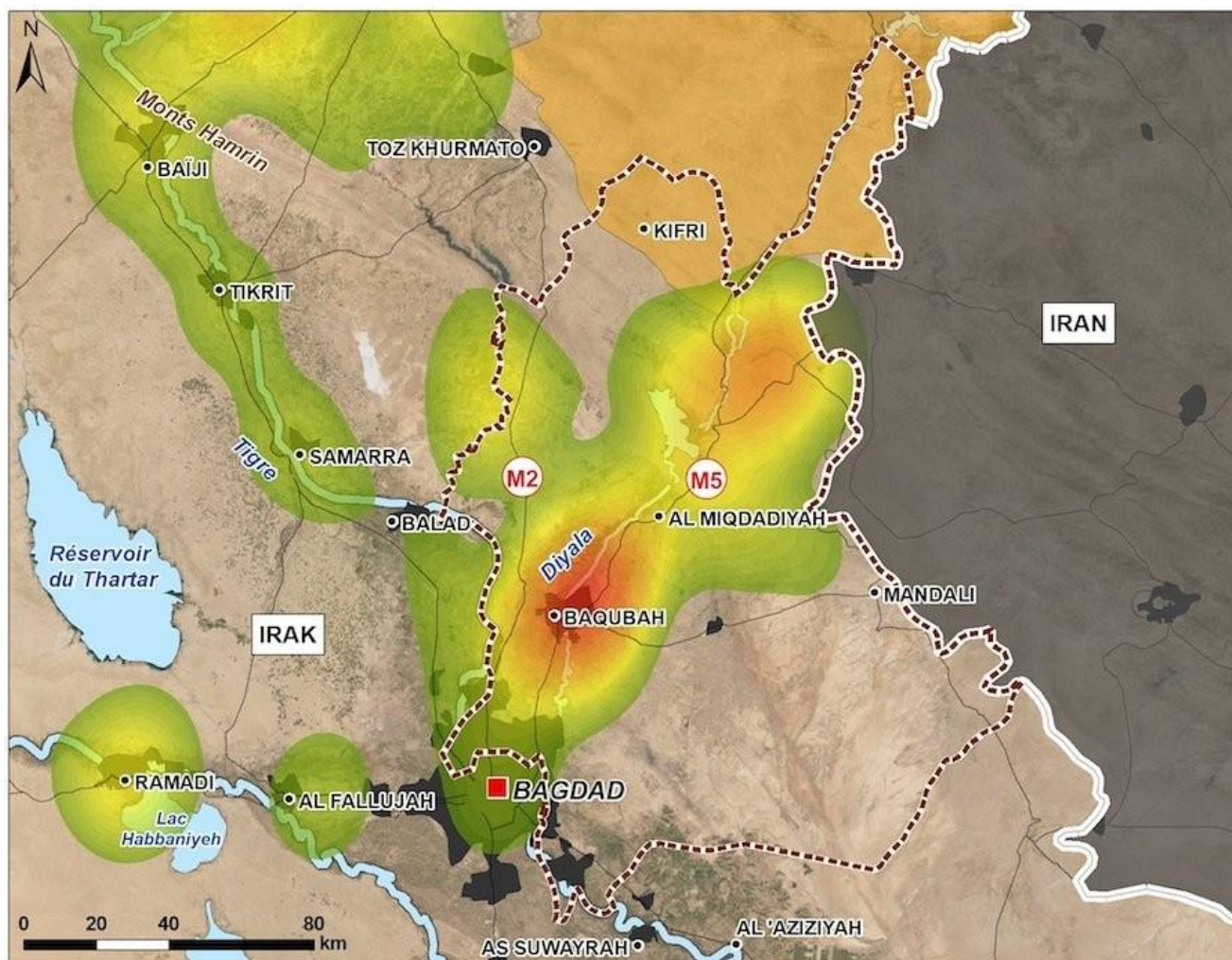


© Les Clés du Moyen-Orient

Edition : 18/07/2019 | Réalisation : Emile BOUVIER

## ANNEXE 10

BOUVIER, Emile. « Le gouvernorat de Diyala, région de régénération de l'État islamique en Irak », *Les Clés du Moyen-Orient*, janvier 2020.

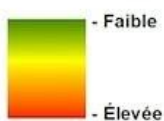


### LE GOUVERNORAT DE DIYALA, RÉGION DE RÉGÉRATION DE L'ÉTAT ISLAMIQUE EN IRAK

- Capitale
- Localité d'intérêt
- (M2) Autoroute
- Route principale
- ~ Fleuve
- ~ Etendue d'eau (lac ou réservoir)
- Empreinte urbaine

- Région autonome du Kurdistan d'Irak
- ⋮ Gouvernorat de Diyala

**Densité des attaques de Daech depuis un an (01/01/2019 - 01/01/2020) :**



*Les clés du Moyen-Orient*



Edition : 02/01/2020  
Réalisation : Emile BOUVIER

## Bibliographie

### *SOURCES PRIMAIRES*

#### *Sources juridiques*

Article 4 de la Constitution irakienne, octobre 2005. Disponible en ligne en français à l'adresse suivante : <https://mjp.univ-perp.fr/constit/iq2005.htm>

Article 111 de la Constitution irakienne, octobre 2005. Disponible en ligne en français à l'adresse suivante : <https://mjp.univ-perp.fr/constit/iq2005.htm>.

Article 112 de la Constitution irakienne, octobre 2005. Disponible en ligne en français à l'adresse suivante : <https://mjp.univ-perp.fr/constit/iq2005.htm>.

Article 115 de la Constitution irakienne, octobre 2005. Disponible en ligne en français à l'adresse suivante : <https://mjp.univ-perp.fr/constit/iq2005.htm>.

Article 113 de la Constitution irakienne, octobre 2005. Disponible en ligne en français à l'adresse suivante : <https://mjp.univ-perp.fr/constit/iq2005.htm>

Article 140 de la Constitution irakienne, octobre 2005. Disponible en ligne en français à l'adresse suivante : <https://mjp.univ-perp.fr/constit/iq2005.htm>.

Résolution 688 du Conseil de Sécurité des Nations Unies. S/RES/688. 1991.  
Accessible à [https://undocs.org/fr/S/RES/688\(1991\)](https://undocs.org/fr/S/RES/688(1991))

Résolution 1483 du Conseil de Sécurité des Nations Unies. S/RES/1483. 23 mai 2003.  
Accessible à [https://undocs.org/fr/S/RES/1483%20\(2003\)](https://undocs.org/fr/S/RES/1483%20(2003)).

Résolution 1770 du Conseil de Sécurité des Nations Unies. S/RES/1770. 2007.  
Accessible à <http://unscr.com/en/resolutions/doc/1770>.

### **Discours et déclarations officielles**

Conférence de presse de Lahur Sheikh Jangi Talabani , 23 octobre 2017 disponible à l'adresse :

<https://www.facebook.com/553415444729749/videos/1669555033115779>

Conférence internationale pour la reconstruction de l'Irak à Koweït Discours de Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Koweït, 13 février 2018

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/les-ministres/jean-yves-le-drian/discours/article/conference-internationale-pour-la-reconstruction-de-l-irak-a-koweit-discours-de>

Déclaration de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur les défis et priorités de la politique étrangère de la France, à Paris le 10 septembre 2014.

<http://discours.vie-publique.fr/notices/143002072.html>

### **Rapports**

« Lutte contre Daech et bilan des opérations extérieures » - Audition du général Didier Castres, *Comptes rendus de la Commission des Affaires Étrangères, de la Défense et des Forces Armées*, 16 décembre 2015.

Compte rendu du Briefing informel avec les commandants de front peshmergas kurdes irakiens réalisé dans le cadre du Programme « Turquie contemporaine » de l'IFRI, 31 mars 2015.

« KRG: Kurdish Forces Ejecting Arabs In Kirkuk », *Human Rights Watch*, novembre 2016.

« Les peshmergas dans les régions de Kirkouk et Jalawla entre 2014 et février 2016 », *DIDR de l'OPFRA*, 28 septembre 2017.

« Les Peshmergas, Gardes régionaux de la région du Kurdistan d'Irak », *DIDR de l'OPFRA*, 29 juillet 2016.

« Présence militaire iranienne en Irak depuis 2014 », *DIDR de l'OPFRA*, 17 septembre 2018.

« Situation du district de Sinjar entre 2014 et 2018 », *DIDR de l'OPFRA*, 8 octobre 2019

## **SOURCES SECONDAIRES**

### **Articles scientifiques**

ADLIG, Berévan. « Le Kurdistan irakien », *Hérodote*, vol. no 124, no. 1, 2007.

AVEEN, Karim. “Kirkuk – Peshmerga Resilience and Triumph Against ISIS”, *Washington Kurdish Institute*, mars 2016.

AZIZ, Sardar « Navigating a Growing Chinese Influence in Iraqi Kurdistan », *The Washington Institute*, 27 juillet 2020.

BENHAIM, Yohanan. « Quelle politique kurde pour l'AKP ? », *Politique étrangère*, vol. été, no. 2, 2014.

BODART, Taline. « Référendum au Kurdistan irakien : quelle réponse internationale ? », *CERMAM*, 4 octobre 2017.

BOIS, Thomas. BOZARSLAN, Hamit. MORE, Christiane. ROULEAU, Éric. « KURDES », *Encyclopædia Universalis*.

BOUVIER, Emile. « Daech et pandémie de coronavirus : une instabilité sociopolitique et un « repli sur soi » étatique qui profitent à l'EI », *Les Clés du Moyen-Orient*, mai 2020.

BOUVIER, Emile. « Daesh, une organisation terroriste à la forte capacité de résilience. », *Les Clés du Moyen-Orient*, juillet 2019.

BOUVIER, Emile. « La réapparition de Daech au Levant, entre résurgence et résilience », *Les Clés du Moyen-Orient*, août 2019.

BOUVIER, Emile. « Le gouvernorat de Diyala, région de régénération de l'État islamique en Irak », *Les Clés du Moyen-Orient*, janvier 2020.

BOUVIER, Emile. « Les ressources de la Région autonome du Kurdistan d'Irak : une économie dominée par l'or noir », *Les Clés du Moyen-Orient*, octobre 2019.

DESCHAMPS, Dimitri. , « Économie politique kurdo-irakienne et entrepreneuriat libanais : mise en contexte d'une collaboration opportuniste », *Anatoli*, 2017, 297-325.



DERZI-HORVATH Andras, « Iraq after ISIL: Kirkuk », *Global Public Policy Institute*, 30 août 2017.

DEVEREUX, Andrew. « Operation Iraqi Heroes in Kirkuk », *The Jamestown Foundation*, juin 2020.

DUMONT, Gérard-François. « LE MOYEN-ORIENT, ESPACE GÉOGRAPHIQUE ET GÉOPOLITIQUE [The Middle East, geopolitical and geographical territory] ». *Géostratégiques*, 2005

EYNAUDI, Matthieu. « Les peshmergas du Gouvernement Régional du Kurdistan irakien sont-ils une nouvelle force conventionnelle au Proche-Orient ? », *Les Clés du Moyen Orient*, 27 avril 2016.

GIL, Ines. « La de Mossoul : une reconquête difficile pour déloger l'Etat islamique et retrouver une stabilité fragile », *Les Clés du Moyen-Orient*, 6 juin 2017.

HEMEZ, Rémy. « Les Kurdes face à Daech : quelle efficacité militaire ? », *Politique étrangère*, vol. printemps, no. 1, 2016.

HESHMATI, Almas. AUZER, Khazal. « The Role of Natural Resources in Kurdistan Regional Government's Economic Development », *UKH Journal of Social Sciences*, mars 2018.

IBISH, Hussein. « The Gulf Arab Countries and the Kurdish Referendum », *The Arab Gulf States Institute in Washington*, 29 septembre 2017.

LUIZARD, Pierre-Jean. « Iraniens d'Irak, direction religieuse chiite et Etat arabe sunnite. », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, 1996.

LUIZARD Pierre-Jean, « La bataille de Mossoul : l'apogée de la guerre confessionnelle en Irak », *Observatoire international du religieux*, février 2018.

LUIZARD, Pierre-Jean. « L'islam comme référence des groupes politiques et sociaux en Irak », *Revue internationale de la Croix-Rouge*, No 868, décembre 2007.

MORRIS Samuel, WIRYA Khogir, ALA ALDEEN Dlawer, « The future of Kirkuk : a roadmap for resolving the status of the governorate », *Middle East Research Institute*, septembre 2015.

OTTAWAY Marina, « United States Policy and the Kurdistan Referendum: Compounding the Problem », *Wilson Center*, septembre 2017.

ROSIERE, Stéphane. « Géographie politique, géopolitique et géostratégie : distinctions opératoires », *L'information géographique*, 2001.

ROUSSEL, Cyril. « L'introuvable frontière du Kurdistan d'Irak », *Politique étrangère*, vol. été, no. 2, 2014, pp. 63-77.

ROUSSEL, Cyril. « Le Kurdistan d'Irak, un espace de redéploiement des circuits commerciaux entre Turquie et Iran », *Les Cahiers d'EMAM* [En ligne], juillet 2015.

ROUSSEL Cyril, « Les territoires kurdes d'Irak à l'heure du Daesh : nouvel enjeu frontalier », *Actuelles de l'IFRI*, 10 décembre 2014.

S. BABAN, Bryar. « Le Kurdistan : d'une nation apatride au droit à l'État ? », *Civitas Europa*, vol. 38, no. 1, 2017.

SIMONET, Loïc. « Les hydrocarbures du Kurdistan irakien, au cœur de l'imbroglio régional », *Géoéconomie*, vol. 74, no. 2, 2015.

TEJEL, Jordi. « Le Kurdistan dans la tourmente », *Revue Esprit*, février 2018.

TENENBAUM, Élie. « L'Amérique en guerre : grandeur et décadence de la contre-insurrection », *Politique étrangère*, 2011.

QUESNAY, Arthur. GIL, Ines. « Entretien avec Arthur Quesnay sur la présence iranienne en Irak et sur l'escalade des tensions entre Téhéran et Washington », *Les Clés du Moyen-Orient*, janvier 2020.

QUESNAY, Arthur. « Le retour de l'État irakien dans les "territoires disputés" », *Fondation pour la Recherche Stratégique*, 26 novembre 2017.

QUESNAY Arthur, « Les enjeux politiques de la bataille de Mossoul », *Network of Researchers in International Affairs*, décembre 2016.

WÉRY, Gauthier. « Les Kurdes d'Irak, grands gagnants de la guerre contre l'Etat islamique ? Une analyse à moyen terme », *Institut Royal Supérieur de Défense / Centre d'Etudes de Sécurité et Défense*, juillet 2015.

« After Kirkuk: What does Erbil's defeat mean for the regional balance of power », *Al Jazeera Center for Studies*, 12 novembre 2017.

“Arming Iraq's Kurds: Fighting IS, Inviting Conflict”, *International Crisis Group (ICG)*, mai 2015.

« Les Kurdes d'Irak en 2019 : situation politique, condition sécuritaire et statut des territoires disputés », *Fondation pour la Recherche Stratégique*, avril 2019.

### Ouvrages

BABAKHAN, Ali. *Les Kurdes d'Irak*, Éd. Ali Babakhan, 1994. BAKAWAN

Adel, *L'impossible État irakien*, Édition l'Harmattan, 2019.

BARZANI, Saywan. *Le Kurdistan d'Irak 1918-2008*. Éditions l'Harmattan, 2009.

BORZASLAN Hamit, *La question kurde : États et minorités au Moyen-Orient*, Les Presses de Sciences Po, 1999.

CHALIAND, Gérard. *La Question Kurde, à l'heure de Daech*, Éditions du Seuil, 2015.

CHALIAND, Gérard. *Le malheur kurde*, Paris, Éditions Seuil, 1992.

CHALIAND, Gérard. *Les Kurdes et le Kurdistan : la question nationale kurde au Proche-Orient*, Paris, F. Maspero, coll. « Petite collection Maspero », 1978

TEJEL, Jordi. *La question kurde : passé et présent*, Éditions l'Harmattan, 2014

LOUIS, Florian. *Atlas historique du Moyen-Orient*, Éditions Autrement, 2020.

MAURIES, René. *Le Kurdistan ou la mort*, Éditions J'AI LU, 1970.

RAMAZAN, N.A. *La paradiplomatie du Kurdistan irakien : le rôle des entités sub-étatique dans les relations internationales*, éd. universitaires européennes, Paris, 2014.

### Articles de presse

ALI, Sangar. « Iraqi forces, US-led coalition kill dozens of IS militants in separate operations », *Kurdistan24*, novembre 2018.

ALI, Sangar. « German Defense Minister thanks 'Peshmerga bravery for making IS defeat possible' », *Kurdistan24*, septembre 2018.

AL TAIE, Khalid. « Futures opérations de sécurité coordonnées entre l'armée irakienne et les Peshmergas », *Diyaruna*, septembre 2020.

AFANASIEVA, Dasha. DZIADOSZ, Alexander. « Les peshmergas irakiens attendus à Kobani », *Capital*, 29 octobre 2014.

BÉGAT Jean-Baptiste, « Kurdistan irakien – tout a changé pour que rien ne change ? », *Blog de l'Institut Montaigne*, 4 juin 2019.

BENAMAR, Karim. « Washington construira trois nouvelles bases militaires en Irak », *Liberté Algérie*, 24 février 2020.

BERDIKEEVA, Saltanat. « Relations Between Erbil and Baghdad to be Tested by Regional Tensions », *Inside Arabia*, 20 janvier 2020.

CHAPLEAU, Philippe. « 24 000 masques à gaz donnés aux soldats irakiens et aux peshmergas par les Américains », *Lignes de Défense - Ouest France*, 23 octobre 2016.

DARTFORD Katy, « Iraq and Kurdistan fight to control oil rich Kirkuk », *Euronews*, novembre 2017.

DAWOOD, Shahinez. « Kirkouk la disputée », *Le Monde Diplomatique*, février-mars 2020.

GORAN, Baxtiyar, « Peshmerga official reveals conditions for joint military operations with Iraqi army in disputed areas », *Kurdistan24*, juillet 2018.

HAWRAMY, Fazel. « How Iran helped Baghdad seize back Kirkuk », *Al Monitor*, 17 octobre 2017.

HOFFNER, Anne-Bénédicte. « En Irak, la contestation gagne le Kurdistan », *La Croix*, août 2020.

HOFMANN, Pauline. FRANÇOIS, Didier. « Irak : des livraisons d'armes aux Kurdes ont bien eu lieu », *Europe1*, 2 septembre 2014.

KAVAL Allan, « Manifestations violentes au Kurdistan », *Le Monde*, 23 décembre 2017.

KELLER, Jeffrey. « Israel endorses independent Kurdish state », *Reuters*, 13 septembre 2017.

LAGNEAU, Laurent. « La France a livré armes et munitions aux combattants du Kurdistan irakien », *Zone militaire opex360.com*, 17 juin 2016.

LAGNEAU, Laurent. « La question de l'indépendance du Kurdistan irakien sera posée après la bataille de Mossoul », *Zone militaire opex360.com*, 29 octobre 2016.

LE JEUNE, Véronique. « L'armée allemande auprès des combattants kurdes: une première historique », *Franceinfo*, 7 octobre 2014.

LOEZ, « Au Kurdistan irakien, la colère du corps enseignant », *Revue Ballast*, juin 2020.

MARCOU, Jean. « La Turquie prête à accepter l'indépendance des Kurdes irakiens ? » *Observatoire de la Vie Politique Turque*, juillet 2014.

MERCADIER, Sylvain. « Le Kurdistan irakien écartelé entre ses voisins », *ORIENT XXI*, 16 avril 2019.

MOSTAFAVI, Hamdam. et SALIBY, Hoda. « Irak. L'aide s'internationalise, les Kurdes regagnent du terrain », *Courrier International*, 11 août 2014.

MUTZEL Daniel, « Les ventes d'armes allemandes vers l'Orient explosent », *Euractiv*, 27 octobre 2016.

MYLROIE, Laurie. « US-led Coalition: ISIS not defeated », *Kurdistan24*, mai 2019.

NAWZAD, Kosar. « French team, Peshmerga kill three Islamic State members near Kirkuk », *Kurdistan24*, octobre 2018.

NEZAL, Kendal. « Un aperçu de l'histoire des Kurdes », *site web de l'Institut kurde de Paris*, consulté le 18 septembre 2020.

NITTI, Sofia. « Le Kurdistan irakien pris en étau entre Covid-19 et crise économique », *Le Temps*, juin 2020.

PERPIGNA IBAN, Laurent. « Un référendum pour rien ? », *Le Monde Diplomatique*, février-mars 2020.

PERPIGNA IBAN, Laurent. « Un vote au Kurdistan qui pèsera sur l'avenir de l'Irak », *ORIENT XXI*, 28 septembre 2018.

OSGOOD, Patrick. « Total farms in two Marathon blocks in Kurdistan », *Oil&Gas Middle East*, 31 juillet 2012.

RODIER, Alain. « Daech est toujours à l'offensive », *Atlantico*, septembre 2020.

RONDOT, Pierre, « L'Irak, mosaïque de peuple, demeure dans son ensemble arabe et musulman », *Le Monde Diplomatique*, 1973.

ROTIVEL, Agnes. « Les idéologies nationales divisent les Kurdes », *La Croix*, octobre 2016.

SALLON, Hélène. « A Mossoul, les forces spéciales s'attendent à une forte résistance de l'EI », *Le Monde*, 18 octobre 2016.

SALLON, Hélène. « Au Kurdistan irakien, un référendum d'autodétermination à haut risque », *Le Monde*, 14 juin 2017.

SALIH, Mohamed. « New units step toward reforming Kurdish peshmerga », *Al Monitor*, 2 juillet 2015.

SHERWANI, Halgurd. « PM Masrour Barzani calls for 'fundamental' solution for Erbil-Baghdad disputes », *Kurdistan24*, septembre 2020.

SHERWANI, Halgurd. « PM Masrour Barzani marks third anniversary of Kurdistan's independence referendum », *Kurdistan24*, septembre 2020.

SHILANI, Hiwa. « PM Masrour Barzani talks Erbil-Baghdad ties with UN official », *Kurdistan24*, septembre 2020.

SZUBA, Jared. « Iraqi army and Peshmerga survey disputed territories ahead of joint operations », *The Defense Post*, février 2019.

VAN WILGENBURG, Wladimir, « EU welcomes formation of new Kurdistan Region government », *Kurdistan24*, juillet 2019.

VERDIER, Oriane. « A Kirkouk, une tranchée à double tranchant », *Libération*, 1<sup>er</sup> mars 2016.

WOLFF Stephan, "Governing (in) Kirkuk: resolving the status of a disputed territory in post-American Iraq" *International Affairs*, 2010.

ZAMAN, Amberin. « Iraqi Kurdistan president: 'We are not scared of Iran, but we respect Iran' », *Al Monitor*, janvier 2020

« Aide militaire aux Kurdes d'Irak : Goasguen, Morano, Bayrou et EELV derrière Fabius », *Le Parisien*, 11 août 2014.

« Ambassador meets Nechirvan Barzani in Erbil », *TehranTimes*, octobre 2019.

« Annonce par le gouvernement irakien de la libération de Mossoul », *Perspective Monde*, 10 juillet 2017.

« Au Kurdistan, le « oui » au référendum d'indépendance triomphe, Bagdad fulmine », *AFP*, 27 septembre 2017.

Bulletin de liaison et d'information n°351 de l'Institut Kurde de Paris, juin 2014.

« Contract to Buy 16 Helicopters Signed Kurdistan Nwe issued daily by Patriotic Union of Kurdistan. », *IWPR*, 18 juillet 2016.

« D'un mandat à l'autre. Clefs irakiennes pour une guerre annoncée », *Le Monde Diplomatique*, janvier 2003.

« Des peshmergas irakiens dans Kobané, nouvelle attaque de l'EI », *Le Monde avec AFP*, 01 novembre 2014.

« En Irak, les forces kurdes annoncent la libération de Sinjar », *RFI*, 13 novembre 2015.

« François Hollande constate la difficulté de la reconquête de Mossoul », *La Croix*, 3 janvier 2017.

« In Erbil, US Ambassador announces construction of largest consulate complex », *Rudaw*, avril 2018.

« Irak: des roquettes ont été tirées près de l'aéroport d'Erbil », *Athènes 984*, septembre 2020.

« Irak: Erbil, la trappe à GI's? », *Pars Today*, janvier 2020.

« Irak : L'opération pour reprendre Mossoul des mains de l'EI est lancée », *Le Monde*, Le 17 octobre 2016.

« Irak: la région de Kirkouk participera au référendum sur l'indépendance kurde », *RFI*, 29 août 2017.

« Irak : le Kurdistan et Bagdad trouvent un accord sur le pétrole », *AFP*, 14 novembre 2014.

« Irak : le référendum sur l'indépendance kurde est une "initiative inopportune", selon Jean-Yves Le Drian », *Europe 1*, 18 septembre 2017.

« Irak : le sang coule au Kurdistan lors de manifestations contre le pouvoir régional », *AFP*, 19 décembre 2017.

« Irak : Offensive conjointe de la coalition dirigée par Washington et des Peshmergas contre Daech », *Agence Anadolu*, juillet 2018.

« Irak : violents combats entre les forces gouvernementales et kurdes », *AFP*, 26 octobre 2017.

« Iran provided weapons to Iraq's Kurds: Barzani », *Middle East Eye*, 12 février 2015.

« Iraqi Kurdistan opens official crude oil trade route via Iran-sources », *Reuters*, 7 août 2013.

« Iraq Kurdistan independence referendum planned », *BBC News*, 1<sup>er</sup> juillet 2014.

« Iraq's Kurds Face Dilemma Over Future Relations With Iran », *Rasanah International Institute for Iranian Studies*, novembre 2019.

« Kobané: le Kurdistan irakien va voter sur l'envoi de combattants en Syrie », *AFP*, 22 octobre 2014.

« Kurdistan irakien : Washington veut l'abandon du référendum d'indépendance », *Le Monde avec AFP*, 16 septembre 2017.

« Kurdistan's PM-designate calls on parties to present candidates for new cabinet », *Kurdistan24*, juin 2019

« Kurdistan to export oil through Iran », *Rudaw*, 5 avril 2016.

« Kurdistan: vers un référendum d'indépendance », *Reuters*, 3 février 2016.

« KRG suffers over \$250 mln loss following PKK attack on Kirkuk-Ceyhan oil pipeline », *Daily Sabah*, 3 août 2015.

« L'accord d'Alger », *Le Monde*, 8 mars 1975.

« L'armée irakienne largue des tracts sur Mossoul en prévision d'une offensive », *France 24*, 16 octobre 2016.

« L'Irak annonce la victoire contre l'organisation Etat islamique acquise », *Le Monde avec AFP*, 9 décembre 2017.



« La Turquie soutient le Kurdistan irakien face à l'EI », *Euronews*, 22 novembre 2014.

« Le Kurdistan irakien depuis le fiasco du référendum pour l'indépendance », *Fondation de l'Institut Kurde de Paris*, 27 septembre 2018.

« Le Kurdistan irakien pour la Turquie, est une porte d'entrée vers les régions arabes d'Irak », *IQNA Agence Internationale de Presse Coranique*, 01 mars 2020.

« Le Kurdistan : un rempart contre l'ingérence turco-iranienne », *JForum*, 17 août 2017.

« Les peshmergas kurdes, "première armée d'Irak" », *France 24*, juin 2014.

« Les renforts kurdes irakiens entrent dans Kobané », *Le Monde avec AFP*, 31 octobre 2014.

« Military announces discovery of ISIS drone on an island in an Iraqi lake », *Kurdistan24*, septembre 2019.

« Peshmerga, Iraqi Army form committees to start joint ops in disputed areas », *Rudaw*, février 2019.

« Over 1.3 million tourists travel to Kurdistan Region in six months », *Kurdistan 24*, octobre 2018.

« PUK to attend Nechirvan Barzani's Presidential inauguration amid disagreements », *Kurdistan24*, juin 2019.

« Restoring the Bread Basket: Agriculture », *Invest in Group*, octobre 2013.

« Rosneft a versé une avance de 1,3 milliard de dollars au Kurdistan irakien », *L'Orient le Jour*, novembre 2017.

« Syrie : les Kurdes reprennent des positions aux jihadistes à Kobané », *AFP*, 11 novembre 2014.

« Syrie : les renforts kurdes dépêchés à Kobané rentrent en Irak », *AFP*, 29 avril 2015.

« UN Security Council opposes Kurdish independence vote », *AFP*, septembre 2017.

« Will arming peshmerga tip balance of power in Iraq? », *Al Monitor*, 2014.

« داھاتوو سالی چوار بو یه کینتی و پارتی ریکه وتنه که ی وردمه کاریی », *Rudaw*, mars 2019.

**Retranscriptions d'entretiens et de conférences**

ABDOU MOUSSA, Rachid. ROMAN, Benjamin. « D'une géopolitique des territoires à une intelligence territoriale. Entretien d'Yves Lacoste accordé à Jean-Guy Bernard, directeur général de l'École de Management de Normandie. », mars 2019.

CHAROUNTAKI, Marianna. « The Washington-Erbil-Moscow triangle through the prism of the September Referendum », Rencontres de recherche au *Gulf Research Centre Cambridge*, avril 2018.

FIORINA, Jean-François. BULHER, Pierre. « Géopolitique, les nouveaux visages de la puissance. Jean-François Fiorina s'entretient avec Pierre Buhler », *Diploweb*, avril 2012.